

FRÉDÉRIC LOZÈRE

LE DAVOSCÈNE

L'ère de la Grande Réinitialisation

Essai

2023

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	LORSQUE DAVOS ENTRE EN SCENE	3
PARTIE 1	UNE REVOLUTION IMPOLITIQUE	8
CHAPITRE 1	L'EBRANLEMENT DES ETATS	9
De l'État solide à l'État liquide		9
L'Union européenne, symptôme de l'ébranlement des États		11
Le partenariat public-privé ou la désanctuarisation de l'État		14
L'abolition des frontières entre État et entreprises ?		15
CHAPITRE 2	LE RETOUR DE LA CYBERNETIQUE	19
Du politique au cybernétique		19
La gouvernance scientifique		22
La gouvernance managériale		25
CHAPITRE 3	MAIS « QUI ? »	32
La concurrence des agendas		32
Le Forum Économique Mondial de Davos, plate-forme du mondialisme		34
L'ONU, un Parlement planétaire ?		38
Les États gestionnaires		42
Le capitalisme des parties prenantes : une prédation à l'échelle mondiale		44
CHAPITRE 4	DEMOS CROQUE PAR DAVOS	48
Le bonnet rouge des élites : culture club et révolution descendante		48
La démocratie, produit d'appel de la Caste mondialisée		49
La bipartition du peuple		50
PARTIE 2	UNE REVOLUTION DE L'HOMME	53
CHAPITRE 1	L'HOMME LIQUIDE	54
La liquéfaction des pères		54
Le bannissement du « -st »		56
De l'ère du st à l'ère du trans		58
CHAPITRE 2	L'HOMME MACHINE REVISITE	64
L'Homme Machine de La Mettrie		64
L'homme, une machine dans la Machine		67
CHAPITRE 3	L'HOMME NUMERIQUE	72
Réseaux de pouvoir, pouvoir du réseau		72
Le mythe de l'homme augmenté		74
L'e-monde		75
La honte de n'être qu'un homme		76
Enfin libéré de la liberté !		78
L'e-1917		80
L'homme-données		81
PARTIE 3	LE GREAT RESET : UNE REVOLUTION GNOSTIQUE	83

CHAPITRE 1 LA NOUVELLE GUERRE DU CERVEAU.....	87
<i>L'économie de la connaissance ou le « cerveau général ».....</i>	<i>87</i>
<i>Le cerveau, nouvel objet de conquête.....</i>	<i>90</i>
<i>La prédation du cerveau par l'« éducation »</i>	<i>91</i>
<i>La conspiration de la Caste médiatique contre la Raison</i>	<i>92</i>
CHAPITRE 2 UN DIEU MALIN : L'HOMME.....	95
<i>L'écologisme</i>	<i>95</i>
<i>Le Club de Rome.....</i>	<i>95</i>
<i>La planification des naissances.....</i>	<i>97</i>
<i>L'homme, le nouvel intrus.....</i>	<i>98</i>
<i>L'idolâtrie de la Planète</i>	<i>98</i>
<i>L'écologisme, un anthropocentrisme négatif</i>	<i>99</i>
<i>Le Great Reset ou l'homme devenu tragos.....</i>	<i>100</i>
CHAPITRE 3 LE RETOUR DE L'HOLOCAUSTE OU L'APOCALYPSE COMME TELOS.....	104
<i>Vers un contrôle drastique de la population.....</i>	<i>104</i>
<i>La mystique vaccinale.....</i>	<i>107</i>
<i>La « Bête de l'événement ».....</i>	<i>108</i>
<i>Le mondialisme luciférien ?.....</i>	<i>109</i>
<i>Nouvel ordre mondial, nouvelle religion universelle ?</i>	<i>111</i>
<i>La réinvention de Babylone.....</i>	<i>112</i>
CHAPITRE 4 LA NOUVELLE MYSTIQUE MONETAIRE.....	115
<i>Naissance du « créditisme », système de la monnaie-crédit</i>	<i>116</i>
<i>L'ère de la monnaie magique.....</i>	<i>117</i>
<i>La fatalité de l'inflation.....</i>	<i>118</i>
<i>Le créditisme est un communisme.....</i>	<i>120</i>
<i>Le Great Reset, un jubilé monétaire ?.....</i>	<i>121</i>
CHAPITRE 5 LA GEOPOLITIQUE DU GREAT RESET.....	127
<i>Hyperpuissance américaine ?</i>	<i>127</i>
<i>Chine et Etats-Unis, le « pugilat géant ».....</i>	<i>127</i>
<i>Davos bifrons</i>	<i>130</i>
<i>Derrière l'affrontement géopolitique, un affrontement de civilisation ?.....</i>	<i>133</i>
CONCLUSION SORTIR DU DAVOSCENE !	138
BIBLIOGRAPHIE	151

« Au moment où nous écrivons ces lignes (juin 2020), la pandémie continue de s'aggraver à l'échelle mondiale. Beaucoup d'entre nous se demandent quand les choses reviendront à la normale. Pour faire court, la réponse est : jamais. La normalité d'avant la crise est « brisée » et rien ne nous y ramènera, car la pandémie de coronavirus marque un point d'inflexion fondamentale dans notre trajectoire mondiale »¹. C'est ainsi que Klaus Schwab, le Président du Forum Économique Mondial de Davos caractérise la période qui s'est ouverte au début de l'année 2020. Cette phrase n'est pas extraite d'une écoute téléphonique, n'a pas été prononcée dans le secret diapré d'un Club. Elle n'est pas issue d'une discussion dans le cadre d'un complot ourdi contre les Nations. Elle est extraite d'un livre, *Covid-19, La Grande Réinitialisation* que Klaus Schwab et Thierry Malleret ont publié en juin 2020 et qui peut être consulté, lu ou acheté librement. Le propos est on ne peut plus public et provient d'un personnage central dans la conduite du monde dont on ne peut raisonnablement mépriser la parole. Ce que dit, en effet, le Président d'un Forum Économique, qui réunit annuellement de nombreux chefs d'États ou de gouvernement, des chefs de Titans ou de Géants, ne saurait être ignoré. Ce livre, dès publication, aurait dû faire l'objet d'une attention particulière de la part des médias, des intellectuels, des politiques. Il n'en a rien été. Or, c'est sans doute ces quelques lignes qui nous ont conduit à la rédaction du présent ouvrage.

Le propos implique en effet un effort de compréhension et d'interprétation. Klaus Schwab et Thierry Malleret évoquent une rupture historique sans précédent. Le monde ancien, la « normalité » arrivent à bout de souffle. Il s'agit ainsi de rendre au monde et aux peuples une vigueur nouvelle et faire repartir l'ensemble du système-monde dans une nouvelle direction. Klaus Schwab et Thierry Malleret, à vrai dire, ne nous laissent pas le choix. Loin de décrire une décision issue d'une volonté politique déterminée, ils actent la fin d'un monde, une « brisure » et indiquent une « inflexion » irréversible dans la « trajectoire mondiale » empruntée par l'humanité toute entière, peuples, gouvernements,

¹ Klaus SCHWAB et Thierry MALLERET, *Covid-19 : la Grande réinitialisation*, Forum Publishing, Genève, 2020, p. 12.

individus. Le monde semble guidé par un ersatz de Providence, un sens de l'histoire et la « pandémie » paraît être le point de rupture, le « point de bascule » permettant une accélération de tendances déjà observées. En effet, Klaus Schwab a écrit en 2016 un livre, *La Quatrième Révolution industrielle*, dégageant ces tendances technologiques et anthropologiques. Il n'a eu de cesse, lors des sessions du Forum Économique Mondial, d'encourager les dirigeants politiques à prendre les mesures publiques nécessaires pour accompagner ce mouvement de progrès technologique. Or, c'est avec la « pandémie » que s'est ouverte une « fenêtre d'opportunité » pour procéder à cette Grande réinitialisation.

Le terme, lui-même, n'est pas nouveau. Il est emprunté au lexique mécanique et plus particulièrement numérique : il s'agit, globalement, de remettre un réglage à sa valeur initiale et, plus particulièrement dans le domaine informatique, de faire redémarrer un ordinateur après un dysfonctionnement. Or, ce terme en dit déjà beaucoup sur la conception du monde qui préside à son emploi. Les sociétés humaines, les États, le monde de manière générale sont une machine et cette machine dysfonctionne. Or, un dysfonctionnement n'est acté que lorsque la machine ne se conforme pas à la finalité pour laquelle elle a été construite. Ainsi, le terme « réinitialisation » engendre d'emblée deux questions : quelle est l'implication anthropologique de cette conception mécaniste du monde ? Quelle est la finalité de cette « machine-monde » ?

La réinitialisation est ainsi la remise d'une machine à l'état initial et se rapproche sémantiquement du terme « révolution » qui désigne étymologiquement le retour périodique d'un astre à un point de son orbite (du latin *revolvere* : ramener en arrière). Alors que nous définissons la révolution comme un changement vers un état inconnu, du fait d'un prisme irrésistiblement progressiste, la « révolution » désigne au contraire, à l'origine, un retour à l'état initial. Or, la Grande réinitialisation est très proche de ce sens originel du mot révolution. Klaus Schwab et Thierry Malleret en adoptent la rhétorique, la sémantique : ils évoquent un changement inéluctable, nécessaire, une fuite en avant vers un ordre du monde en effet inconnu jusqu'alors. Mais ils invoquent aussi, plus implicitement il est vrai, un retour à un état antérieur. Une question se pose donc : quel est cet « ancien monde » qu'il convient de changer ? Quel est l'état antérieur qu'il convient de retrouver ? En un mot, quelle est la véritable cible du Great Reset.

En évoquant une « grande » réinitialisation, Klaus Schwab et Thierry Malleret vont plus loin que les responsables qui avaient déjà utilisé l'expression. Christine Lagarde, au Forum Économique Mondial de Davos en 2014, avait déjà utilisé « *reset* » pour désigner alors les réformes économiques structurelles, notamment celles relatives au marché du travail. Or, le 3 juin 2020, Klaus Schwab et Charles III d'Angleterre, Prince de Galles à ce moment-là, ont, au cours du lancement du Great Reset, donné une traduction politique, sociétale, économique voire anthropologique à cette révolution. Klaus Schwab et Charles III ont surtout exprimé sans ambiguïté le changement d'échelon politique nécessaire pour mener à bien cette révolution. C'est pourquoi nous avons pris le parti, dans l'ouvrage, de nommer « Great Reset » cette « Grande réinitialisation », car le terme traduit la forte dimension anglo-saxonne de ce projet global qui s'inscrit dans les objectifs historiques de la City de Londres : établir une domination planétaire à l'imitation du Commonwealth. Le Nouvel Ordre Mondial évoqué régulièrement par les élites de la Caste mondialisée n'a rien d'un complot. Il s'agit d'une stratégie mentionnée publiquement, en toute transparence. La seule opacité réside dans l'intention : le Nouvel Ordre Mondial que la Caste appelle de ces vœux est supposément une intégration plus forte des politiques publiques étatiques au service de la résolution efficace des crises tout d'abord, au service du bien-être collectif ensuite.

C'est là naturellement que le bât blesse. La Caste ne dit rien - ou peu - des moyens et des fins. Mais elle dit peut-être plus qu'elle ne croit. Qui peut croire raisonnablement que la politique sanitaire que nous avons subie pendant deux ans ait une quelconque finalité médicale, soit animée d'un quelconque souci du bien commun ? Qui peut croire encore que la disparition progressive de la monnaie fiduciaire serve les intérêts de tous les citoyens ? Qui peut croire sincèrement que le recul de la participation électorale, sensible dans tous les pays occidentaux, traduise un fonctionnement remarquable de la démocratie ? La crise que nous traversons est profonde parce que la crise est littéralement accompagnée par la Caste mondialisée. Elle est, selon une logique hégélienne et marxiste qu'elle a totalement intériorisée, régénératrice, constitutive d'un mal nécessaire pour que le monde renaisse de ses cendres. La figure de la Caste est le Phénix : il faut faire mourir quelque chose pour régénérer le monde. Il faut brûler l'ancien monde pour forcer le destin. Il faut être Néron, brûler Rome, pour faire émerger une nouvelle Babylone.

En effet, au-delà des dimensions technologiques, politiques, sociétales qui structurent le Great Reset, il s'agit pour la Caste mondialisée d'accomplir une réinitialisation de nature spirituelle. Il s'agit de terminer le « chef d'œuvre », non pas d'abolir ce qui a été entrepris dans la période révolutionnaire de 1789 ou de 1917 mais de l'accomplir. Le Great Reset se caractérise par un culte du numérique, du virtuel, de l'avatar, de l'ersatz et, disons-le, par une haine de l'enracinement, de l'incarnation et de l'Incarné. En ce sens, il s'inscrit dans une continuité plus qu'une rupture. Il représente la traduction contemporaine d'une tradition historique ancienne qui part de la « fausse Gnose » déjà dénoncée par Saint Paul qui se poursuit dans le nominalisme, la Renaissance, la Franc-maçonnerie, le cosmopolitisme, la Révolution française, les révolutions matérialistes de 1917, puis plus récemment dans la révolution numérique, l'« économie de la connaissance », la *Cancel Culture*, le *woke*, et l'idéologie décoloniale. C'est ce fil historique, cette pelote idéologique qu'il convient de dénouer pour montrer ce dont le Great Reset est le nom.

Davos est une fondation à but non lucratif, une organisation de lobbying, un Club des *happy few* de la Caste mondialisée, certes. Mais c'est surtout une allégorie. C'est l'incarnation de la désincarnation. C'est une nébuleuse idéologique, à la fois latente et tellement patente. C'est un esprit. Une montagne magique. C'est quelque chose et rien. C'est un auteur, un metteur en scène remarquable du monde postmoderne. C'est un auteur en quête d'acteurs. Cela méritait donc bien un essai.

Dans le présent ouvrage, nous avons pris le parti, pour mieux comprendre cette nébuleuse difficile à saisir, de prendre au sérieux le texte écrit par Klaus Schwab et Thierry Malleret en juin 2020. Ce sera le fil conducteur et nous ne le quitterons pas d'un pouce. A partir des éléments saillants de ce texte, nous avons choisi de faire dialoguer les voix qui contribuent à ce débat fondamental, profondément structurant, le vrai débat politique : certains s'inscrivent dans la logique du Great Reset, d'autres la contestent, parfois frontalement. Nous ne serons pas en position d'arbitre. Il ne sera pas difficile de comprendre, dès les premières lignes, que nous nous plaçons dans la résistance à ce mouvement qui nous entraîne à notre perte en tant que Français, qu'Européens, qu'hommes. Beaucoup a déjà été fait dans ce sens et nombreuses sont les voix qui se sont élevées pour dénoncer cette entreprise d'humiliation hors-sol de l'homme. Nous engageons le lecteur à écouter ce chœur tragique, ce chant

désespéré qui tente de ramener les hommes à la raison avant qu'il ne soit trop tard.

Le Great Reset est une révolution, une fuite en avant autant qu'un retour à l'état antérieur au christianisme : une révolution impolitique, tout d'abord, séparant espace démocratique et espace politique, vidant même la démocratie de toute substance politique (partie I) ; une révolution anthropologique, ensuite, remodelant l'homme, non plus à l'image de Dieu mais à l'image de lui-même (partie II) ; une révolution gnostique, reléguant l'ensemble de la Création à l'état d'intrus, le seul être acceptable étant l'être artificiel, l'être global, l'ersatz (partie III).

PARTIE 1 UNE REVOLUTION IMPOLITIQUE

« Il nous aurait été impossible de développer notre plan pour le monde si nous avions été sous les brillantes lumières de la publicité pendant ces années. Mais, le travail est maintenant beaucoup plus perfectionné et disposé à marcher vers un gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et des banquiers du monde est sûrement préférable à l'autodétermination nationale pratiquée dans les siècles passés ». David Rockefeller, 1991

La Grande Réinitialisation requiert un préalable : la liquéfaction des États modernes. Le processus qui préside à cette liquéfaction n'est pas nouveau. Il est même profondément ancré dans l'évolution de l'État moderne.

De l'État solide à l'État liquide

L'État est originellement un *status*, une entité politique solide généralement ancrée dans des lois fondamentales ou dans une constitution, leur version laïcisée et républicanisée qui leur conférait une autonomie institutionnelle, ce que l'on nomme souveraineté. Le traité de Westphalie en 1648 promeut un nouveau système international, un « ordre » fondé sur l'affrontement d'États, désormais souverains, égaux en droit et indépendants : l'autorité de l'État est exclusive sur son territoire et nul ne peut par immixtion directe ou indirecte en contester l'application. L'ordre westphalien est fondé sur l'équilibre des puissances, alliance occasionnelle de certains États permettant d'empêcher d'émergence de superpuissances. Cette conception de la souveraineté a été contestée dès le XVIIIème siècle, par le cosmopolitisme notamment, un mouvement intellectuel et politique initié par Emmanuel Kant. Kant a donné du cosmopolitisme une vision à la fois juridique et politique : le philosophe estime, en effet, que l'appartenance à un royaume ou une république crée des ancrages politiques qui divisent l'humanité et occultent, si la citoyenneté se réduit à eux, la dimension morale de l'homme, universelle². Autrement dit, il existe pour Kant une double définition de la citoyenneté : une citoyenneté enclavée dans les limites d'un État souverain et la citoyenneté d'une société cosmopolitique, qui n'est autre que l'espèce humaine entière. C'est cette dernière forme de citoyenneté qui définit le « devoir du genre humain envers lui-même ». La Société des Nations de 1919 et encore davantage l'ONU en 1945 sont le point d'aboutissement de cet idéal cosmopolite de citoyenneté qui se confond avec l'humanité. Lorsque Klaus Schwab, dans *Covid-19, la Grande réinitialisation*, évoque de « si fortes dissonances entre les impératifs

² Monique CASTILLO, « Signification du cosmopolitisme kantien » in *Raison présente* n°201, 2017/1, pp.19-30.

nationaux à court terme et les défis mondiaux à long terme »³, il redessine cette double appartenance de l'homme, tout d'abord, à une citoyenneté historique mais dépassée, celle de l'État-nation, et ensuite, à une citoyenneté active et responsable, celle de l'échelon mondial. La Grande réinitialisation est avant tout une réinitialisation de l'appartenance politique et en premier lieu la fusion du concept de citoyenneté et d'humanité : le sentiment d'appartenance à une nation est une « fermeture cognitive » qui « déclenche également une montée des sentiments patriotiques et nationalistes, avec des considérations religieuses et ethniques (...). Ce mélange toxique fait ressortir ce qu'il y a de pire en nous. »⁴

L'État vient ainsi brimer la citoyenneté universelle. Le dépassement de la citoyenneté nationale par la citoyenneté universelle est préparé de longue date par une liquéfaction de l'État moderne bien décrite par le constitutionnaliste Jacques Chevallier⁵. L'État « postmoderne » marque la fin de l'État « stabilisateur », solide, ordonné aux missions régaliennes et animé par une logique pyramidale au profit d'un État « liquide » comme le dirait Zygmunt Bauman. Cette liquéfaction de l'État se manifeste essentiellement de deux manières.

Tout d'abord, son périmètre législatif s'est considérablement élargi. Initialement impliqué dans la bonne marche des institutions, l'indépendance de la nation et les missions régaliennes, l'État a investi des périmètres qui ont entravé la lisibilité de ses actions. La pluralité foisonnante des droits humains qui se sont multipliés par les activités jurisprudentielles des Cours⁶ ont conduit les États à littéralement courir après la jurisprudence pour faire entrer ses dispositions dans des textes législatifs. Ce faisant, l'État est devenu, non plus un prescripteur mais un assureur de droits humains et a consacré son activité législative à des domaines habituellement infra-législatifs. Jacques Chevallier a une formule abrupte sur cette extension élastique du domaine d'intervention de l'État et ses conséquences sur la solidité juridique de la loi : « La

³ Klaus SCHWAB et Thierry MALLERET, *op. cit.*, p. 130.

⁴ Klaus SCHWAB et Thierry MALLERET, *ibid.*, p. 244.

⁵ Jacques CHEVALLIER, *L'État postmoderne*, LGDJ, 2017, Paris.

⁶ On songe notamment à la Cour de cassation, au Conseil d'État en tant que juridiction administrative ou au Conseil constitutionnel, en tant que juge de la constitutionnalité, auxquels s'ajoutent les Cours européennes ou internationales comme la Cour de Justice de l'Union Européenne par exemple.

généralité de la loi a vécu : les lois se présentent de plus en plus comme des textes spéciaux au contenu technique très accusé, poussant très loin le souci du détail, et dont l'application est étroitement circonscrite dans le temps et dans l'espace, ce qui lui fait perdre toute prétention à l'universalité ; derrière ces textes en mille morceaux, en dentelles ou de convenance, se profile le naufrage du droit commun, de la règle uniforme. »⁷

Ensuite, la définition de l'État s'est opacifiée en raison d'une extrême multiplication de ces modalités d'organisation. La progressive décentralisation (loi du 2 mars 1982, loi du 1^{er} août 2003, la loi dite MAPTAM⁸ du 27 janvier 2014, la loi NoTRE⁹ du 7 août 2015) ainsi que la création de nombreuses agences assurant des missions traditionnellement dévolues aux États ont donné à l'État une dimension protéiforme, éclatée qui a eu un effet délétère sur la lisibilité de son action, sur son efficacité et son efficience. État-Protée, il prête le flanc à la critique d'une organisation redondante, coûteuse et sous-optimale. L'irrationalité progressive de son organisation se heurte à une paradoxale exigence de rationalité, ce qui en affaiblit considérablement l'assise auprès des citoyens.

La souveraineté demeure le pilier de la plupart des États postmodernes¹⁰ mais elle n'est plus détachable des formes labiles, diffractées prises par les États qui en modifient en retour l'exercice et la solidité.

L'Union européenne, symptôme de l'ébranlement des États

La construction européenne a été un élément décisif dans l'ébranlement des souverainetés étatiques. Philippe de Villiers dans *J'ai tiré sur le fil du mensonge et tout est venu*¹¹ évoque le rôle historique qu'ont

⁷ Jacques CHEVALLIER, *op.cit.*, pp. 132-133.

⁸ Loi du 27 janvier 2014 sur la Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

⁹ Loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

¹⁰ Le Préambule de la Constitution de 1958 l'affirme expressément en son premier alinéa qui définit au passage le « bloc de constitutionnalité » dont la « souveraineté nationale » est le fondement : « Le peuple français proclame solennellement son attachement aux Droits de l'homme et aux principes de la souveraineté nationale tels qu'ils ont été définis par la Déclaration de 1789, confirmée et complétée par le préambule de la Constitution de 1946, ainsi qu'aux droits et devoirs définis dans la Charte de l'environnement de 2004. »

¹¹ Philippe de VILLIERS, *J'ai tiré sur le fil du mensonge et tout est venu*, Fayard, Paris, 2019 p. 158.

joué les arrêts de la Cour de Justice de la Communauté Européenne¹², *Van Gend en Loos* du 5 février 1963 et *Costa c./ Enel* du 15 juillet 1964. Ces arrêts disposent que le Traité de Rome de 1957 a posé un ordre juridique propre, ce qui est déjà en soi disruptif. Mais il dispose surtout qu'il « est intégré au système juridique des Etats membres et s'impose à leur juridiction ». La conclusion de la CJCE dans *Costa c./ Enel* donne une définition absolument nouvelle de la souveraineté des Etats en déclarant : « Le transfert opéré par les États, de leur ordre juridique interne au profit de l'ordre juridique communautaire, des droits et obligations correspondant aux dispositions du traité, entraîne donc une limitation définitive de leurs droits souverains contre laquelle ne saurait prévaloir un acte unilatéral ultérieur incompatible avec la notion de Communauté ». L'arrêt *Van Gend en Loos* va même jusqu'à mentionner un « nouvel ordre juridique de droit international » dont les « sujets sont non seulement les Etats membres mais également leurs ressortissants ». L'arrêt *Simmenthal* du 9 mars 1978 va plus loin puisqu'une disposition nationale, même ultérieure, entrant en contradiction avec une norme communautaire n'a pas besoin d'être éliminée par le législateur national. Elle est *de jure* considérée comme nulle et non avenue, avant toute intervention rétroactive du législateur national. Ainsi, ce caractère de nullité sanctionne une forme d'inconstitutionnalité communautaire éventuelle de la loi nationale. La Constitution nationale, en fait et en droit, n'est plus la norme suprême.

Le Conseil d'Etat, à travers l'arrêt *Nicolo* du 20 octobre 1989 et l'arrêt *Boisdet* du 24 septembre 1990 reconnaît la supériorité du droit communautaire originaire et du droit communautaire dérivé - les règlements en l'espèce - sur les normes issues du droit national. Le juge administratif se déclare compétent pour contrôler la conformité d'une loi nationale au regard d'un règlement communautaire, ou des décisions communautaires (CE, arrêt *Rothmans*, 28 février 1992) ce qui bouleverse considérablement la hiérarchie des normes et place l'Etat dans une position de dépendance juridique posant clairement la question de la souveraineté de ses décisions et, au-delà, de son indépendance juridique et politique.

L'Etat s'est enchaîné depuis 1945 à un faisceau de normes dont il dépend désormais, une sorte de toile juridique qui vampirise l'expression

¹² CJCE aujourd'hui Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE)

de sa volonté politique. L'Etat a notamment, depuis le *Traité de Rome*, littéralement externalisé sa volonté, pourtant cœur mythique de l'expression démocratique selon les Lumières. L'Etat des Lumières, livré à lui-même dans ce processus juridique, a fini par se transformer en un bureau d'enregistrement sans Volonté.

Or, comment cette transformation fut-elle possible ? Hans Kelsen dans *Théorie pure du droit* en 1934 en a ouvert la possibilité théorique : « Dès que le droit international se constitue, ou plus exactement dès qu'il est tenu pour un ordre juridique supérieur aux divers ordres juridiques nationaux, l'Etat, qui est la personnification d'un ordre juridique national, ne peut plus être qualifié de souverain ; sa supériorité n'est plus que relative, car il est subordonné au droit international et en dépend ». Kelsen poursuit dans une formule sans ambiguïté : « La définition de l'Etat doit donc commencer par la relation qui l'unit au droit international »¹³.

L'Union européenne est, on le voit aujourd'hui, dans une phase, d'émancipation par rapport aux Etats. Certains signaux montrent même qu'elle est prête de manière autonome à s'arroger les prérogatives traditionnelles de l'Etat-nation. Ses personnalités éminentes, Ursula von der Leyen, Présidente de la Commission européenne, et Josep Borrell, Haut-représentant européen pour les Affaires étrangères, n'ont pas hésité à s'engager activement en mai 2022 pour des livraisons d'armes à l'Ukraine et à prélever 1/10^{ème} du budget prévu sur la « Facilité européenne pour la paix » destiné à la sécurité et la stabilité internationales. Ce volontarisme débridé et, géopolitiquement inconséquent, montre l'amorce d'une captation du droit de guerre ou de paix, prérogative théoriquement assurée par les Etats. En outre, en juin 2022, le Parlement européen et les Etats membres de l'UE se sont accordés pour prolonger d'une année le certificat Covid numérique jusqu'en juin 2023. Le communiqué du Parlement européen est à contre-temps de tous les exécutifs européens qui malgré leur zèle désastreux sur le *pass*, ont dû se rendre à l'évidence de son inutilité et de sa nocivité désormais notoire : « Les législateurs européens veulent garantir que les citoyens européens

¹³ Hans KELSEN, *Théorie pure du droit*, Éd. De La Baconnière, Paris, 1953, p. 171.

puissent circuler librement au cas où émerge un nouveau variant préoccupant »¹⁴ affirmait Josep Borrell. Les institutions européennes ont maintenu l'instrument juridique permettant d'activer nationalement des lois sur l'Etat d'urgence sanitaire au mépris de toute rationalité scientifique, de toute préoccupation de cohésion sociale et de l'indépendance attendue des Etats en terme de santé publique. Ces deux exemples illustrent l'immixtion ascendante de l'Union européenne dans les politiques publiques internes. Mais, il convient surtout de voir en l'Union européenne un courroie de transmission entre les Etats et la Caste mondialisée dont elle relaie l'idéologie jusqu'à la caricature. Appliquant avec un empressement peu commun le consensus de Washington, l'Union européenne s'est employée, depuis le *Traité de Maastricht*, à pousser les Etats dans la voie d'une « libre circulation des hommes, des biens et des capitaux », fragilisant la position politique des Etats et jouant contre l'Europe. Espace utopique et uchronique, représentant une fiction politique et un espace incertain, elle se nourrit de l'affaiblissement des Etats, en abolit l'histoire, l'identité sociale et juridique. Klaus Schwab estime naturellement que l'Union européenne est l'échelon politique pertinent dans le cas où un gouvernement mondial viendrait à échouer : « Le résultat le plus probable de ce continuum « mondialisation – absence de mondialisation » réside dans une solution intermédiaire : la « régionalisation ». Le succès de l'Union européenne en tant que zone de libre-échange ou le nouveau partenariat régional global en Asie (un projet d'accord de libre-échange entre les dix pays qui composent l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est) sont les exemples éloquentes de la façon dont la régionalisation pourrait bien devenir une version édulcorée de la mondialisation.»¹⁵ La perspective d'une régionalisation est une manière d'acter l'obsolescence tendancielle des Etats qui trouve ses origines dans une désanctuarisation progressive.

Le partenariat public-privé ou la désanctuarisation de l'État

La Grande réinitialisation se nourrit de cette faiblesse consubstantielle de l'État postmoderne. Elle en est même la friande spectatrice puisqu'elle propose un « nouveau contrat social » fondé sur un pacte non plus entre le souverain et son peuple mais entre le secteur

¹⁴ *La Croix*, « Covid-19 : prolongé dans l'UE, le pass sanitaire européen n'est plus exigé dans la plupart des pays », 14 juin 2022.

¹⁵ Klaus SCHWAB, *op.cit.*, p.123

dit privé et le secteur dit public, les deux uniques co-contractants de ce que Klaus Schwab nomme « le capitalisme des parties prenantes ». Ce pacte de remplacement proposé par le président du Forum économique mondial de Davos n'est pas né *ex nihilo* mais a trouvé, au mitan des années 2000, des traductions juridiques et institutionnelles dans la plupart des pays occidentaux. C'est même dès 1992 que le Royaume-Uni a lancé l'idée d'un « Project Finance Initiative » fondé sur la complémentarité entre le financement public et le financement privé. En France, sur fond de crise d'endettement de l'État, les pouvoirs publics ont décidé de créer des « marchés de partenariat »¹⁶ permettant de confier à un opérateur économique le financement partiel d'une construction, transformation ou rénovation d'ouvrages, d'équipements nécessaires à une mission de service public ou tout au moins à l'exercice d'une mission d'intérêt général : construction de l'Hexagone-Balard (2015), de la ligne TGV Bretagne-Pays-de-la-Loire (2017), le Palais de Justice de Paris (2018).

Pour Klaus Schwab, « les gouvernements encourageront fortement les partenariats publics-privés afin que les entreprises privées s'impliquent davantage dans l'atténuation des risques mondiaux »¹⁷ Dans un retournement rhétorique dont Davos a décidément le secret, il ajoute même que le « rôle de l'État va s'accroître » et que les dirigeants d'entreprise devront s'adapter à une plus grande intervention du gouvernement. Ainsi, faut-il déplorer la disparition de l'État alors que le Forum Économique Mondial lui prête à l'avenir un rôle stratégique central ? L'erreur serait de juger ces mots à l'aune d'une idéologie qui a structuré la pensée politique durant tout le XXème siècle : le face à face entre l'État et les entreprises privées, entre le service public et les intérêts particuliers, la redistribution par l'impôt et l'enrichissement par le profit. Klaus Schwab considère que le « capitalisme des parties prenantes » est d'abord le floutage de cette ligne de partage.

L'abolition des frontières entre État et entreprises ?

Si l'État adopte, dans sa gestion rationalisée, les méthodes de l'entreprise – son idéologie même comme le dit Pierre Musso dans *Le temps de l'État-entreprise* –, le rôle politique des entreprises s'est

¹⁶ Ordonnance du 17 juin 2004 instaurant les contrats de partenariat devenant les « marchés de partenariat » par ordonnance du 23 juin 2015.

¹⁷ Klaus SCHWAB et Thierry MALLERET, *op.cit.*, p. 105.

considérablement renforcé. Dans *Les entreprises hyperpuissantes*, François Lévêque évoque « le cercle vicieux des Médicis »¹⁸, la célèbre famille italienne qui a régné à la fois sur les affaires économiques et politiques de la cité-État pendant près de deux siècles : monopole sur le commerce, maîtrise des finances, mainmise sur les rouages politiques et administratifs. La porosité qui caractérisait, sous les Médicis, le rapport entre économie et politique se pose en des termes différents aujourd'hui. Ni Jeff Bezos, ni Mark Zuckerberg, comme le souligne l'auteur précité ne sont présidents des États-Unis mais le lien organique entre pouvoir financier et pouvoir politique n'en demeure pas moins serré. La coopération entre le secteur public et le secteur privé ne pose pas en son principe un problème majeur mais force est de constater que cela affecte profondément le fonctionnement institutionnel, la capacité des États à prendre des décisions en toute indépendance. Ainsi, sous l'effet de l'influence exercée par les codes de l'entreprise, l'art de gouverner devient une « gouvernance », c'est-à-dire une *tekhnè* managériale dépouillée de toute finalité proprement politique : l'exercice de la prudence au service du bien commun. À l'inverse, les Géants et les Titans, une fois parvenus à la taille critique, cherchent à se doter de certaines des prérogatives traditionnelles des États-nations : battre monnaie, faire les lois, rendre la justice, décider de la paix et de la guerre. François Lévêque pose la question : « Des entreprises aussi puissantes que des États ? » en évoquant la conférence organisée en 2018 par le Forum Économique Mondial de Davos sur la « politique étrangère des grandes compagnies » dont le titre est sans ambiguïté : « Your company needs a foreign policy ». En effet, la mondialisation des échanges et la libre circulation des capitaux conduisent les Géants à investir sur leur image internationale et, surtout, à sortir d'une position de neutralité vis-à-vis des conflits régionaux ou nationaux. Ainsi, Microsoft consacre plus de mille salariés au suivi des affaires internationales soit « l'effectif du ministère des Affaires étrangères d'un pays de taille moyenne »¹⁹ ce qui montre le souci global par les firmes d'acquérir des compétences solides en matière d'affaires internationales afin de mieux cibler leur stratégie commerciale et d'adapter leur relation-client. Battre monnaie est une compétence proprement régaliennne. Or, Mark Zuckerberg a présenté en juin 2019 la

¹⁸ François LEVÊQUE, *Les entreprises hyperpuissantes : Géants et Titans, la fin du modèle global ?* Odile Jacob, Paris, 2021, p.110.

¹⁹ François LEVÊQUE, *op. cit.*, p.121.

création d'une monnaie de Facebook, la libra, monnaie d'échange adossée à un panier de devises stables et donc convertible en dollars ou en euros. Face à l'inquiétude des États européens et des États-Unis qui ont vu en la libra une menace contre l'hégémonie du dollar, Mark Zuckerberg s'est engagé à régionaliser sa libra en l'adossant à une seule devise (libra-pound, libra-euro, libra-dollar) et à ne pas émettre de libra à la façon d'une banque. Le dirigeant de l'association Libra a rassuré tous les institutionnels en expliquant que cette monnaie avait vocation à demeurer un système de paiement en ligne et non un nouvel instrument de paiement.²⁰ Cet épisode est symptomatique d'une tendance lourde dans la postmodernité : la capacité ascendante des Géants et des Titans à s'accaparer les prérogatives d'États qui symétriquement perdent leur capacité à conserver leur souveraineté ou du moins leur assise démocratique.

Cette confusion entre le périmètre de l'État et le périmètre de l'entreprise a été illustré par le rôle que le cabinet de conseil Mc Kinsey a joué auprès de l'État français lors de la crise dite « sanitaire ». On a évoqué à tort une affaire Mc Kinsey alors que le problème est bien le *système* Mc Kinsey. Une commission d'enquête sénatoriale en mars 2022, présidée par le sénateur Arnaud Bazin, a mis en lumière des deux types d'interventions assurées par les cabinets de conseil auprès des États : des interventions de nature technique, apportant une expertise spécifique, notamment dans le domaine numérique qui vient compléter les compétences des agents de l'État et, plus préoccupant, des interventions de nature stratégique. Le rapporteur de cette Commission a notamment mis en évidence le fait que « des pans entiers de la gestion de crise ont été sous-traités à des cabinets de conseil ». Le terme de « conseil » est inapproprié en la matière puisque Mc Kinsey a pris en charge l'organisation logistique de la campagne vaccinale à travers notamment l'étude de scénarii pour la distribution des vaccins. De surcroît, Mc Kinsey a contribué au pilotage de la politique vaccinale en fournissant à l'État une batterie d'indicateurs de suivi sans compter les analyses sectorielles et la gestion de projet sur la *task force vaccins* ! Le système Mc Kinsey mis en place pour servir l'odieuse politique sanitaire n'est que la partie visible de l'iceberg. L'intervention des cabinets de conseil dans les affaires

²⁰ François LEVÊQUE, *op. cit.*, p.125-126.

publiques ne datent pas de 2020. Le Grand Emprunt de 2009 avait représenté une occasion pour les cabinets de conseil d'investir la sphère publique et de fournir des aides à la décision, de mettre les acteurs publics en « mode projet » selon la terminologie alors en vogue dans les ministères au mitan des années 2000. Mais, l'affaire Mc Kinsey montre l'immixtion des cabinets de conseils dans la conception même de la décision politique et pose de manière aiguë la question du pouvoir décisionnel dans les affaires publiques : qui le détient ? Qui en prend la responsabilité, politiquement et moralement ? Qu'est devenu le politique pour que les cabinets de conseil puissent ainsi se substituer au pouvoir décisionnel des États ?

La ligne de partage entre l'État et l'entreprise, le secteur public et privé, plus globalement entre le domaine public et le domaine privé est en train de disparaître sur fond de liquéfaction des États-nation.

S'il ne s'agissait que d'une porosité dans les frontières entre l'État et les entreprises, on pourrait très bien imaginer que l'émergence d'un chef d'État, libre de ces attaches ou doté d'une autorité charismatique, d'un sens aigu de l'État et de l'intérêt public, pourrait aisément répondre à ce problème. Or, le problème est plus profond. Nous assistons à une transformation du politique, à une sorte d'ébranlement aussi radical que celui des États.

Du politique au cybernétique

Dans *La Dépossession*, Renaud Camus établit un lien entre la décadence de l'Occident et l'instauration du monde cybernétique : « Est-ce une coïncidence si ce qui semble à bien des égards un début de zombification de l'espèce (en Europe occidentale le quotient intellectuel baisse à grande vitesse, les maladies mentales se multiplient et s'aggravent, la dépression et le désespoir touchent de plus en plus d'habitants...) a coïncidé avec l'instauration du monde cybernétique, comme s'il y avait eu délégation de l'intelligence, voire de la conscience ou de la joie de vivre aux machines ? »²¹ Nous connaissons le terme « cybernétique » sous son acception scientifique comme étant « l'étude des processus de contrôle et de communication chez l'être vivant et la machine » comme le définit Norbert Wiener²² en 1948. Renaud Camus déplore la raréfaction de son sens premier, la *kubernêtiké* qui désigne en grec l'art de gouverner d'après le verbe *kubernao*, piloter, diriger, gouverner. En effet, ce sens premier éclaire la nature du pouvoir politique dans la modernité fondée sur la séparation entre l'animalité de l'homme et sa rationalité. Si comme le dit Aristote, l'homme est un « animal rationnel », l'idée de dépouiller l'homme de son animalité pour en faire un être purement et froidement rationnel est devenu un horizon d'investigation pour la science et la philosophie rationaliste en particulier du XVII^e siècle au XIX^e siècle. L'imprévisibilité, l'aléatoire, la création même ont été considérées comme des éléments chaotiques venant perturber l'ordre du monde, un ordre mathésique comme Leibniz a pu le définir dans la monadologie. Stéphane Zagdanski²³ dans « La cybernétique à l'assaut de l'Homme » voit dans la cybernétique une double tendance.

²¹ Renaud CAMUS, *La Dépossession*, La Nouvelle Librairie, Paris, 2022, p. 614.

²² Norbert WIENER (1894-1964), chercheur en mathématiques appliqué, est considéré comme le fondateur de la cybernétique. A l'occasion des conférences interdisciplinaires de Macy auxquelles il participe à partir de 1946, il publie, en 1948, *Cybernetics, or control and communication in the animal and the Machine*.

²³ Stéphane ZADGANSKI, « La cybernétique à l'assaut de l'homme », texte tiré de la séance 33 du Séminaire La Gestion génocidaire du Globe, intitulée *Les animaux malades de la cybernétique*.

La cybernétique est tout d'abord un idéal d'autorégulation sur le modèle du régulateur à boules de James Watt en 1788 fondé sur le principe de rétroaction ainsi que du « moteur asservi » (le servomoteur) de Farcot en 1859 appliqué justement au gouvernail des bateaux. Alfred Wallace, qui a inspiré Charles Darwin, voit dans le « moteur asservi » un modèle qui « contrôle et corrige toute irrégularité avant qu'elle ne devienne perceptible ». Cette idée d'auto-régulation ouvre une ère de concurrence entre la Technique et le libre règne de la Nature où il s'agit de guérir l'« imperfection naturelle » avant qu'elle n'apparaisse sur le modèle de la pure régularité circulaire de la logique. La cybernétique étend son champ d'investigation à la biologie et aux organisations sociales et l'on voit très bien les implications politiques qui peuvent être faites à partir de ce concept d'auto-régulation.

La cybernétique est ensuite la réduction de la part d'imprévisibilité du monde, des organisations naturelles ou sociales. Les conférences de Macy, auxquelles Norbert Wiener a activement participé de 1946 à 1950, cherchent à édifier une « science générale du fonctionnement de l'esprit » mais au-delà un « auto-entrepreneuriat de l'homme par l'homme ». La 7^{ème} conférence de 1950 met en évidence l'immense perte d'information entre les organes des sens et notre *computer* mental, comme si le corps était une sorte d'entrave à l'intelligence du monde. L'émergence du concept de circulation informationnelle ouvre des champs d'exploration nouveaux notamment dans le domaine politique.

L'influence de la Cybernétique²⁴ est évidente dans la conception politique contemporaine. Alain Supiot n'évoque-t-il pas, en 2015, la « gouvernance par les nombres »²⁵ ? Ce que l'on appelle « réforme de l'État » consiste en effet en une « rationalisation administrative », une traduction chiffrée de l'action publique dans une perspective d'évaluation. C'est aux Etats-Unis que cette tendance est initiée dans les années 60 notamment pour l'évaluation de programmes sociaux comme *The Great Society* mais c'est en 1980 qu'est créée la Division de l'évaluation des programmes et de méthodologie réunissant de nombreux experts

²⁴ On consultera avec grand profit les remarquables articles d'Adrien PENERANDA en particulier : « Baptiste Rappin, Les origines cybernétiques du management contemporain », *Catholica*, n°155, été 2022.

²⁵ Alain SUPIOT, *La gouvernance par les nombres*, Fayard, Paris, 2015.

pour des opérations d'évaluation à la fois rétrospectives mais aussi prospectives. Si la démarche évaluative gagne de nombreux pays anglo-saxon ou scandinaves dans les années 80, la France entre plus difficilement dans ce processus eu égard à une sacralisation traditionnelle de l'État dont la pertinence des choix publics ne saurait être discutée. Mais, en janvier 1990, est mis en place un dispositif interministériel qui place la démarche évaluative au cœur du travail gouvernemental²⁶. C'est à l'occasion de la Loi Organique relative aux Lois de Finance (LOLF) du 1^{er} août 2001 que l'évaluation entre pleinement dans le fonctionnement institutionnel. L'article 24 de la Constitution de 1958, suite à la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008, fait de l'évaluation des politiques publiques un des premiers attributs du Parlement après le vote de la loi et le contrôle de l'action gouvernement, ce qui place l'évaluation au cœur même du dispositif démocratique. L'évaluation, fondée sur des indicateurs chiffrés établis dans les rapports annuels de performance (RAP), mesure l'efficacité de l'action de l'État, son efficience et plus globalement la « performance de l'action publique ». C'est ainsi que l'État s'est lancé dans une refonte de ses services pour rapprocher la structure administrative des missions contenues dans la LOLF et donner aux ministères des leviers d'action plus efficaces : la Révision Générale des Politiques Publiques de décembre 2007, la Modernisation de l'Action Publique en 2012 relèvent de cette culture de « l'amélioration continue » progressivement intégrée à la conduite de l'action publique. On pourrait même parler de politique « agile » issue tout droit d'un modèle de type entrepreneurial comme le souligne justement Jacques Chevallier²⁷. Le lien entre la « gouvernance » que cette méthode inaugure et la cybernétique est patent : la performance de l'action publique repose sur une autorégulation continue dont les « actions correctives » des RAP sont la plus éclatante manifestation. La réduction de la part d'imprévisibilité est du reste l'idéal technocratique qui recherche la mise en projet, l'exactitude du chiffrage prévisionnel, la mise en procédure de toutes les tâches, de l'administrateur à l'exécutant, l'administrateur n'étant lui-même plus un guide de l'action mais un super-exécutant, ce qui rabaisse toutes les missions d'un cran. Ce ne sont plus tant des politiques publiques qui sont conçues par les administrateurs que les procédures qui en tiennent lieu. La procéduralisation de l'action publique, d'essence technocratique,

²⁶ Jacques CHEVALLIER, *op. cit.*, p. 101.

²⁷ Jacques CHEVALLIER, *ibid.*, p. 103.

transforme l'État en machine, en servomoteur autonome dont les rouages ne peuvent fonctionner que dans le cadre d'une normativisation très serrée. La rationalisation excessive et l'exigence d'amélioration continue ont abouti à un étrange et paradoxal résultat : la complexité d'un fonctionnement obscur, l'excessive technicité de l'action publique. Jacques Chevallier résume excellemment ce paradoxe : « tout se passe comme si la complexité, la diversité, le désordre caractéristique de la postmodernité avaient gagné l'appareil d'État »²⁸ Lourd sans être stable, chiffré sans être rationnel dans ses actions, l'État cybernétique conduit l'utilisateur, l'agent, le contribuable et plus globalement le citoyen à une défiance accrue à l'égard de son caractère démocratique.

La gouvernance scientifique

La transformation du politique en cybernétique relève d'un rêve qui traverse les XIX^{ème} et XX^{ème} siècles et structure la vision du Great Reset : la gouvernance scientifique. La recherche d'une scientificité dans l'action publique s'exprime dès 1840 sous la plume de Jean-Joseph Proudhon qui évoque un « socialisme scientifique » expression qui sera reprise dès les débuts du communisme comme le rappelle Michel Heller dans *La Machine et les rouages*²⁹.

C'est sous l'influence de Saint-Simon (1760-1825) que prend corps l'idée d'une science positive du gouvernement. Pour Pierre Musso, Saint-Simon formule une vision industrialiste antipolitique et anti-État. En effet, Saint-Simon adopte une définition du politique qui va à contre-courant de la conception organique reposant sur les typologies de régimes ou l'organisation institutionnelle des pouvoirs publics. Le lieu traditionnellement dévolu au politique n'est pas la « scène politique », le lieu spectaculaire de l'exercice du pouvoir : « La vraie politique n'est pas là où elle se manifeste, dans la force apparente du système féodal et militaire, dans la domination des hommes par d'autres hommes, elle est dans la capacité invisible des industriels, dans la production et dans l'action des hommes sur la nature. »³⁰ Saint-Simon estime qu'il doit exister un effet de miroir entre l'organisation de l'usine et celle de la Nation, une sorte de « Nation-manufacture » qui préfigure la *Start-up*

²⁸ Jacques CHEVALLIER, *op. cit.*, p. 106.

²⁹ Michel HELLER, *La Machines et les rouages*, Gallimard, Paris, 1994.

³⁰ Pierre MUSSO, *Le temps de l'État-entreprise*, Fayard, Paris, 2019, p 248.

Nation évoquée par Emmanuel Macron lors de sa campagne présidentielle de 2017 : « La France est devenue une grande manufacture, et la Nation française un grand atelier » La force d'attraction de l'entreprise, en ces temps industriels, s'explique par le fait que Saint-Simon y voit une force d'organisation sociale alternative à l'État et à l'Église, la politique se ramenant à une « science de la production »³¹ au service de l'utilité. C'est donc l'utilité de l'action politique qui définit sa légitimité car à la différence de la notion de bien, la notion d'utilité que Saint-Simon emprunte à Jeremy Bentham³², a l'avantage de pouvoir être quantifiée et mesurée. Dans *L'Organisateur*, ouvrage co-dirigé avec son secrétaire Auguste Comte, Saint-Simon imagine la disparition des 3000 « premiers savants, artistes et artisans de France » et en conclut que la « Nation deviendrait un corps sans âme ». Dans une telle éventualité, le cœur de la société industrielle que Saint-Simon appelle de ses vœux serait amputé et la politique serait vidée de sa substance, de ses forces vives. La confusion entre société politique et société civile élitaine conduit Saint-Simon à ramener le pouvoir d'État à une simple administration des choses et en particulier du budget. Originellement hybride, mi-gouvernement, mi-administration, l'État, qui impose ses citoyens, a le devoir de réaliser un bon budget et c'est ainsi la capacité administrative qui est frappé du sceau de l'utilité. C'est du reste le cœur de la science politique pour Saint-Simon. « Le pouvoir politique est ainsi renversé : sa force véritable est dans sa capacité gestionnaire ». Pierre Musso ajoute, établissant un lien évident entre saint-simonisme et cybernétique : « La désymbolisation du politique invite à sa neutralisation antipolitique et à la surrationalité techno-gestionnaire. Le gouvernement devient subalterne car l'autorégulation par la division du travail dans l'atelier s'impose comme une forme supérieure de régulation sociale. Gérer la Nation comme une Entreprise, voilà la clef pour entrer dans la « société industrielle. »³³ Si la figure de l'entrepreneur est fondamentale, la société industrielle ne pourrait exister sans celle de l'ingénieur car l'ingénierie établit le lien entre le savant, ordonné à la production intellectuelle et l'entrepreneur, qui convertit l'idée en chose. L'ingénieur est le maillon essentiel pour la création de valeur et réalise ce que l'on appelle aujourd'hui le transfert de

³¹ SAINT-SIMON, *L'Industrie*, in Œuvres, 1816 (cité par Pierre MUSSO)

³² Jeremy Bentham (1748-1832) est un philosophe et juriste britannique, connu pour être, avec John Stuart Mill, le père de l'utilitarisme, doctrine éthique consistant à agir de manière à maximiser le bien-être collectif.

³³ Pierre MUSSO, *op.cit.*, p. 258.

technologie. Il crée le lien entre deux lieux sacralisés dans le saint-simonisme : le laboratoire et la manufacture. Comme un alchimiste, il transforme l'idée en utilité, il est un créateur de « valeur » et donne un brevet d'applicabilité et d'utilité à la science, sans lequel elle n'est rien. Au-delà, c'est l'ingénieur qui va inscrire le caractère atemporel de la science spéculative dans l'ordre temporel et le Progrès. C'est dans cette chaîne de « valeurs » que réside la solidité de la société industrielle. Le rôle des « experts » est directement issu de cette figure dominante de l'ingénieur qui vient injecter de la crédibilité scientifique dans l'action publique, qui vient transposer la rationalité scientifique en geste politique.

Mais la société industrielle n'a pas vocation à se laisser enfermer dans le périmètre national. Michel Chevalier, disciple de Saint-Simon, estime que la société industrielle est transnationale et qu'elle participe d'une géopolitique de la paix universelle, dans la tradition du « doux commerce » de Montesquieu. Le « Système de la Méditerranée » est un programme industriel destiné à « assurer à jamais aux peuples un avenir pacifique de prospérité et de gloire ». Chaque grand port doit être un « lieu d'interconnexion de réseaux imbriqués articulant terre, mer et eaux intérieures »³⁴. Ces ports seront reliés par les chemins de fer afin de tisser une toile destinée à relier les hommes et à faire progresser l'idée d'une paix universelle sous l'égide de la science et du progrès. Difficile de ne pas reconnaître les hubs de la mondialisation que Michel Chevalier dès 1832 avait déjà imaginés comme mise en réseau de points stratégiques économiques et politiques. Pour ce disciple de Saint-Simon, il s'agit bien de faire œuvre politique et morale. En effet, construire des réseaux au moyen de la technique, comme le font les ingénieurs et les industriels, c'est avant tout « faire une révolution politique », mieux, c'est accomplir une conversion spirituelle à la religion positive qui est en train de se préparer chez Auguste Comte. C'est surtout réaliser l'unité de l'Humanité sous l'égide de la Raison, idéal révolutionnaire s'il en est. C'est bien l'émergence d'une religion industrielle qui transfère la sacralité sur la science appliquée à la production et qui fait de la Providence une force immanente, que l'on appellera très vite « Progrès » : « L'Âge d'or du genre humain n'est point derrière nous. Il est au-devant, il est dans la perfection de l'ordre social. Nos pères ne l'ont point vu, nos enfants y

³⁴ Pierre MUSSO, *ibid.*, p. 264.

arriveront un jour ». De ce point de vue, industrialiser, c'est incarner le Progrès dans l'histoire, l'industrie étant l'instrument, le *telos* de cette Parousie sécularisée. Les saint-simoniens s'inscrivent dans l'idée que l'industrie humaine « reproduit et prolonge l'activité divine de création » comme le disait Francis Bacon au XVII^{ème} siècle³⁵. Il y a dans la pratique du pouvoir des anciens Young Leaders du Forum Économique Mondial de Davos comme Macron, Trudeau ou Ardern en Nouvelle-Zélande une porosité forte avec ce saint-simonisme et cette religion industrielle transposée dans l'économie tertiaire et quaternaire, cette fusion entre les services et le numérique. Si l'objet de la dévotion a changé, le ressort est toujours le même. Un culte voué au Progrès à travers la tertiarisation intégrale de l'économie et la numérisation fortement encouragée par le bréviaire de tous les dirigeants qui se respectent aujourd'hui : la 4^{ème} Révolution industrielle de Klaus Schwab qui relève d'un saint-simonisme transposé à la postmodernité. Ce rôle central conféré au numérique et aux technologies de l'information s'inscrivent parfaitement dans la cybernétique et consacrent l'informaticien comme le nouvel ingénieur du rêve saint-simonien. La mise en réseau, rêve politique de Michel Chevalier, est facilitée par la transformation des réalités physiques en données numériques, et permettent une interconnexion qui conduisent à l'avènement d'une société numérique, la transposition postmoderne de la « société industrielle » de nos vieux saint-simoniens.

La gouvernance managériale

Le saint-simonisme a posé, dès le début du XIX^{ème} siècle, la sacralisation du Progrès par l'avènement d'une société industrielle. Encore faut-il en organiser les articulations pour maintenir l'unité d'un monde qui se complexifie, se ramifie, dont l'unité n'est précisément plus assurée par les anciens murs porteurs - l'État, l'Église - attaqués de toute part. C'est en 1909, aux Etats-Unis, qu'Herrington Emerson dans *l'Engineering Magazine*, énonce que *l'efficiency* (efficacité) est soumise aux « grandes lois de l'Univers qui sont toujours et partout les mêmes ». ³⁶ Cette conception de l'efficacité n'est pas éloignée de la *Théodicée* de Leibniz où Dieu, dans le cadre d'une *mathesis* universelle, crée le monde

³⁵ Francis Bacon (1561-1626) est un philosophe, scientifique et homme d'État anglais qui développe notamment dans le *Novum Organum* une méthode d'investigation scientifique fondée sur un raisonnement inductif et l'observation des événements de la nature.

³⁶ Pierre MUSSO, *op. cit.*, p. 274.

le meilleur possible. Leibniz est le père métaphysique de l'« optimisation ». La Création est l'optimalité de tous les mondes possibles. Être efficace revient à se conformer à cette optimalité. Pour le « Grand Prêtre de l'*efficiency* » l'efficacité est une loi universelle qu'il s'agit de transposer dans l'entreprise afin d'assurer une harmonie interne dans l'unité de production, la manufacture et au-delà dans la société elle-même. Il convient d'unir les monades dans une harmonie universelle. Il s'agit ainsi de trouver un *process* pour réduire les points de conflictualité qui peuvent apparaître à tous ces échelons en faisant émerger une orthopraxie de la « coopération » : « Les 'ennemis' doivent devenir des 'amis' ». Il s'agit bien d'une révolution managériale.

Cette révolution managériale ouvre une ère nouvelle qui se caractérise par l'automatisation des méthodes de travail et des rapports sociaux eux-mêmes dans une transparence toute saint-simonienne entre la manufacture et la société. C'est avec le taylorisme et le fordisme que s'affirment ces tendances de division scientifique du travail. Pour Taylor, le travail doit être divisé selon deux axes paradigmatiques : une division verticale par une distinction nette entre les tâches de conception (l'ingénieur) et celles d'exécution (l'ouvrier). Mais le taylorisme se caractérise surtout par la division horizontale qui décompose le processus de production en une succession de tâches simples, scientifiquement ordonnées et séquencées. Par un réglage de plus en plus fin effectué par l'ingénieur, il s'agit de trouver la durée optimale de chaque séquence. Ainsi, au-delà d'une réorganisation du travail qui ne toucherait que le domaine restreint de la manufacture, s'opère une révolution du temps et de l'espace. Le temps devient *grammè* (ligne droite en grec) découpée en segments selon une *mathésis* qui s'inscrit dans la tradition du rationalisme de Descartes à Leibniz. Cette conception du temps ouvre l'ère du fractionnement des tâches mais surtout celle d'une maîtrise accrue de l'activité humaine. L'homme est inscrit dans une machine temporelle qui est le moteur premier de la machinerie industrielle comme le montre Les *Temps Modernes* de Charles Chaplin qu'analyse brillamment Renaud Camus dans *La Dépossession*. Cette nouvelle grammaire temporelle fait naître une nouvelle orthopraxie, presque une nouvelle morale autour de la notion du « respect » des délais, de la « tenue » de l'agenda, de la « gestion efficace » du temps. Dans *Principles of scientific management*, en 1911, Frederick Winslow Taylor entérine une alliance promise à un beau succès entre scientificité et conduite des hommes dont le « management » est le produit synthétique.

C'est Henri Fayol qui dans *L'Administration industrielle et générale* (1916) ramène l'administration au rôle que lui avait donné Saint-Simon et considère que l'administration n'est pas simplement une pratique mais une science. Si Fayol souhaite faire émerger une science et une pédagogie de l'administration, c'est parce qu'il ne la cantonne pas à ce que l'on pourrait appeler aujourd'hui une fonction support. Pour Fayol, l'administration prévoit, organise, commande, coordonne et contrôle et, de ce point de vue, l'administration fayolienne se rapproche étrangement de ce qui est nommé aujourd'hui « gouvernance ». Le modèle de « gouvernance » est en effet le reflet direct de cette science administrative et l'articulation contemporaine entre le pouvoir exécutif et le pouvoir parlementaire en est fortement inspirée. Mais l'administration, selon Fayol, repose sur des principes intangibles : la division du travail et la spécialisation vont permettre une montée en compétence des agents par effet d'expérience accumulée sur un domaine identique. L'unité de commandement et l'unité de direction sont destinées à donner une ligne lisible dans le processus de décision et à dessiner une carte claire du processus de subordination afin d'éviter les effets d'injonction contradictoire. Henri Fayol estime qu'une chaîne hiérarchique est nécessaire mais qu'elle ne doit pas se composer de trop de niveaux ce qui va permettre en rétroaction une réalisation plus efficace et efficiente des tâches confiées aux subordonnés. Fayol se méfiait déjà manifestement de l'effet technocratique : l'« agilité » introduit l'illisibilité et défait la centralisation nécessaire du commandement mais la bureaucratie fractionne l'unité du commandement et affaiblit elle aussi l'énergie initiale de l'ordre donnée dans un effet similaire à l'entropie. Fayol exprime cette interdépendance entre industrie, gouvernance et administration : « Le service technique et le service commercial sont assez bien définis ; il n'en est pas de même du service administratif ; sa constitution et ses attributions ne sont pas bien connues ; ses opérations ne tombent pas sous le sens ; on ne le voit ni bâtir, ni forger, ni vendre, ni acheter... et cependant, chacun sait que s'il ne fonctionne pas bien, l'entreprise périlite. »³⁷

Le fordisme parachève la gouvernance managériale initiée par le taylorisme et le fayolisme. Henri Ford reprend la division du travail de

³⁷ Henri FAYOL, cité par Philippe ROUCHY, « Henri Fayol et l'incapacité industrielle de l'État », *Contrepoints*, 13 avril 2012.

Taylor qu'il applique à la conception de la Ford T en 1908, ce qui va engendrer une baisse spectaculaire des prix de production et le prix de vente (prix divisé par 2,5 de 1911 à 1927). Mais, là est son apport essentiel, il contribue à créer un véritable éco-système économique autour du dirigeant et de l'ouvrier. C'est ainsi qu'il convient d'interpréter le « One day five dollars » de 1914 qui permet de créer une boucle de rétroaction efficace entre la production de la Ford T et son achat, dans un mécanisme économique purement cybernétique. Mais la gouvernance managériale ne s'arrête pas là : Ford va s'employer à ouvrir une ère que l'on appellera capitalisme du « bien-être » et dont le Forum économique mondial de Davos est aujourd'hui la caisse de résonance. Évoquant dans le *Manifeste de Davos 2020*, l'« objectif universel de l'entreprise », Klaus Schwab déclare : « Elle s'attelle à toujours repousser les limites de la connaissance, de l'innovation et de la technologie pour améliorer le bien-être de chacun. » Henry Ford marque l'acte naissance de cette notion de « bien-être » - le *welfare capitalism* - en développant dans son entreprise un « département social » destiné à vérifier le bien-être de ses ouvriers, ce qui n'exclut pas le contrôle en détail de leur vie privée à l'usine mais aussi à la maison : cet extension du contrôle de la vie privée apparut avec la désincitation au tabac, à l'alcool, aux jeux d'argent ainsi que certains jeux comme le billard qui contribuaient à une démobilisation préjudiciable à la performance et à l'image de l'entreprise. Le Département social met en interdépendance la notion de bien-être et le contrôle serré de la vie personnelle (mode de consommation, utilisation des loisirs, vie sociale), ce qui n'est pas sans rappeler le management politique et industriel évoqué par Klaus Schwab qui réinterroge les modes de consommation des particuliers. Le paradoxe - qui n'est qu'apparent - de ces pratiques managériales est qu'elles conjuguent le désir capitaliste de performance économique et la normativisation de la vie privée.

L'idéologie de Davos s'inscrit pleinement dans cette éthique fordiste, plus largement managériale, et le Great Reset en est le plan postmoderne d'application. Dans *Covid-19, la Grande réinitialisation*, Klaus Schwab évoque deux points qui lient le politique et le management des hommes en utilisant indistinctement des concepts de philosophie politique et de science. Il évoque tout d'abord la nécessité d'un « nouveau contrat social » mettant en exergue ainsi implicitement la crise du « contrat social » pensé par la philosophie contractualiste classique (Locke, Hobbes, Rousseau). Rappelons brièvement que le contrat social repose sur une associabilité naturelle de l'homme que l'état politique

vient réparer. Thomas Hobbes dans *Le Léviathan* au livre II, paragraphe 17 définit l'État comme une « multitude ainsi unie en une personne une ». Il ajoute : « Telle est la génération de ce grand Léviathan, ou plutôt pour parler avec plus de déférence, de ce dieu mortel, auquel nous devons, sous le dieu immortel, notre paix et notre défense ». Celui qui en est le dépositaire est « appelé SOUVERAIN ». Thomas Hobbes arrive à la notion de contrat en montrant qu'il existe deux moyens de parvenir à cette puissance souveraine : soit par la force naturelle que Hobbes qualifie d'État d'acquisition, soit par l'État politique, « lorsque les humains sont d'accord entre eux pour se soumettre à un homme quelconque, ou à une assemblée d'hommes, volontairement, lui faisant confiance pour qu'il les protège contre tous les autres ». Rousseau ajoute dans le *Contrat social* : « Le souverain, n'ayant d'autre force que la puissance législative, n'agit que par des lois ; et les lois n'étant que des actes authentiques de la volonté générale, le souverain ne saurait agir que quand le peuple est assemblé. Le peuple assemblé, dira-t-on, quelle chimère ! C'est une chimère aujourd'hui ; mais ce n'en était pas une il y a deux mille ans. Les hommes ont-ils changé de nature ? »³⁸ Le modèle politique idéal de Rousseau dans le prolongement du contrat social est le forum de la cité, qui permet de réunir l'ensemble des citoyens bénéficiant du droit de cité et d'exprimer la volonté générale. Or, comment assembler un peuple physiquement inassemblable³⁹ : la démocratie représentative naît de cette question et pose le contrat politique qui fonde les démocraties modernes.

Or, Klaus Schwab et l'ensemble des élites mondialisées estiment que le « Forum » demeure l'espace pertinent de l'expression politique mais que la taille critique a changé. Le « nationalisme toxique » a distendu les liens entre les hommes et, selon les mondialistes, la politique interétatique est une sorte d'état de nature, de violence perpétuelle de tous contre tous où s'expriment « fermeture cognitive », passion de l'exclusion, égoïsme patriotique. Klaus Schwab estime que l'humanité est sur le point de passer à un état anté-contractuel d'où la mention d'un « nouveau contrat social » destiné à « coller » (c'est son expression)⁴⁰ les

³⁸ ROUSSEAU, *Le Contrat social*.

³⁹ La conception de l'« État représentatif », associée au modèle britannique, défendue par l'Abbé Sieyès s'oppose à la conception de Rousseau qui optait pour la démocratie directe. ON consultera avec profit sur cette question de la représentativité l'article d'Olivier MAULIN, « Carré de Malberg et le droit constitutionnel de la Révolution française », *Annales historiques de la Révolution française*, avril-juin 2002.

⁴⁰ Klaus SCHWAB, *op. cit.*, p107.

monades humaines autour d'un pacte universel, qui dépasse largement le périmètre obsolète, selon lui, des Nations. Si le terme « Contrat social » est un marqueur attractif et pour tout dire un outil marketing destiné à attirer le chaland, force est de constater que Klaus Schwab établit un lien moins innocent qu'il n'y paraît entre le contrat social politique de Rousseau et le scientisme positiviste saint-simonien.

Tout d'abord, le contrat social de Rousseau est dans une phase critique selon les mondialistes. En effet, le développement technologique, la technicisation progressive et volontaire de la décision politique rend la démocratie de plus en plus aléatoire voire dangereuse. La démocratie est en effet, selon les mondialistes, un perturbateur de rationalité. Le forum démocratique orchestre la concurrence de deux types de paroles : celle des peuples et celle de ceux qui savent. Or, l'arithmétique démocratique sur laquelle est fondée la démocratie représentative donne une majorité permanente au peuple par définition non éclairé. Il convient donc de créer, dès le niveau étatique, des leviers permettant à cette majorité de rester ou de devenir silencieuse. Le caractère représentatif de la démocratie en est un premier ou plus exactement son miroir inversé : la notabilisation progressive du personnel politique a contribué à les faire passer dans le camp des « sachants » ouvrant une ère de fracture observable entre les électeurs et les prétendants à l'onction électorale. La représentation politique devient dès lors la manifestation d'un phénomène de diffraction : l'expression de l'électorat passe par un prisme idéologique qui va profondément transformer le point de rencontre entre l'homme élu et le peuple. Alors que dans la tradition politique, le représentant est censé être issu de la volonté exprimée du corps électoral, la nouvelle démocratie représentative est fondée sur une représentation de l'élite mondialisée par le personnel politique⁴¹. La multiplication récente de dirigeants jeunes (Macron, Trudeau, Arden) ou tenus par l'oligarchie (Biden), tous acquis à l'idéologie mondialiste, montre que les dirigeants politiques occidentaux en particulier re-présentent la Caste mondialisée. Là réside la nouvelle démocratie représentative, une démocratie sans aléatoire électorale, sans volonté imparfaite, une démocratie sans *Démos* et dont le *Kratos* est déjà institué. Le contrat social et la démocratie représentative qui en émanent orchestrent un

⁴¹ Il y a néanmoins un mythe de la représentativité. La démocratie représentative n'a-t-elle pas dans ses gènes cette confiscation du pouvoir par des élites marquées par l'idéologie bourgeoise, universaliste et cosmopolite ?

remplacement salutaire du Démos par une oligarchie qui sait et qui occulte le peuple ignorant⁴².

Ensuite, à y regarder de près, Klaus Schwab définit son nouveau contrat social en évoquant l'interaction des nations. Pour le Président du Forum Économique Mondial, les Nations et l'ordre westphalien est un état de nature qui s'ignore et qui instaure un règne « toxique » du rejet et de la « haine ». Il faut unir ces monades étatiques autour d'un nouveau contrat qui unisse les peuples dans le cadre nouveau. Le « nouveau contrat social » de Schwab – et en cela il s'éloigne totalement de la perspective de Rousseau – est fondamentalement un contrat géopolitique qui introduit un véritable management des nations. Il faut les conduire à s'abolir pour susciter un contrat nouveau qui n'est autre que le Nouvel Ordre Mondial.

⁴² Nous reviendrons sur ce point essentiel qui apparente l'oligarchie mondialiste à des initiés gnostiques.

Le 7 août 2021, lors d'une manifestation contre le *pass* sanitaire, Cassandra Fristot avait arboré une pancarte où figuraient des noms de ministres ou des membres de la Caste mondialisée responsables de l'odieuse politique sanitaire à l'échelle mondiale : autour de ces noms, la question fondamentale était : « Mais qui ? », écrit en rouge, la lettre « q » étant surmontée de deux cornes diaboliques de couleur noire. Naturellement, sa condamnation en octobre 2021 était fondée sur la qualification de pancarte antisémite sur laquelle les médias complices se sont déchaînés à qui mieux mieux. Cette qualification a permis deux choses : ostraciser une personne qui cherche à dépasser le narratif qui était imposé à cette sinistre époque et surtout occulter le questionnement sur l'origine de la décision et de l'action politique, sans lequel il n'y a pas de compréhension qui tienne et de « démocratie » qui vaille. Or, si l'on veut comprendre les logiques politiques qui sont à l'œuvre aujourd'hui, si l'on veut savoir qui conçoit l'agenda réellement structurant pour les vies de tous les citoyens, si l'on entend traverser le théâtre d'ombres démocratique qui est servi par la Caste mondialisée, c'est bien cette question qu'il faut poser.

La concurrence des agendas

Dans une démocratie, l'agenda politique se confond théoriquement avec le rythme du calendrier électoral qui fait et défait les stratégies politiques en fonction de l'expression de la fameuse « volonté générale ». Or, force est de constater - et c'est patent depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron en France - que nous assistons à la concurrence des deux agendas : un agenda électoral, dont les rites sont assurés par les élections nationales et locales et un agenda à la fois technique, scientifique et sociétal qui capte le caractère décisionnel du « politique ».

L'Agenda 2030 est, de ce point de vue, une illustration de cet agenda indépendant des contingences électorales. L'Agenda 2030 a été initié en septembre 2015 dans le cadre de l'ONU par 193 États qui se sont engagés à poursuivre les objectifs de développement durables dans la continuité notamment du Sommet dit de la Terre à Rio du 3 au 14 juin 1992, et du Sommet du Millénaire de New York du 6 au 8 septembre 2000.

Cet agenda 2030 va même puiser ces racines dans le rapport Meadows⁴³ (Club de Rome) de 1972 et la Conférence des Nations Unies du 5 au 16 juin 1972 à Stockholm. Cet Agenda 2030 ⁴⁴ est énoncé comme « transversal » et fait de la question environnementale le cœur structurant de toutes les politiques publiques censées être menées par les pays signataires. Il est ensuite dit « universel » : tous les pays sont en « voie de développement durable » et chacun d'entre eux est engagé dans un parcours qui le conduit à respecter les dix-sept Objectifs de Développement Durable (ODD). Or, ces objectifs ne couvrent pas simplement les domaines concernés historiquement par le « développement durable »⁴⁵ mais relèvent d'un système qui déborde largement les thématiques écologiques et visent l'organisation des pouvoirs publics (ODD 16 « Paix justice et institutions efficaces »), l'articulation des pouvoirs publics à l'échelle nationale et mondiale (ODD 17), l'organisation économique (ODD 1, 8 et 9), la politique sociale (ODD 10 sur la lutte contre les inégalités), voire des mesures sociétales comme l'ODD 5 sur l'égalité entre les sexes. L'Agenda 2030 entre en résonance manifeste avec les thématiques de *Covid-19 : la Grande réinitialisation*. Il couvre la majorité des domaines de politiques publiques et trace une feuille de route sous forme de propositions dans le cadre de six enjeux majeurs. L'une d'entre elles est particulièrement significative du poids politique de cet Agenda 2030. Dans l'enjeu 6 ⁴⁶ (« Construire une transformation durable européenne et internationale »), on trouve la proposition suivante : « Faire des ODD le cadre structurant de la politique française de développement : La France entend inscrire sa politique de développement dans le cadre de l'Agenda 2030, en orientant ses actions et financements vers la réalisation des ODD ». Si l'Agenda 2030 ne fait pas l'objet d'une fixation conventionnelle ou contractuelle, il demeure un engagement international qui, sans être contraignant, engage la parole de la France. A ce titre, les grands axes politiques sont fixés, la lame de fond

⁴³ Donella et Denis MEADOWS, *Les limites à la croissance (dans un monde fini)*, rapport commandé par le Club de Rome, 1972.

⁴⁴ <https://www.agenda-2030.fr/agenda-2030/presentation/article/presentation-origines-et-principes>

⁴⁵ Par exemple l'ODD2 « Faim zéro », l'ODD3 « Bonne santé et bien-être, ODD6 « Eau propre et assainissement », ODD7 « Energie propre et d'un coût abordable », ODD de 11 à 15

⁴⁶ <https://www.agenda-2030.fr/feuille-de-route-de-la-france-pour-l-agenda-2030/>
Feuille de route de la France pour l'Agenda 2030 : agissons pour un monde plus durable et solidaire, septembre 2019.

est tracée et les élections ne semblent être que des contingences secondaires et passagères. Les peuples se retrouvent pris dans deux agendas concurrents : un agenda structurant qui couvre tous les champs de la politique davocratique (l'inclusion, le réaménagement « durable » de la consommation, des politiques concertées et mondialisées, une éducation au service de sa cause, un égalitarisme) et un agenda démocratique, peu structurant, s'inscrivant quoiqu'il arrive dans le cadre défini par des instances qui dépassent largement les prérogatives des États. Tout au plus, selon un schéma de subsidiarité mondialiste, les États organiseront-ils un calendrier spécifique d'actions destiné à mettre en œuvre, de manière adaptée, les mesures et les objectifs précités. La question posée par la coexistence de ces deux agendas est dès lors le lieu de la décision politique (où se prend-elle ?) et surtout : Qui élabore cet agenda politique ?

Le Forum Économique Mondial de Davos, plate-forme du mondialisme

Le Forum Économique Mondial de Davos est une fondation à but non lucratif, créée en 1971, par Klaus Schwab. Alors professeur d'économie à l'Université de Genève, Klaus Schwab invite, à Davos, 444 dirigeants d'entreprises d'Europe occidentale à participer au premier *European Management Symposium*. L'objectif initial est de familiariser les entreprises européennes aux pratiques managériales américaines pour les adapter à une globalisation ascendante. Avec la fin du système des taux de change fixe établis par les accords de Bretton Woods, la guerre israélo-arabe et la crise pétrolière de 1973, l'économie mondiale est profondément affectée et l'énergie devient un enjeu géopolitique majeur. Économie et politique entrent en interaction de plus en plus manifestement et dès 1974, l'*European Management Forum* finit par accueillir des industriels et des responsables politiques. En 1987, l'EMF devient le World Economic Forum (WEF ou FEM, Forum Économique Mondial) et élargit sa sphère d'influence et ses missions à la résolution de conflits internationaux, dépassant largement sa compétence initiale managériale et économique pour s'inscrire dans des démarches diplomatiques. C'est ainsi que le FEM a accueilli, en 1988, les dirigeants grecs et turcs pour résoudre des tensions diplomatiques graves, en 1992, le président Frederik de Klerk et Nelson Mandela, en 1994, le ministre des Affaires étrangères Shimon Peres et le leader de l'OLP, Yasser Arafat à propos de l'accord « Gaza Jéricho d'abord ». Cette intervention diplomatique dans les points de tension réoriente totalement l'objectif initial du Forum Économique Mondial. La

réflexion sur l'ordre politique mondial prend progressivement le pas sur des considérations managériales ou économiques. Cette ambition est affirmée dans la brochure institutionnelle : « World Economic Forum : committed to improving the state of the world. » Il ne s'agit plus d'échanges de bonnes pratiques, de simples activités de lobbying mais d'améliorer l'état du monde.

Pour ce faire, Klaus Schwab a adopté un principe qui a traversé les décennies et assuré au Forum Économique Mondial une empreinte idéologique flatteuse à la fois auprès des milieux économiques et politiques : la gestion des parties prenantes (*stakeholder management approach*). Il s'agit de former les dirigeants de manière à ce qu'ils prennent en considération les intérêts de tous ceux qui entrent dans l'écosystème autour de l'entreprise : les actionnaires, les clients, les employés, les communautés, les gouvernements. C'est ce que Klaus Schwab appelle dans *Covid-19 : la Grande réinitialisation*, le « capitalisme des parties prenantes ». La brochure institutionnelle définit le rôle du FEM de la manière suivante : la coopération entre le public et le privé⁴⁷, dans la mesure où « même les gouvernements, les entreprises et les organisations les plus innovants auront du mal à relever seuls les défis technologiques, environnementaux et sociaux du monde ». Le Forum Économique Mondial propose, par conséquent, « une plateforme de confiance permettant à toutes les parties prenantes de la société mondiale d'intégrer et de regrouper leurs efforts pour améliorer l'état du monde ». Le Forum Économique Mondial est explicite sur ce point : le politique n'a plus son lieu historiquement dédié : l'État. Le politique se situe dans une sorte d'interface entre plusieurs acteurs à la fois publics et privés et le Forum Économique Mondial se propose d'en être le point de rencontre et d'interaction. Il s'affirme donc comme LE lieu du politique et cette spatialisation du politique est une première révolution silencieuse : l'espace du politique n'est plus qu'une plateforme de coordination et toutes les institutions historiques du gouvernement (assemblées,

⁴⁷ *A Platform for Impact*, WEF, Cologny, Suisse. "Our role : The World Economic Forum is the International Organization for Public-Private Cooperation. Our purpose is to empower global leaders to shape the future for the better. With the pace of change accelerating, even the most innovative governments, businesses and organizations will struggle to meet the world's technological, environmental and social challenges on their own. We are a trusted platform for all stakeholders of global society to integrate and aggregate their efforts to improve the state of the world. Only through the power of collaboration can we successfully solve our shared global challenges."

ministères, administrations, comité) semblent être frappées d'impuissance naturelle, puisque ne tenant pas compte de la diversité des acteurs, voire d'obsolescence, puisque leur échelon est inadapté aux défis de caractère mondial.

Si le politique a changé d'espace, il a aussi changé d'acteurs. Dans la planche réservée aux parties prenantes (*Our communities*), le FEM présente un panel de 6 acteurs : les partenaires économiques (*Business*), les gouvernements et les organisations internationales, la Société civile (ONG, syndicats, monde de la culture...), les *Young Leaders*, le monde universitaire, les médias. Le système pyramidal et arborescent « gouvernement - cité » est désormais disqualifié au profit d'une gouvernance partagée, en « rhizome » comme le dit Jacques Chevalier citant Gilles Deleuze et Felix Guattari : plus de base, plus de tronc, de branches qui en dépendent. La gouvernance en rhizome, évolutive, polymorphe, n'a pas de centre et son évolution, imprévisible, est ordonnée au chaos. Les acteurs publics ne sont plus seuls décisionnaires dans ce système et relèvent d'un écosystème politique polymorphe où la décision est partagée, concertée. Le mythe du partage de la décision redéfinit le « démocratique ». C'est une démocratie sans *Démos*, le peuple, unifié par toute la tradition de la philosophie politique, étant diffracté entre les 6 acteurs. Le *Démos* n'est ni objet ni sujet de la politique. Il a disparu des écrans radars de la politique postmoderne. A sa place, des « parties prenantes », dans une apparente égalité, forment une co-décision politique dans une gouvernance par définition chaotique.

Lorsque nous adoptons une démarche critique à l'égard de ce système, nous sommes souvent encore prisonniers d'un schéma étatiste. Il y aurait un État institué qui, certes soumis à des influences de lobbies, de cercles de réflexion, de cabinets de conseil, de la haute administration, prendrait des décisions encore « souveraines ». Nous serions dans un espace politique à deux dimensions, un « État profond », nébuleuse invisible à l'œil nu qui exercerait un travail d'influence, et un État légitime qui prendrait, en dernière instance, les mesures législatives et exécutives. Il est à craindre que ce schéma ne soit déjà obsolète. L'État est devenu une fiction « démocratique », n'est que la courroie de transmission, la bouche d'un Système-monde qui en est le moteur ou le cerveau, ce qui explique du reste la relative homogénéité au niveau mondial des mesures prises durant la « psychopandémie » par exemple. Le Forum Économique de Davos est de ce point de vue le point nodal de ce Système-monde, l'atelier

de confection des politiques mondiales dont les États vont être les exécutants plus ou moins zélés. Pire, en mobilisant le monde académique et scientifique, les médias, et la société civile, le Forum Économique Mondial est le grand Architecte d'une idéologie mondialiste qui doit servir de cadre de référence, de Matrice, à toute décision politique.

Cette tendance n'a pas échappé au Président du Forum de Davos qui analyse les vertus politique de ce Système-monde. Klaus Schwab dans *Covid-19 : la Grande réinitialisation* rappelle le « trilemme de la mondialisation » de Dani Rodrick⁴⁸ : les trois notions de mondialisation économique, de démocratie politique et d'État-nation sont mutuellement inconciliables. En effet, « la démocratie et la souveraineté nationale ne sont compatibles que si la mondialisation est contenue. En revanche, si l'État-nation et la mondialisation prospèrent tous deux, la démocratie devient intenable. Enfin, si la démocratie et la mondialisation se développent toutes deux, il n'y a plus de place pour l'État-nation ». ⁴⁹ Le trilemme de la mondialisation est le cœur idéologique du Great Reset. En effet, le dépassement de l'État-nation est conçu comme une condition nécessaire à la sauvegarde de la démocratie et de la mondialisation. La liquéfaction des États-nation est donc une nécessité impérieuse et Klaus Schwab entérine idéologiquement l'irréversibilité d'un choix entre État-nation et démocratie, la mondialisation étant selon lui un état de fait inexorable.

Nous passons de l'ère de l'État souverain à l'ère de la Plate-forme, image fréquemment reprise par le FEM (« *How to engage : participation in collaborative Platforms* »). La plate-forme est un lieu surélevé et plan sur lequel on place, oriente, entrepose. Dans le langage industriel et managérial, il est devenu un point de convergence, un *hub*, à partir duquel on va orienter les choses, idées, capitaux qui vont structurer la vie collective. Le FEM insiste sur une coopération essentielle : « Notre rôle institutionnel en tant qu'organisation de coopération public-privé et notre accord cadre de partenariat stratégique avec les Nations Unies nous aident à rendre l'impact plus effectif. »⁵⁰ Le 13 juin 2019, le Secrétaire

⁴⁸ Dani RODRICK, *The globalization paradox : Democracy and the Future of the World Economy*, 2012.

⁴⁹ Klaus SCHWAB, *op. cit.*, p. 120.

⁵⁰ *A Platform for impact*, FEM, Cologny : The Forum offers Platforms to integrate and aggregate these efforts. Our institutional role as the International Organization for Public-

Général de l'ONU, Antonio Guterres et le Président du FEM, Klaus Schwab, ont signé un accord de partenariat pour accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au service du Développement durable. Mais l'accord va beaucoup plus loin en ouvrant des chantiers politiques sur les grands défis qui attendent l'humanité et qui recoupent très nettement les thèmes du Great Reset : financement de l'Agenda 2030 en des investissements public-privés tournées vers le développement durable (« *Sustainable Development Goals investments* »), le changement climatique, la santé, la coopération digitale, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, l'éducation et les compétences⁵¹.

L'ONU, un Parlement planétaire ?

Le FEM de Davos est, depuis cet accord, à la fois le think tank et l'exécutif de l'Organisation des Nations Unies qui constituent un Parlement planétaire dont les conditions d'émergence historique donnent un brevet de vertu démocratique et pacifique.⁵² Ce n'est pas un hasard si l'ONU trouve ses origines historiques dans des organisations internationales qui ont œuvré pour la paix dès la fin du XIX^{ème} siècle : l'Union interparlementaire créée le 30 juin 1889 et réunissant des parlementaires anglais, français, italiens, belges, espagnols, danois, américains et libériens. L'Union interparlementaire est la plus ancienne institution internationale à caractère intergouvernemental. Destinée à promouvoir la paix et le principe de l'arbitrage international, elle est à l'origine de la Cour permanente d'arbitrage (CPA) dont le siège est au Palais de la Paix à La Haye. La CPA finit, en 1907, lors de sa deuxième Conférence⁵³, par réunir 122 États ce qui renforce la légitimité de ce nouvel

Private Cooperation and our strategic partnership framework agreement with the United Nations helps us channel impact more effectively.

⁵¹ Voici ce que le partenariat ONU / FEM considère comme l'éducation : « Promouvoir les partenariats public-privé pour aborder la reconversion mondiale et l'apprentissage tout au long de la vie pour les futures exigences du travail, et donner aux jeunes des compétences pour la vie et un travail décent. »...

⁵² On constatera que l'ONU n'a pas fait grande publicité de cet accord. Au moment de la signature près de quatre cents ONG ont envoyé une missive à Antonio Guterres lui signifiant que cet accord dévoyait la Charte des Nations Unies.

⁵³ Les Conférences de La Haye ont eu un rôle décisif dans l'amorce d'un droit international. La première conférence est réunie en 1898 à l'initiative du Tsar Nicolas II qui adresse au Pape Léon XIII une lettre pour lui faire part d'un projet de conférence internationale destinée à « mettre un terme aux armements incessants et rechercher les moyens de prévenir des calamités qui menacent le monde entier »

acteur du droit international. L'Union interparlementaire et la CPA ouvrent une ère d'internationalisation du droit, l'échelon international étant conçu comme l'échelon pertinent pour promouvoir la paix, contribuer à la défense et à la promotion des droits de l'homme. Ce sont ces deux organisations qui soutiennent, après la Première Guerre Mondiale, la création de la Société des Nations et l'Organisation Internationale du Travail.

L'ONU s'inscrit dans le sillage idéologique de ce pacifisme marqué par un universalisme maçonnique et un idéalisme à la fois socialiste et saint-simonien en affirmant quatre objectifs : la paix, les relations amicales entre les nations, la coopération internationale sur tous les sujets engageant le respect des droits de l'homme, et l'harmonisation des nations dans ces objectifs communs. L'ONU est composée de 5 organes principaux (l'Assemblée générale, le Conseil de Sécurité, le Conseil économique et social, la Cour internationale de Justice et le Secrétariat) mais le plus intéressant réside dans les 15 agences spécialisées et les 5 organisations apparentées qui font des déclarations ou des propositions d'actions dans des thématiques précises. Citons parmi elles, la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Organisation internationale pour les migrations.

Ces agences onusiennes sont loin de n'être que des lobbies, des forces d'influences ou d'appoint. Elles interviennent activement dans les politiques publiques des États ou dans les actions interétatiques. Le FMI est très tôt intervenu dans les politiques monétaires et budgétaires des États pour défendre le système de Bretton-Woods mis en place en 1944. Mais c'est dans les années 80 que le FMI et la Banque Mondiale mettent en place les politiques d'ajustement structurels destinées à sortir les pays en voie de développement de leur crise économique et monétaire : il s'agit

de l'octroi de dettes encadré par des « conditionnalités » généralement intrusives dans le fonctionnement politique et économique du pays récipiendaire sous couvert de lutte contre la corruption. Au départ, il s'agissait de restructurer les économies des pays en crise pour les inscrire dans les *Reaganomics* ⁵⁴, en vue d'accentuer le mouvement de mondialisation libérale. Le FMI a été le pourvoyeur du *Consensus de Washington*, inspiré par l'économiste John Williamson en 1989, qui consiste en un paquet de réformes à imposer aux États par le truchement de la Banque Mondiale : discipline fiscale, réorientation des dépenses publiques, réformes fiscales, libéralisation des taux d'intérêts, compétitivité du taux de change, libéralisation du commerce extérieur, élimination des barrières aux investissements directs à l'étranger (IDE), privatisation et déréglementation des marchés, protection de la propriété intellectuelle⁵⁵. De telles mesures, proposées, imposées, surveillées et évaluées par ces deux instances onusiennes s'inscrivent dans une captation de la souveraineté étatique en termes de politique économique, monétaire mais aussi institutionnelle et sociale. Si des revirements idéologiques ont été opérés par ces instances, notamment concernant l'intervention des États dans les politiques économiques, les conditionnalités sus-évoquées ont toujours été des garantes de l'orthodoxie idéologique dominante : libéralisme à l'époque du Consensus de Washington et interventionnisme monétaire et *Helicopter Money* aujourd'hui. En tout état de cause, ces deux instances onusiennes montrent bien que le processus de mondialisation et de gouvernance mondiale est initié depuis bien longtemps et que les États demeurent pris dans une interconnexion inexorable au service d'une idéologie mondialiste. De là à parler d'une gouvernance mondiale, il n'y a vraiment qu'un pas.

La politique sanitaire de l'OMS lors de l'épidémie de Covid-19 n'a pas dérogé à cette règle. Elle a représenté le point d'orgue de cette soumission idéologique au mondialisme. Cette agence spécialisée des Nations Unies a notamment pour mission d'harmoniser, de définir des normes en matière de santé, de prendre des mesures pour arrêter une

⁵⁴ Les *Reaganomics* désignent le programme de réformes économiques instauré par le Président des Etats-Unis, Ronald Reagan (1980-1988) au début des années 80, fondé notamment sur la réduction brutale des dépenses publiques et une politique anti-inflationniste pour répondre à la stagnation économique des années 70.

⁵⁵ John WILLIAMSON, "What Washington means by Policy Reform", 1990.

pandémie en proposant aux États des plans d'action, ce qu'elle a fait lors de l'épidémie de Covid-19. Il revient à l'OMS de donner une définition harmonisée de ce qu'est une « pandémie » et de déclarer un État d'urgence sanitaire mondial qui permet aux États de justifier de mesures d'exception. Si la qualification de « pandémie » n'a été assumée par Tedros Adhanom Ghebreyesus que le 12 mars 2020, la déclaration de l'état d'urgence sanitaire mondial a ouvert la voie à une série de mesures politiques et juridiques dans de nombreux pays qui ont contribué à la réduction patente des libertés publiques. Après une stratégie de la peur savamment orchestrée par une collusion entre les pouvoirs publics nationaux, l'Union européenne et les industries pharmaceutiques sous l'égide de l'OMS, l'agence onusienne s'est réunie fin 2021, en session spéciale, pour poser les bases d'un Traité sur les pandémies. Ce Traité sur les pandémies en préparation, censé être finalisé et opérationnel pour 2024, ferait passer d'une ère de l'influence, de l'incitation forte, de la contrainte financière, à une ère conventionnelle, juridiquement contraignante pour les 194 États signataires. Une convention, un accord international vise à uniformiser les politiques publiques de chaque État signataire en matière de santé mais crée surtout un document juridiquement opposable et coercitif pour tous ceux qui souhaiteraient garder une once de souveraineté en matière de santé. La politique du « One health »⁵⁶, conception holistique de la gestion sanitaire, est aussi une harmonisation mondiale de la politique de santé. Par un Traité sur les pandémies, nous serions tenus par une sorte d'autocratie conventionnelle sans autocrate véritablement défini. En cela, la perspective du Traité sur les Pandémie est le signal faible - de plus en plus fort - de l'institutionnalisation conventionnelle d'une gouvernance mondiale. Un tel système crée un espace législateur, créateur et de droits et de devoirs - l'accord international, le traité mondial - occupé par l'OMS et un espace exécutif, les États. Cette perspective d'un Traité sur les Pandémies tend à transformer l'ONU et ses agences en Parlement mondial, législateur dans tous les domaines des politiques publiques, et les États en simple courroies de transmission, qui ne seraient même plus un exécutif indépendant mais une administration gestionnaire selon un mode projet. L'Organisation Internationale des Migrations, historiquement extérieure

⁵⁶ Le concept « One Health » repose sur un document du début des années 2000, repris lors de la gestion de l'épidémie de Covid-19 pour promouvoir une approche de la santé multisectorielle (homme, animal, végétal) et intégrée, « plus englobante et holistique » (*Contribution du Conseil scientifique COVID-19* du 8 février 2022).

à l'ONU mais intégrée depuis le 19 septembre 2016 a contribué à la rédaction du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières adopté le 19 décembre 2018. Ce Pacte est présenté par l'OIM comme « le premier négocié au niveau intergouvernemental, préparé sous les auspices des Nations Unies, qui couvre toutes les dimensions des migrations internationales de manière globale et exhaustives »⁵⁷. L'OIM s'empresse d'ajouter qu'« il s'agit d'un document non contraignant qui respecte la souveraineté des États ». Or, le Pacte de Marrakech introduit un « droit à la migration », concept juridique devenu opposable devant n'importe quelle cour, en première ou dernière instance et peut donc être intégré au corpus de droits fondamentaux par le Conseil d'État en France ou la Cour de Justice de l'Union Européenne. L'OIM note que ce document est une « occasion importante d'améliorer la gouvernance des migrations », une proposition qui indique à merveille le changement d'échelon imposé pour une politique publique pourtant décisive dans l'équilibre démographique, culturel, social de chaque État.

Ainsi, depuis quatre ans, s'affirme une tendance en germe depuis longtemps : la structuration nouvelle du pouvoir politique, une sorte de coup d'état contre les États, l'affirmation d'une République universelle ordonnée autour de trois pôles : le Forum Économique de Davos qui en est l'exécutif, l'ONU qui en est le Parlement et les États qui en sont les déclinaisons administratives, les services d'intendance. On comprend bien dès lors que les élections nationales représentent un rituel suranné qui ne manifeste un libre choix que sur les États dont les compétences sont liées. La démocratie est dès lors un théâtre, une impolitique dans la mesure où ne sont élus que les organes gestionnaires et non les institutions décisionnelles.

Les États gestionnaires

Dans cette nouvelle République universelle mondialisée adémocratique, encore faut-il que les États soient des relais efficaces des politiques conçues à l'échelon mondial. Le FEM considère comme « parties prenantes » un groupe dont nous n'avons pas encore parlé : les *Young Global Leaders* (Jeune Chefs mondiaux). Initiée par Klaus Schwab, lors du forum économique de 2004, il s'agit d'une organisation

⁵⁷ Site de OIM-ONU Migrations : <https://www.iom.int/fr/pacte-mondial-sur-les-migrations>

indépendante à but non lucratif. Sa mission est triple⁵⁸ et tient en trois mots-clés : connecter, transformer le monde, inspirer. Il s'agit tout d'abord pour le FEM de détecter les profils prometteurs qui constituent « la voix de l'avenir et les espoirs de la prochaine génération ». Les Young Global Leaders sont « Alumni » pendant un mandat de 6 ans après avoir été désignés par leur pairs de la promotion précédente. Ils ne doivent pas dépasser l'âge de 44 ans avant la fin de leur mandat. Le but du FEM est de mettre en réseau ces jeunes leaders pour constituer la *task force* de la gouvernance mondiale de demain. La finalité est de « transformer le monde » c'est-à-dire d'agir dans la perspective de la Grande réinitialisation de manière concertée. Parmi les Jeunes Chefs, on retrouve les personnalités publiques qui ont été particulièrement zélées dans l'exécution du traitement mondialisé de la pandémie de Covid : Jacinda Ardern (Premier ministre de Nouvelle-Zélande), Gabriel Attal (promotion 2020, Porte-parole du gouvernement Castex), Emmanuel Macron (promotion 2016, Président de la République), Sebastian Kurz (Chancelier d'Autriche en 2020 et 2021), Justin Trudeau (Premier ministre du Canada de 2015).

Le phénomène des Young Leaders ne naît pas à Davos mais prend ses origines dans les fondations privées qui cherchent entre renforcer la coopération entre deux pays et accroître leur influence dans le monde en détectant des « jeunes pousses » qui travailleront dans ce sens : la *French American Foundation* réalise ce travail de détection depuis 1981 et a admis comme Young Leaders français notamment Alain Juppé (1981), Alain Minc (1981), François Hollande (1996), Anne Lauvergeon (1996), Pierre Moscovici (1996), Valérie Pécresse (2002) Nathalie Kosciusko-Morizet (2005), Emmanuel Macron (2012) aux côtés de Young Leaders américains Hillary Clinton (1983), Bill Clinton (1984), Antony Blinken (1998).

La France-China Foundation est aussi dans cette démarche. Les Young Leaders ont fourni un bataillon important aux derniers gouvernements d'Emmanuel Macron ou aux personnalités proches de l'actuel Président de la République : Edouard Philippe (2013), Mathieu Gallet (2014), Franck Riester (2014), Coralie Dubost (2017), Agnès Pannier-

⁵⁸ Site The Forum of Young Global Leaders <https://www.younggloballeaders.org>

Runacher (2017), Brune Poirson (2017), Sibyle Veil (2018), Maël de Calan (2019), Olivier Véran (2019). Le Comité stratégique de la France China Foundation est composé de personnalités économiques ou politiques très influentes en France et dans le monde, notamment le PDG de L'Oréal, Jean-Paul Agon, le PDG d'AccordHotels, Sébastien Bazin, le Président du Conseil d'administration AXA, Denis Duverne, le Président du Conseil constitutionnel, Laurent Fabius, le président du Groupe Alibaba, Jack Ma, le PDG du Groupe Engie, Gérard Mestrallet, l'ancien Premier Ministre d'Emmanuel Macron, Edouard Philippe, l'ancien Premier ministre de Jacques Chirac, Jean-Pierre Raffarin.

Force est de constater que nous retrouvons dans ces personnalités détectées par le FEM ou les Fondations des promoteurs zélés de la mondialisation ou de la politique de Grande réinitialisation qui a pris son inspiration de la Chine notamment sur les dispositifs de tracing et de « zéro Covid » au plus fort de la crise sanitaire. Le rapport du Sénat du 3 juin 2021 recommandant la création d'un *Crisis Data Hub* notamment s'inspirait curieusement des méthodes chinoises dans l'appréhension de l'épidémie et la stratégie sanitaire.⁵⁹

Ce système des *Young Leaders* est un vivier mettant à disposition des personnes partageant le pacte implicite du cybercapitalisme mondialisé et convaincus de pouvoir y faire carrière. Le FEM et les Fondations jouent le rôle d'un centre de training et de coaching, de détection et de formation pour assurer le processus qualité des États gestionnaires. Que ce soit dans le domaine administratif, artistique ou culturel, économique ou sociétal, la Caste mondialisée a besoin de relais efficaces pour assurer un contrôle physique et mental sur la société. Il convient de fabriquer le consentement des masses par les décrets, les lois, les éthiques secrétées par *l'entertainment* du showbiz, par tout un dispositif puissant dont les Young Leaders sont les héritiers et les dépositaires.

Le capitalisme des parties prenantes : une prédation à l'échelle mondiale

Mais répondre à la question « qui ? » oblige à dépasser le strict champ politique qu'il soit national ou international pour comprendre « le capitalisme des parties prenantes » dont parle Klaus Schwab. Lorsqu'il

⁵⁹ <https://www.senat.fr/rap/r20-673/r20-673.html>

évoque les parties prenantes, le monde de l'entreprise est cité en première position sur le site de présentation du Forum de Davos. Et pour cause. L'écosystème entrepreneurial est devenu politiquement structurant et il convient de s'intéresser à son architecture.

Dans le monde idéalisé des modèles économiques qui ont servi de référence à l'Union européenne, l'objectif, pour un écosystème, est d'être régi par une concurrence pure et parfaite selon le modèle walrasien⁶⁰ : atomicité du marché, homogénéité des produits, absence de barrière juridiques ou réglementaires, transparence du marché et symétrie d'informations, mobilité intégrale des facteurs de production. Or, cet équilibre est imparfait voire inexistant dans tous les domaines précités ce qui donne au capitalisme contemporain le miroir inversé du capitalisme walrasien. Si l'on observe l'actionnariat des sociétés mondialisées cotées en bourse, on note la présence systématique de fonds de pension ou de fonds d'investissement dont quatre se détachent : The Vanguard Group, BlackRock Fund, State Street Global Advisors (SSgA) et dans une moindre mesure Capital Research & Management. Dirigé par Mortimer J Buckley, Vanguard est une société américaine de fonds d'investissements qui gère un portefeuille de 210 fonds d'investissement aux Etats-Unis et détient des participations dans 230 sociétés en dehors du territoire américain pour plus de 7 200 milliards de dollars et pour le compte de plus de 30 millions d'investisseurs. BlackRock, dirigé par Larry Finck depuis 1988, est le plus important gestionnaire d'actifs au monde avec 7 800 milliards de dollars. Parmi ses actionnaires ont figuré la famille Rothschild, Elisabeth II d'Angleterre, Al Gore, Maurice Strong, le mentor de Klaus Schwab, Warren Buffett, Georges Soros ainsi que parmi les groupes financiers notamment Vanguard (5,67%), Capital Research & Management (5,27%), State Street global Advisors (3,3%).

Vanguard, BlackRock et State Street global Advisors constituent le « Big Three »⁶¹ gérant plus de 15 000 milliards de dollars d'actifs soit 5 fois le PIB de la France. A la tête de l'actionnariat de 90% des entreprises qui composent l'indice Standard & Poor's 500 (S&P 500), ils contribuent à une

⁶⁰ Léon Walras (1834-1910) est un économiste français qui a théorisé la notion d'équilibre général et qui fonde l'économie sur le concept de la rareté à l'origine de la « valeur ».

⁶¹ Jan FICHTNER, Eelke HEEMSKERK, Javier GARCIA_BERNARDO, « Hidden power of the Big Three ? Passive index funds, reconcentration of corporate ownership, and new financial risk », Cambridge University Press, 2017.

concentration de l'actionnariat inédite depuis J.P. Morgan et John Rockefeller. A eux trois seuls, ils disposent plus de 25% du total des votes exprimés en assemblée générale des entreprises cotées au S&P 500, un chiffre qui pourrait atteindre 34% en 2030 et 41% en 2040 si la tendance est maintenue. Ainsi, leur influence sur la stratégie des groupes industriels est patente et uniformisatrice. Sans être majoritaires, les Big Three sont implantés dans tous les grands groupes industriels, dans des secteurs aujourd'hui hautement stratégiques comme les industries pharmaceutiques, l'informatique, les médias, l'agroalimentaire (Voir ANNEXE 1). Ils investissent dans toutes les sociétés, y compris les sociétés concurrentes, ce qui modifie totalement la philosophie libérale selon laquelle la concurrence des manufactures est aussi une concurrence des investisseurs. Avec une uniformité surprenante des investisseurs, la mondialisation est le théâtre d'une fausse concurrence et relève plutôt d'un savant partage des richesses et des influences, la différenciation permettant, pour les investisseurs, un jeu à somme nulle. Le débat sur le risque de « propriété commune » a été soulevé en 2014 à partir de l'exemple des compagnies aériennes. La participation des fonds de pension dans tous les grands groupes mondialisés fonctionne à la fois comme un investissement mais aussi comme une assurance permettant de limiter les pertes en cas d'avantage comparatif pris par l'un ou l'autre des concurrents. Nous assistons ainsi, même si les investisseurs s'en défendent, à une mise en commun des propriétés industrielles, qui est à la fois un capitalisme monopolistique et une forme de communisme financiarisé et ploutocratique, ce que Klaus Schwab appelle très improprement à bien y réfléchir un « capitalisme des parties prenantes ». Le positionnement actionnarial est en effet non seulement une position de domination économique mais aussi un pouvoir au sein des entreprises et sur le marché lui-même. Si les Big Three additionnent leur connaissance sur le marché, ils obtiennent une information relativement transparente sur les tendances du marché et eux-mêmes du reste « se présentent ironiquement comme ' la main invisible du marché ' »⁶² Le « marché », ce mythe libéral, fait de concurrence, d'allocation optimale des ressources, nourri par les asymétries d'information qui se corrigent naturellement, est sur son lit de mort. Avec l'empire financier des Vanguard, BlackRock, SSgA, nous entrons dans une ère post-marché qui fait entrer l'ensemble

⁶² Elsa Conesa, « Les trois fonds qui contrôlent 'corporate America' », *Les Échos*, 20, nov. 2017.

des acteurs dans une ère de planification en mode projet, tout à fait similaire à celle du communisme et de la cybernétique. Il est assez saisissant de retrouver dans les logos de Vanguard et de State Street, la représentation de navires qui font discrètement référence à la cybernétique et aux origines nautiques de cet art de gouverner (voir ANNEXE 2).

En position dominante, les Big Three sont désormais en capacité d'imposer leurs stratégies économiques mais aussi et surtout leur idéologie inhérente au système qui les nourrit : sans-frontiérisme, préférence pour l'immigration à bas coût, indifférence à la dette, individualisme. Michel Geoffroy, dans la *Super-classe mondiale contre les peuples*, analyse la pression idéologique exercée par la Caste mondialisée : « (...) à la différence de l'antique fonction de production, le nouveau pouvoir économique et financier ignore la tempérance ». ⁶³ La manifestation essentielle de cette idéologie mondialiste est l'*hybris*, la préférence du chaos démesuré à l'ordre prudentiel. La mise à mort de la tempérance, de la prudence, la *phronesis* chez les Grecs qui est une vertu cardinale, est essentielle pour créer l'habitus infantile, régressif, pulsionnel et addictif chez le consommateur. La démesure de ce capitalisme monopolistique (voir ANNEXE 3) se retrouve, comme en miroir, dans celle du consommateur dont l'endettement croissant des ménages est une des manifestations patentes. Or, la règle de la monnaie-dette qui est au cœur de l'économie spéculative de la Caste mondialisée n'est pas celle imposée aux ménages dont la démesure peut être immédiatement sanctionnée par les banques. Michel Geoffroy cite le film *Rolerball* sorti en 1975, qui évoque en 2018 une société sans États remplacés par des cartels économiques planétaires qui, après s'être livrés une guerre économique sans merci, se sont alliés pour imposer une domination mondiale. Ces super-corporations dirigent des équipes qui s'affrontent sur la piste de rollerball, le jeu, ultraviolent, étant le miroir d'une concurrence théâtrale et factice faite pour distraire le peuple de la domination qu'il subit. Cette transposition de *panem et circenses* dans la postmodernité résume parfaitement la position dominante des Big Three qui, telle une association de cartels, organisent une concurrence factice.

⁶³ Michel GEOFFROY, *La super-classe mondiale contre les peuples*, Via Romana, Paris, 2018, p.87.

Dans *La super-classe mondiale contre les peuples*, Michel Geoffroy met en évidence une « révolte des élites »⁶⁴ en reprenant une phrase de Christopher Lasch dans *La Révolte des Élités et la Trahison de la démocratie* : « Naguère, c'était la révolte des masses qui était considérée comme la menace contre l'ordre social et les traditions civilisatrices de la culture occidentale. De nos jours, cependant, la menace principale semble provenir de ceux qui sont au sommet de la hiérarchie et non pas des masses ».

Le bonnet rouge des élites : culture club et révolution descendante

Le renversement observé par Christopher Lasch est résumé avec netteté par Michel Geoffroy : « La super-classe mondiale incarne la révolution qui vient non plus du prolétariat – désormais marginalisé par l'immigration et déclinant du fait de la désindustrialisation – mais du haut de la société »⁶⁵. Il s'agit non seulement d'une mise en périphérie des peuples comme le dit justement Christophe Guilluy mais d'une véritable révolution contre les États et contre leurs peuples qui va permettre de faire émerger une entité politique nouvelle et un peuple nouveau. Il existe, du reste, un curieux effet de miroir entre les clubs de l'époque révolutionnaire, issus des clubs anglo-saxons et des sociétés de pensée généralement tenues par la franc-maçonnerie et les clubs contemporains⁶⁶. Qu'il s'agisse de la Table Tonde de lord Milner, de la Pilgrim's Society (1902) de Cecil Rhodes, le Rotary Club (1905), la Fondation Carnegie pour la paix internationale (1910), très influentes au début du XXème siècle pour diffuser l'influence anglo-saxonne, ou plus récemment en France du Siècle (1944), du Cercle Condorcet (1987), de l'Institut Montaigne (2000), de Terra Nova (2008), le Cercle du Quai (2019), les clubs servent de « lieux de rencontre, de transmetteurs et de

⁶⁴ Michel GEOFFROY, *op.cit.*, p. 83.

⁶⁵ Nous nous permettons de poser la question : une révolution est-elle déjà venue du prolétariat ?

⁶⁶ Il est difficile de ne pas penser à l'influence des sociétés de pensée du XVIIIème siècle décrites par Augustin Cochin dans la *Machine révolutionnaire. Œuvres*, Tallandier, 2018.

vivier » et cherchent à exercer une « influence par en haut »⁶⁷. Il existe une sorte *d'ethos* des clubs et une relative uniformité idéologique qui les place dans le sillage de l'internationalisme, du droit-de-l'hommeisme, de l'universalisme des « valeurs », d'un plus ou moins grand culte du secret et d'une conscience de classe élitaires. Ces clubs sont pour la plupart héritiers de l'idéologie des Lumières et sont imprégnés de manière plus ou moins assumée par la franc-maçonnerie et le saint-simonisme, ce qui en fait des vecteurs d'une idéologie progressiste considérant que le Progrès doit être conduit par une élite éclairée. Ainsi, se dessine une sociologie bicéphale : des élites, les « sachants », qui guident et le peuple, ignorant, qui suit. Selon Michel Geoffroy, à la Révolution partant de la base, qui imprègne l'imaginaire révolutionnaire depuis le XVIIIème siècle, se substitue une Révolution descendante (la Révolution « *top down* ») qui redistribue totalement les cartes politiques : quel est le rôle joué par le peuple dans la conduite des politiques de l'État ? Un régime démocratique est-il optimal ?

La démocratie, produit d'appel de la Caste mondialisée

Qu'appelle-t-on « démocratie » à Davos ? Historiquement, la démocratie est un régime politique où l'ensemble ou une partie des citoyens participe aux décisions publiques sous la forme d'un vote. Il s'agit d'un affrontement institutionnalisé et civilisé de plusieurs camps politiques opposés sur leur conception de la cité, du bien commun ou du destin collectif. La démocratie, directe, représentative ou par tirage au sort, s'exerce par le rituel du vote. Le Démos, pour Davos, n'est plus le « peuple » mais se compose des acteurs de la « société civile », les citoyens utiles qui se mettent par leur militantisme, leur statut soluble dans la postmodernité (minorités ethniques, LGBTQII+, militants écologistes, féministes) ou leur passivité face à ces idéologies délétères laissant les peuples historiques à la périphérie de cette nouvelle histoire mondialisée qui s'écrit sans eux. Il s'agit d'un nouveau peuple élu qui entre en interaction avec le monde économique, les universités formatées et les médias à la solde et vont dessiner les périmètres de la nouvelle idéologie mondialiste sous l'égide du Forum Économique Mondial. Ainsi, il ne s'agit plus d'une démocratie au sens historique du terme mais d'un peuple choisi perméable au consensus mondialiste et n'offrant pas de

⁶⁷ Michel GEOFFROY, *op.cit.*, p. 192.

résistance à la fabrique idéologique du consentement. Ce n'est plus un affrontement verbal, idéologique et civilisé mais un statut collectif. Ce n'est plus une parole mais un silence. Ce n'est plus un processus mais un état. Ce point est important car le terme « démocratie » joue pour le FEM comme un produit d'appel permettant de faire accepter le recul de l'État et du politique au profit d'une démocratie impolitique ne passant plus par le rite électoral. Aussi ne faut-il pas s'étonner de deux phénomènes très sensibles dans l'évolution du comportement électoral en Occident : d'une part, le taux d'abstention très élevé car l'agenda électoral perd progressivement de son prestige, ce qui est perceptible dans la fatigue électorale des sociétés démocratiques ; d'autre part, l'effet légitimité d'une élection se réduit d'années en années comme en témoigne le raccourcissement de l'« état de grâce » qui suit l'élection d'un nouveau chef d'État : le rituel démocratique et républicain n'a plus cette valeur d'onction sécularisée, comme l'a institué la Révolution française.

La bipartition du peuple

Christophe Guilluy évoque dans *No society*, une « nouvelle structuration sociale » qui découle directement de cette Révolution inversée. Le temps est à la sortie de la classe moyenne et du consensus social qui en résultait. La « citadellisation des territoires »⁶⁸ relève d'une bipartition économique, sociale et culturelle entre les métropoles, les *hubs* de la mondialisation et la « France périphérique » à l'écart de l'histoire ordonnée au Progrès. Christophe Guilluy observe : « Loin du mythe de la mobilité pour tous, on assiste au contraire à une sédentarisation contrainte qui accentue la baisse de la mobilité sociale ». ⁶⁹ Ce fractionnement entre la société de la mobilité (Caste mondialisée, migrations) et la société de la sédentarité (peuples périphériques) recrée l'architecture sociale des sociétés tribales où le nomade, généralement pasteur, était socialement supérieur au sédentaire, agriculteur. Comme le rappelle Christophe Guilluy dans *No society* (p. 19-20), c'est en septembre 2016 qu'Hillary Clinton qualifie l'électorat de Trump de « basket of deplorables » (panier de gens déplorables), « racistes, sexistes, homophobes, xénophobes, islamophobes ». Cette énumération disqualifiante montre en creux le peuple élu de la Caste mondialisée : les minorités ethniques, les migrants, les femmes, la communauté

⁶⁸ Christophe GUILLUY, *No society*, Flammarion, Paris, 2018, p.71

⁶⁹ Christophe GUILLUY, *No society*, Flammarion, Paris, 2018, p.72

homosexuelle, un peuple ordonné au mouvement du Progrès contre le peuple obsoléscent, pétrifié dans un passé insoluble dans le mouvement de la mondialisation. La Caste opère en effet une Révolution par une relégation lexicale dont les « sans-dents » de François Hollande, les « déplorables » d'Hillary Clinton, les « gaulois réfractaires » d'Emmanuel Macron ne sont que les manifestations sensibles. Au-delà, il existe une relégation culturelle par une politique d'aménagement du territoire spécifique : installation des minorités ethniques dans les nouvelles constructions immobilières, disparition des services publics dans les zones de la France périphérique, mépris moral du « beauf » par le cinéma et la dérision médiatique, invisibilisation contrainte à laquelle les Gilets Jaunes ont essayé de répondre, fin 2018, par un symbole de la visibilité. Christophe Guilluy ajoute en parlant des médias et notamment de Canal+ : « Cette chaîne travaillera activement à la relégation culturelle des classes populaires en les associant systématiquement à une forme de dégénérescence. »⁷⁰ Qui dit dégénérescence implique la nécessité d'une « régénérescence », un projet au cœur justement de l'idéologie révolutionnaire pour laquelle l'humanité devait se purifier de ses préjugés.

On assiste ainsi, comme le dit Christophe Guilluy, à un « front des bourgeoisies » de droite et de gauche dans des coalitions politiques implicites promouvant un extrémisme de l'extinction populaire, ce que nous pouvons nommer l'extrême-centre : Terra Nova fut, à partir de 2008 l'atelier idéologique destiné à donner une assise scientifique et sociologique à cette sinistre orchestration révolutionnaire : remplacement de la figure de l'ouvrier par l'« immigré », nouveau damné de la terre, valorisation d'une économie verte, artificielle et urbaine au dépens de l'économie naturelle des campagnes, promotion d'une « ouverture » d'inspiration multiculturaliste qui rappelle la lutte contre les « préjugés » de leurs ancêtres révolutionnaires. De ce point de vue, Terra Nova fut l'emblème de la politique chaotique dont Davos est l'initiateur. L'insécurité physique, l'insécurité culturelle, l'insécurité ethnique, mollement combattues par ce think tank voire franchement encouragées, relèvent d'une stratégie du chaos à laquelle Davos et la Caste mondialisée souscrivent intégralement. Les « citadelles-métropoles »⁷¹ ont leur

⁷⁰ Christophe GUILLUY, *op. cit.*, p. 87.

⁷¹ Christophe GUILLUY, *op. cit.*, p. 128

sociologie et leur géographie mises en scène par la novlangue mondialiste : espaces arborés, « quartiers populaires », ville inclusive, *smart cities*. On retrouve ainsi dans les *hubs* de la mondialisation une synthèse entre Cupertino⁷² et sa frénésie technologique, Las Vegas et son culte de l'artifice et New-York avec son *melting-pot* ethnique et culturel. De peuple et surtout de peuple indigène, il n'est plus question : il suffit d'observer la composition ethnique des métropoles comme Bruxelles, Londres, Birmingham, Paris, Francfort pour se rendre compte que le remplacement⁷³ des peuples en Occident est sans doute la marque la plus importante de cette Révolution par le haut. La « tiers-mondisation » des villes occidentales participe de cette sécession des élites qui crée deux espaces distincts : les espaces protégés des *cities* dont Londres, Singapour sont les modèles et la « cité », scandaleusement appelée « quartier populaire » qui n'est autre que le camp des populations immigrées y trouvant un espace colonisable, enrégimentable dans l'Islam notamment, par compensation sans doute à leur exploitation par la Caste mondialisée et la bourgeoisie qui la sert. Cette machinerie urbaine des « citadelles-monde » met le séparatisme et l'atomisation au cœur des politiques de la Caste mondialisée, ce que Christophe Guilluy appelle le « vivre-ensemble séparé »⁷⁴ . Nouveau Machiavel des temps postmodernes, la Caste mondialisée fait sienne la maxime attribuée à Philippe II de Macédoine, le père d'Alexandre le Grand : *divide et impera*. Diviser, atomiser, déraciner, créer un empire de l'impolitique et régner. Telle est la Révolution imposée par la Caste mondialisée dans l'ordre politique.

⁷² Cupertino, dans la Silicon Valley, le siège d'Apple, le temple de la postmodernité, le lieu de naissance du mythe de la start-up...

⁷³ Renaud CAMUS, *Le Grand Remplacement*, 2011.

⁷⁴ Christophe GUILLUY, *op. cit.*, p. 223.

PARTIE 2 UNE REVOLUTION DE L'HOMME

Le *Great Reset* se caractérise par un projet politique mais aussi et surtout par une ambition anthropologique. Ce point est nodal car c'est l'incursion dans l'humain qui donne à la Grande réinitialisation son efficacité. Plus qu'un projet technologique ou qu'une réorganisation en profondeur des forces sociales, il s'agit d'une véritable « régénérescence » de l'homme comme en ont connu tous les projets révolutionnaires⁷⁵. Le *Great Reset* s'inscrit en effet dans cette tradition de la *tabula rasa* et il convient d'analyser quelle sont les principales caractéristiques de cette réingénierie de l'homme.

⁷⁵ Philippe PICHOT-BRAVARD, *La Révolution française, Via Romana*, Versailles, 2015.

Le Great Reset s'inscrit avant tout dans une réingénierie de l'homme rendue possible par un processus de liquéfaction progressive dont la postmodernité est le point d'aboutissement.

Zygmunt Bauman dans la *Vie liquide* analyse cette progressive fluidification des rapports humains et de la vie humaine elle-même à laquelle participe la technologie et les évolutions dans l'environnement. La liquéfaction de l'homme est amorcée par la disparition progressive de son environnement marqué par la stabilité et la solidité.

La liquéfaction des pères

Dans *La Fin d'un monde*, Patrick Buisson ⁷⁶ donne une interprétation historique de cette liquéfaction notamment par la disparition de la société rurale et l'effacement du catholicisme comme élément structurant de la société. Patrick Buisson évoque un « ethnocide bienveillant » ⁷⁷ fondé sur l'ébranlement du système traditionnel essentiellement rural dans les années 50. Or, la publicité et la presse féminine vont conduire les femmes à céder à la tentation de la vie urbaine, ses promesses de bien-être, d'hygiène consécutives à l'installation de l'eau courante et de l'électricité à domicile, des fers à repasser à vapeur, des premières cuisinières et gazinières, l'arrivée des douches et des WC intérieurs. La modification de l'architecture domestique libère les femmes du « gynécée social » et met en concurrence, dans l'esprit de tous, le mode de vie rural et le mode de vie citadin désormais plus accessible. Le rêve d'urbanité se confond avec celui de la mobilité : l'apparition des engins motorisés permet d'appriivoiser l'espace de l'*homo viator* et offre une autre appréhension de l'espace-temps qui modifie les mœurs de la « jeunesse », devenant une catégorie sociologique à part-entière : évasion, autonomie, puissance, rêve d'ubiquité, lien tribal sont désormais le corpus de valeurs dans lesquelles la jeunesse trouve son identité. Ces valeurs vont de pair avec la disqualification du passé, sourde, inhibée au départ puis clairement exprimée à la fin des années 60. Patrick Buisson envisage le

⁷⁶ Patrick BUISSON, *La Fin d'un monde*, Albin Michel, Paris, 2021.

⁷⁷ Patrick BUISSON, *La Fin d'un monde*, Albin Michel, Paris, 2021, p.64

consumérisme naissant en France dans les années 50 et 60 comme une révolution de nature presque anthropologique puisque les objets nouveaux qui viennent envahir le quotidien des Français remodelent l'homme, sa perception de l'espace, du temps, sa place dans le monde et son interaction avec les autres. L'« anthropofracture moderniste » dont parle Patrick Buisson est peut-être avant tout une *anthropofacture*, un usinage de l'homme nouveau derrière l'usinage des mobylettes, scooters, automobiles, à commencer par le tracteur McCormick qui « tue dix faucheurs » et remodèle le mode de vie rural. Le séisme domestique et psychologique provient du passage d'un monde ancré à un monde liquide, individualiste, fondé sur la fertilité du chaos et du mouvement.

La Fin d'un monde est avant tout la fin du père et le basculement en conséquence « du vertical à l'horizontal, du transcendant à l'immanent, du sacré au social ».⁷⁸ Sous les coups de l'individualisme sociétal et philosophique, la famille n'est plus sacrée, centrée autour de la figure paternelle mais une « cellule » dont les membres sont dissociés. L'histoire moderne est une lente émancipation des fils de la tutelle paternelle, des Lumières à la Révolution de 1789, du régicide-parricide du 21 janvier 1793 au projet, symbolique, de « tuer le Vieux »⁷⁹ en 1968. Ainsi, la société française passe-t-elle de la paternité structurante au culte de la fraternité, d'une « société des pères à une société de pairs devant la loi, une société de frères liés par le serment du Jeu de Paume dans un même combat contre le paternalisme ». Il s'agit d'une fraternité ni biologique ni ontologique mais d'une fraternité de contrat régie non par la nature et la raison mais par l'évanescence des passions et des sentiments, part liquide de l'homme par excellence. Patrick Buisson ne manque pas de relever le paradoxe voire l'aporie de cette fraternité contractuelle et républicaine : « Comment peut-on, dès lors, envisager une fraternité, non seulement sans la paternité mais contre elle ?⁸⁰ »

La disqualification du père, voire sa criminalisation dans les mouvements féministes contemporains, conduisent à une mutation anthropologique essentielle : « l'autofondation du sujet »⁸¹, symbolisée par l'utilisation courante du prénom dans la vie sociale, par l'effacement

⁷⁸ Patrick BUISSON, *ibid.*, p. 329.

⁷⁹ Patrick BUISSON, *ibid.*, p. 332.

⁸⁰ Patrick BUISSON, *ibid.*

⁸¹ Patrick BUISSON, *ibid.*, p. 345.

progressif du patronyme, le nom du père et par le tutoiement, forme d'horizontalisation parricide des rapports sociaux. *L'homo novus* de 1968 est *causa sui* et sa volonté est marquée du sceau du destin inexorable hors de tout autre référent. « Je veux avorter » : le Verbe défait Chair. Rien ne le détermine. Ce logos est auto-déterminant. La Volonté est première. L'homme liquide est d'abord l'homme abandonné à la tyrannique liquidité de sa volonté, profondément chaotique, imprévisible, chancelante et pantelante. La part biologique de la parenté s'efface devant la parenté sociale ou, aujourd'hui, devant le « projet parental » qui relève de la méthode agile ou du mode projet, entrepreneurial, appliqué à la parentalité. La démocratie qui déserte l'espace public s'est déplacée dans la cellule familiale et y trouve son unique espace d'expression, actant le passage d'une « société de commandement à une société du consentement »⁸². La conséquence est la « fabrique de l'homme mou » orchestrée par toutes les institutions de la société progressiste, de la chanson masculine lacrymale au cinéma qui met en scène un homme qui pleure de joie parce qu'il se laisse envahir par le sentiment amoureux dans *Stances à Sophie*. Tout converge vers « l'homme mou, le soft male » et le « lovely man ».

Le bannissement du « -st »

Cette dévalorisation du père est le point d'origine d'une dévalorisation de tout ce qui relève du stable, du solide, de l'ancrage et qui manifeste le changement anthropologique majeur de la postmodernité. Dans *La Dépossession*, Renaud Camus fait d'une racine indo-européenne « -st » la cible de la machination élaborée par la Caste mondialisée. Or, la racine indo-européenne « -st » désigne l'être, le tenir-debout, la verticalité que l'on retrouve dans « étant », « État », « institution », « constitution », « stance », « résistance », « statut », « statue ». Or, le sens de la postmodernité est bien la liquéfaction de tout ce qui relève du « -st ». Renaud Camus analyse l'implication politique de cette dévalorisation du « -st » : « Le ressentiment racisé vise Colbert ou Napoléon, mais le ressentiment global, lui, celui qu'exploite le remplacisme pareillement global, s'en prend virtuellement à toutes les statues, et bien sûr à tous les statuts, à commencer par la Constitution : les pouvoirs la bafouent en la changeant sous le moindre prétexte et en y

⁸² Patrick BUISSON, *op. cit.*, p. 363.

inscrivant ce qui est le plus contraire à son principe, l'opportunité ou l'exigence idéologique. »⁸³ Les changements continus apportés à la Constitution (24 depuis 1958) créent une situation paradoxale car le propre d'une Constitution est son immuabilité ou tout au moins sa résistance relative au temps. Si le terme « loi » vient de la racine indo-européenne (« leg */ »log */ > lex) qui signifie « choisir », et donne à la loi un caractère foncièrement temporel du fait de la mutabilité des choix, la Constitution est théoriquement affranchie des contingences du temps. Il est ainsi paradoxal d'introduire du temps, de l'aléatoire dans un texte censé représenter un socle, une fondation sur laquelle va reposer l'ensemble des textes législatifs, soumis, eux, légitimement, au changement. Cette désacralisation du texte constitutionnel est le signe d'une mutabilité générale érigée désormais en *modus vivendi*. Mais, plus gravement, tout ce qui relève du « st » est l'objet d'une destruction systématique : « C'est le st qui les rend fou » car il est la ligne de démarcation entre l'être et le non-être, la mémoire et l'oubli.

Le propre de la postmodernité⁸⁴ est d'associer le fixe, le stable à la mort et de vider l'être de son étantité. Essayer d'atteindre l'être par la raison ou l'intelligence à travers la généralisation ou la conceptualisation revient à « essentialiser », crime suprême dans la postmodernité profondément nominaliste qui considère que seuls les individus sont des réalités *per se existans*. Or, en réduisant le réel à une agrégation d'individus (qu'il s'agisse des choses, des animaux, des végétaux ou des hommes), nous nous condamnons à ne voir du réel que sa face transitoire, son caractère contingent. Le « remplacisme global » que décrit Renaud Camus dans *La Dépossession* est en définitive fondé sur le découplage entre la pensée et le réel. Devenu impensable, incompréhensible – au sens étymologique du terme – le réel peut être manipulé à loisir. On peut en créer un ersatz, le « Faussel », sans que la pensée ne puisse appréhender la manipulation à l'œuvre. La Machinerie mise en œuvre par la ploutocratie davocratique se nourrit du « deuil de l'être » évoqué par Martin Heidegger en remplaçant l'être par les valeurs dans le domaine de la morale ou de l'économie. Renaud Camus nous dit à ce sujet : « Les valeurs ne sont pas l'être. Elles en sont même un leurre, un produit de

⁸³ Renaud CAMUS, *La Dépossession*, La Nouvelle Librairie, Paris, 2022, p. 738.

⁸⁴ Paul VALÉRY dans *Tel quel* disait déjà : « Ce qui n'est pas fixé n'est rien. Ce qui est fixé est mort. ». La postmodernité n'a, au fond, rien inventé et les effets de continuité sont nombreux notamment avec la pensée allemande.

remplacement, un ersatz (le mot est chez Heidegger). »⁸⁵ Le remplacement de l'être par la « valeur » est au principe même de la société de consommation : la publicité est le vecteur qui oriente le désir, labile, vers des produits toujours nouveaux, investis de « valeurs » et qui vont augmenter leurs coefficients de « désirabilité ». Le « marché » est fondé sur la « création de valeur ». Derrière ce verbiage de cabinet de conseil se cache une évidence : la stabilité est mortifère pour le marché qui est fondé sur la circulation infinie des « valeurs », sur la destruction-crédation. Dès qu'il y a être, il y a civilisation. La civilisation occidentale, ordonnée à la mutabilité des marchés, à l'Empire du mensonge et du désir, se caractérise par son caractère ontocidaire : « Ce génocide- là pourra toujours dire qu'il ne tue pas, comme le génocide par substitution. Et en effet il tue personne, il tue rien, il tue l'être qu'il a récemment pris soin auparavant de vider de toute substance, de tout *ester*, de tout *st* - c'est un ontocide. »⁸⁶ Or, la Grande réinitialisation est avant tout une réinitialisation de l'être. Vider l'être de toute substance, comme le dit Renaud Camus, est la traduction parfaite de cette réinitialisation de l'homme qui préside à sa refondation. Il faut faire table rase jusqu'à l'être pour pouvoir réorganiser le vivant à sa mesure.

De l'ère du st à l'ère du trans

Abolir le *st*, réaliser l'ontocide parfait, offre l'opportunité de tout soumettre au transitoire. C'est ainsi qu'il convient de comprendre la *Cancel culture* et le mouvement *woke*. Le mouvement *woke* trouve son origine dans le terme anglo-saxon « woke » qui signifie « éveillé » et concerne au départ la condamnation des discriminations exercées sur la communauté noire aux Etats-Unis dont le mouvement *Black Lives Matter* est devenu l'oriflamme. Cet « éveil » s'est généralisé dans les années 2010 à l'ensemble des communautés notamment dans les milieux féministes (mouvement *MeToo*) et les LGBTQI+ partis à la conquête de droits nouveaux. Le mouvement *woke* n'est pas simplement la conquête de droits dont l'État serait un assureur et un serviteur mais il est un instrument de réinitialisation culturelle et anthropologique décisif et dont Davos a saisi tout l'intérêt politique. En effet, l'Open society foundation de Georges Soros a versé, en 2020, 137,1 millions de dollars pour les personnes handicapées, la justice raciale aux États-Unis, les apatrides, les

⁸⁵ Renaud CAMUS, *op. cit.*, p. 30.

⁸⁶ Renaud CAMUS, *op. cit.*, p. 740.

droits LGBTQI+. La fondation Soros est allée plus loin : à travers l'*Human Rights Initiative*, elle offre un lobbying assumé et une aide juridique constante pour défendre les droits des minorités. Ce faisant, elle participe à la constitution d'un réseau mondial qui renforce les positions des minorités sur chaque continent. Ce travail d'influence et la mise en place de réseaux va jusqu'à la collusion entre des ONG, l'Open society et la Cour Européenne des Droits de l'Homme, comme l'a révélé Gregor Puppink dans un *Rapport de l'ECLJ* paru en février 2020. Gregor Puppink affirme l'extrême porosité entre le « libéralisme inclusif, et communautariste et multiculturel que l'on trouve à la Cour »⁸⁷ et l'héritage idéologique de Soros. Ce système marque le passage de l'ère du *st-* à l'ère du *trans-*, dont Soros est la parfaite incarnation idéologique. Tout doit être en transition : transition de genre, transition de peuple et transition écologique.

Cette idéologie de la transition permanente est illustrée par l'idéologie du *genre* qui touche le cœur de la nature biologique de l'homme. Initiée par Judith Butler, la théorie du genre est fondée sur l'idée que le genre⁸⁸ (*gender*) est une construction sociale, les identités sexuées ne relevant pas de déterminations biologiques. La masculinité et la féminité sont ainsi inscrits dans un processus relationnel, artificiel, construit qui relève d'un rapport de pouvoir. Sur fond de marxisme revisité par l'existentialisme, la sexuation est un processus dont témoigne parfaitement la phrase de Simone de Beauvoir extraite du *Deuxième sexe* : « On ne naît pas femme. On le devient. » L'existence précède l'essence y compris dans la construction de l'identité masculine ou féminine et cette construction s'opère en passant par la déconstruction de l'identité de genre et des préjugés qui lui sont attachés : le rôle traditionnel de la femme et de l'homme dans la vie domestique, le travail, le rapport à la maternité entre autres. Il s'agit, comme dans une perspective révolutionnaire, de s'affranchir des préjugés de genre, de renverser la domination masculine forcément autocratique et tyrannique, et d'opérer une sorte de 1789 des foyers en libérant la société de l'obscurantisme

⁸⁷ Gregor PUPPINCK, « La CEDH verse dans le militantisme idéologique », *L'Incorrect*, 3 novembre 2021.

⁸⁸ Notons que la notion de « genre » est théorique avant la théorie du genre elle-même énoncée dans les années 90 par Judith Butler et popularisée en France en 2005. Le concept de « genre » a une origine psycho-médicale dès les années 50 et s'étend au domaine des sciences sociales dans les années 70.

patriarcal pour atteindre les Lumières d'une humanité « dégenrée ». Eugénie Bastié, dans *La Guerre des idées*, voit dans ce « féminisme misandre »⁸⁹ le signe d'une « nouvelle fracture intellectuelle » qui structure le débat public autour de la notion d'« intersectionnalité des luttes ». Or, du dégenré au dégénéré, il n'y a qu'un pas. L'homme est qualifié d'« assillant » par Alice Coffin et la guerre des sexes trouve de zélées Amazones déclarant, sans être le moins du monde suspectées de « haine », réservée à l'extrême droite : « *Moi les hommes, je les déteste* ».⁹⁰ Ainsi, sur la base d'un slogan des années 1960 (« Le privé est politique »), le néo-féminisme a entrepris de « chasser les signes de la domination masculine à l'intérieur même du foyer domestique, jusque dans la langue (écriture inclusive) et dans l'éducation des enfants ». Le parallélisme avec les doctrines révolutionnaires (1789 et surtout la Révolution communiste de 1917) est saisissant : le Panopticon féministe s'étend non seulement à la vie privée par une surveillance accrue des comportements masculins dévoyés mais encore à la langue que le féminisme souhaite refaire. Pour réinitialiser le rapport entre les hommes et les femmes, les féministes ont bien compris qu'il fallait réinitialiser la langue et reconstruire à la manière d'un Condillac les perceptions même qui déterminent notre regard. L'écriture inclusive fut ainsi cet instrument de réinitialisation grammaticale, une sorte de recodage syntaxique et orthographique permettant de remodeler la langue sur le modèle du numérique et de l'informatique comme l'illustre l'utilisation des points entre les marques du masculin et du féminin. Mais le point le plus saillant du féminisme postmoderne est une contestation paradoxale et grandissante du modèle des Lumières à travers la figure de la sorcière. L'opposition au patriarcat évoquée par Mona Chollet dans *Sorcières. La puissance invaincue des femmes* se nourrit d'une contestation plus globale de la philosophie des Lumières dont la rationalité est perçue comme modèle de domination occidentale. La sorcière est la figure d'un néo-romantisme noir qui repose sur un personnage paria et investi d'une irrationalité qui va à rebours du rationalisme et de l'universalisme des Lumières.

Le mouvement féministe cultive la « sororité », une solidarité spécifiquement féminine mais cultive aussi une « fraternité » nouvelle qui postule une « alliance entre les dominés (femmes, LGBT, minorités

⁸⁹ Eugénie BASTIE, *La Guerre des idées, Enquête au cœur de l'intelligentsia française*, Robert Laffont, Paris, 2021, p.246.

⁹⁰ Eugénie BASTIE, *op. cit.*, p. 247.

raciales). C'est ce que Kimberlé Williams Crenshaw⁹¹ a nommé « intersectionnalité » et qui permet par exemple l'alliance objective des indigènes de la République et du féminisme comme le promeut Christine Delphy⁹². Cette agrégation de minorités constitue le nouveau Demos postmoderne, le peuple en transit, l'humanité de transition qui s'affranchit des déterminations naturelles, culturelles ou géographiques. Il est le peuple emblématique de la mobilité promue au rang de valeur universelle, celle de l'homme-chantier, en devenir perpétuel, l'homme à l'essence nébuleuse, sans fixité et sans qualité. Le « transgenre » est l'archétype de l'homme virtuel, ni homme ni femme, qui soumet sa sexualité à son choix ou à son caprice. Dans le laboratoire de la postmodernité, il est le témoin de cette lutte victorieuse de la Volonté sur la Nature, du caprice régressif et fluctuant sur les déterminations naturelles. Définissant la liberté comme la possibilité d'être tout, n'importe comment et n'importe quand, le « trans » reste dans une indétermination qui est le sommet de la liberté. Si la Caste mondialisée soutient par ses financements de tels mouvements, c'est parce qu'elle y voit une opportunité inouïe de procéder à une réinitialisation de l'homme et de l'Occident, de déconnecter l'homme de la nature pour se livrer à une réinvention de l'homme, à une « régénérescence » définitive.

Le « migrant » relève de la même mythologie et c'est pourquoi il fait partie de la stratégie intersectionnelle. Cet autre « Damné de la Terre » est l'errant par excellence n'appartenant plus à ses ancêtres et n'appartenant pas encore à son pays d'accueil. Le « migrant mineur non accompagné » est le héros de cette mythologie de l'apatridie. Sans père et sans Patrie, il est encensé par les médias politiquement corrects car il est le modèle de ce peuple libéré de tout « nationalisme toxique » (Klaus Schwab). S'il est musulman - et souvent il l'est -, il représente une opportunité pour régénérer l'Occident et opérer une transition de peuple, ce que Renaud Camus nomme le Grand Remplacement pour le dénoncer et que Jean-Luc Mélenchon nomme la « créolisation », heureuse et

⁹¹ Kimberlé Crenshaw est juriste et professeur à l'université de Columbia. Militante féministe, elle a popularisé dès 1989, le concept d'« intersectionnalité », faisant converger la lutte contre les discriminations raciales et les discrimination de genre.

⁹² Christine Delphy est une ancienne directrice de recherche au CNRS en sociologie. Militante féministe, elle est l'une des fondatrices du Mouvement de libération des femmes et organise avec Anne Zelensky le *Manifeste des 343* de 1971 ouvrant la campagne de légalisation de l'avortement. Marquée par le marxisme, elle fonde le concept de « féminisme matérialiste ». Vaste programme...

bienfaitrice car proposant une *tabula rasa* salvatrice d'un Occident historiquement, philosophiquement corrompu. Le mouvement – mal nommé – décolonial et indigéniste se nourrit de cette furie remplaciste et investit idéologiquement les universités à travers les *cultural studies* comme le montre la nomination de la fondatrice des *Indigènes de la République*, Houria Bouteldja, au conseil d'administration de l'UFR de Paris I – Panthéon - Sorbonne.⁹³ Les *cultural studies*, dans le sillage de l'ouvrage publié en 1978 par Edward Saïd et surtout de la *French Theory* de Deleuze, Foucault et Derrida, ont pour fonction de « décentrer l'Occident » et de mettre en évidence l'« ethnocentrisme des Lumières, paravent de la domination blanche ».⁹⁴ Le logiciel traditionnel de la gauche, la pensée émancipatrice des Lumières, se retourne contre elle et, suivant Léopold Sédar-Senghor, ne voit pas d'un mauvais œil « l'instauration d'un 'racisme' transitoire, pour permettre l'émancipation des dominés, un peu à la façon de la «dictature du prolétariat » dans le logiciel marxiste, ce, au prix d'une aporie intellectuelle qui confine à l'absurde : « Ce racisme antiraciste est le seul chemin qui puisse mener à l'abolition des différences de race. »⁹⁵

L'épisode du déboulonnage des statues par des activistes dits « indigénistes » (Colbert, Faidherbe en 2020, Napoléon à Rouen en 2021) relève de cette *tabula rasa* imposée à l'histoire, à la mémoire collective. Il convient en effet d'éradiquer le passé commun, la trace des grands hommes, de réécrire le « roman national », le narratif mythique issu des Lumières pour le remplacer par un autre narratif, celui de la France protéiforme, essentiellement métissée, nourrie de l'Autre, une France liquide, un territoire de passage où ont sédimenté tous les apports extérieurs qui l'ont faite ce qu'elle est. Le combat culturel est essentiel car il permet d'orchestrer cette grande Amnésie salutaire pour le remplacement des peuples et l'écriture d'un nouveau narratif, celui de la France-Hexagone, espace plan où se rencontrent des myriades de peuples, creuset du « vivre-ensemble » où convergent des peuples souvent antagonistes et qui importent leurs inimitiés, leurs guerres sur le territoire d'accueil. La France, sous l'impulsion des politiques d'extrême-centre, est devenue le laboratoire de la grande Amnésie, de la civilisation du Léthé. On ne peut comprendre la Grande réinitialisation si l'on ne

⁹³ Eugénie BASTIE, *op. cit.*, p. 267.

⁹⁴ Eugénie BASTIE, *ibid.*, p. 271.

⁹⁵ Eugénie BASTIE, *ibid.*, p. 272.

considère tout le travail de sabotage qui est entrepris depuis de nombreuses années pour organiser l'oubli de l'histoire, l'oubli de la culture, le désarmement moral, la liquéfaction des héritages et la liquidation de l'homme occidental.

La liquéfaction de l'homme, liquéfaction anthropologique, philosophique est complétée par un autre phénomène qui fait de l'humanité moderne la proie rêvée pour le Great Reset, l'homme-machine, prélude à sa domestication et à sa massification.

L'Homme Machine de La Mettrie

L'assimilation de l'homme à la machine relève d'une tradition qui s'ancre naturellement dans la pensée matérialiste mais qui a pris une force théorique à partir du concept d'« animal-machine » énoncé par Descartes. La fascination pour les automates, très marquée au XVII^{ème} siècle, s'inscrit dans un engouement pour la philosophie mécaniste et le désir de reproduire par l'artifice mécanique les mouvements de la nature. Mais c'est sans doute dans l'ouvrage de Julien Offray de la Mettrie, *L'Homme Machine*⁹⁶, publié en 1748 que nous pouvons trouver l'expression sans fard d'une pensée matérialiste sur l'homme promise à un bel avenir.

La Mettrie établit tout d'abord une similitude entre la « forme et la composition du cerveau des quadrupèdes »⁹⁷ et celle de l'homme. Il va même plus loin, évoquant l'hypothèse d'une éducatibilité des singes : « Des animaux à l'homme, la transition n'est pas violente », transition d'autant moins nette qu'il a existé, selon La Mettrie, un homme avant le langage qui ne se distinguait donc essentiellement en rien de l'animal : « Les mots les langues, les lois, les sciences, les beaux-arts sont venus ; et par eux enfin, le diamant brut de notre esprit a été poli ».⁹⁸ Pour La Mettrie, il n'y a donc pas d'essence humaine, même pas une espèce. Les mots, les langues, les lois ne lui sont pas consubstantiels mais paraissent être venus « de l'extérieur » pour constituer son humanité. On n'est pas né homme, on l'est devenu... Tout, dès lors, est mécanique : les « cordes du cerveau » ont réagi comme une « corde de violon ou une touche de clavecin ». L'origine divine de la créature qu'est l'homme n'est pas une question signifiante pour La Mettrie puisqu'il « nous est absolument impossible de remonter à l'origine des choses » et qu'il est égal pour notre repos que la matière soit éternelle ou qu'elle ait été créée, qu'il y ait un Dieu ou qu'il n'y en ait pas. La Mettrie demande à son lecteur d'admirer le parfait ordonnancement de la nature comme les oreilles « si mathématiquement faites ».

⁹⁶ Julien OFFRAY de la METTRIE, *L'Homme Machine*, Frédéric Henry, Paris, 1865.

⁹⁷ Julien OFFRAY de la METTRIE, *ibid.*, p. 48.

⁹⁸ Julien OFFRAY de la METTRIE, *ibid.*, p. 60

Mais l'auteur va plus avant et déduit des mouvements du cœur après dissection ou du mouvement des muscles du visage des gens décapités l'indépendance des parties du corps : « Tel est ce principe moteur des corps entiers ou des parties coupées en morceaux, qu'il produit des mouvements non déréglés, comme on l'a cru, mais très réguliers, et cela, tant dans les animaux chauds et parfaits que dans ceux qui sont froids et imparfaits ». La Mettrie attribue cette propriété à ce que les Anciens ont appelé « parenchyme » c'est-à-dire la substance propre des parties qui contient en soi des ressorts « plus ou moins vifs »⁹⁹. Ce passage est révélateur d'une conception de l'homme illustrée par l'anaphore de l'adverbe « machinalement » (« N'est-ce pas machinalement que... ») qui est la preuve, selon l'auteur, de l'indépendance des parties par rapport au tout, comme si les pièces de la machine qu'est l'homme avaient un ressort propre. La Mettrie sait qu'il est attendu sur l'« âme » qu'il définit comme un « principe » - avec toute la dimension abstraite que ce terme lui confère - et qu'il localise néanmoins dans le « cerveau » exerçant par les nerfs « son empire sur le reste du corps ».

Cette réduction de l'homme à une savante horlogerie trouve son apogée en effet dans la description de l'âme : « Par conséquent, l'âme n'est qu'un principe de mouvement ou une partie matérielle sensible du cerveau, qu'on peut, sans craindre l'erreur, regarder comme le ressort principal de toute la machine »¹⁰⁰ semblable, dit plus tard l'auteur, à une « pendule ». Le corps n'est qu'une « horloge » dont le médecin est l'horloger. Dans un paradoxe assez savoureux, La Mettrie réduit la vie à un mouvement perpétuel (« pendant cent ans » sic !) des solides et des fluides. L'auteur distingue une matière organisée et une matière qui ne l'est pas (sans doute sent-il lui-même la fragilité de sa distinction « eh ! peut-on rien refuser à l'observation la plus incontestable ») et place l'homme dans la catégorie des organisations matérielles les plus complexes. Autrement dit, l'homme relève d'une ingénierie savante et complexe qui requiert l'art d'un excellent Vaucanson : « s'il a fallu plus d'art à Vaucanson pour faire son flûteur que pour son canard, il eût dû en employer encore davantage pour faire un parleur ; machine qui ne peut

⁹⁹ Julien OFFRAY de la METTRIE, *ibid.*, p.118.

¹⁰⁰ Julien OFFRAY de la METTRIE, *ibid.*, p.129.

plus être regardée comme impossible, surtout entre les mains d'un nouveau Prométhée ». ¹⁰¹ On notera avec intérêt la mention d'un « nouveau » Prométhée qui manifestement ouvre subrepticement la possibilité d'une création nouvelle ou d'une amélioration de l'homme. La Mettrie, par sa conception matérialiste et son approche industrialiste, pose la première pierre d'une perfectibilité de l'homme dans la mesure où le mécanisme peut toujours faire l'objet d'une amélioration continue sous l'égide du Progrès. C'est ainsi que La Mettrie salue Descartes qui a « le premier parfaitement démontré que les animaux étaient de pures machines ». Pour La Mettrie, le pas est franchi, « quoiqu'il chante sur la distinction des deux substances » qui n'est qu'un « tour d'adresse ». En plaçant la « sensation » au cœur de son système, La Mettrie assimile la pensée humaine à une propriété de la matière organisée comme « l'électricité, la faculté motrice l'imperméabilité, l'étendue ». La sensation n'est donc qu'une propriété subtile de la matière et la pensée en est le simple produit stimulé par l'ordonnement des solides et des fluides. Voici l'homme sous la plume de La Mettrie : « Comme chaque goutte de sperme contient une infinité de ces petits vers, lorsqu'ils sont lancés à l'ovaire, il n'y a que le plus adroit ou le plus vigoureux qui ait la force de s'insinuer et de s'implanter dans l'œuf que fournit la femme, et qui lui donne sa première nourriture. Cet œuf, quelquefois surpris dans les trompes de Fallope, est porté par ces canaux à la matrice, où il prend racine, comme un grain de blé dans la terre. Mais quoiqu'il y devienne monstrueux par sa croissance de neuf mois, il ne diffère point des œufs des autres femelles. »¹⁰²

La Mettrie se lance dans un éloge appuyé de la « nature » dont la « puissance » éclate également dans la « production » du plus vil insecte et de l'homme le plus superbe. La Nature est caractérisée par la puissance de production et ses « créatures » ne se distinguent pas par des différences de nature mais de degré. On peut lire dans ces pages de La Mettrie une préfiguration d'un des principes de Darwin, la sélection du plus apte, ainsi que le continuum des espèces fondées sur une Matrice unique plus ou moins complexe. La Mettrie nous invite à considérer en effet l'imbécile et le stupide comme « des bêtes à figure humaine » et le singe plein

¹⁰¹ Julien OFFRAY de la METTRIE, *ibid.*, p.140.

¹⁰² Julien OFFRAY de la METTRIE, *ibid.*, p.148.

d'esprit comme un « petit homme sous une autre forme ». ¹⁰³ Il n'y a pas de différence ontologique entre l'homme, l'animal et la matière même et sur cet indifférentialisme matérialiste va prospérer le darwinisme et le rejet de la métaphysique au profit d'un sensualisme dans la deuxième partie du XVIIIème siècle. Toutes les bases sont posées pour une refondation de l'homme, pour sa « régénération » comme le diront les Révolutionnaires : l'homme est une partie indistincte de la nature sans qu'il n'y ait de hiérarchie des êtres. Le corps et l'âme relèvent d'une horlogerie savante qu'il est possible de comprendre et de parfaire. Surtout l'homme n'est qu'une machine appartenant sans plus de distinction à la Grande Horlogerie de la Nature. Ainsi, on voit toutes les conséquences qui ont pu naître de cette conception de l'homme ainsi amplifiée par La Mettrie ¹⁰⁴ . Comment déplorer la « réification » de l'homme dans l'esclavage, dans le communisme, dans le nazisme puisque l'homme est ontologiquement une chose ? Comment condamner l'avortement puisque le fœtus est un « monstre » ? Comment ne pas sombrer dans le spécisme puisque la consommation de viande est une injure de la Nature faite à elle-même ? Comment enfin ne pas céder aux sirènes du transhumanisme puisque l'homme est une ingénierie savante et qu'à ce titre elle est améliorable pour peu que l'on se dote des possibilités technologiques pour accomplir ce parachèvement ? On l'aura compris, ce texte de La Mettrie consolide les bases philosophiques d'une redéfinition de l'homme qui conduisent à son décentrement et qui expliquent, à bien des égards, les ferments d'anti-humanisme radical que l'on observe dans la postmodernité.

L'homme, une machine dans la Machine

Cette définition mécaniste de l'homme trouve des prolongements dans l'organisation sociale et, à l'évidence, l'homme machine s'inscrit dans une société machine dont la technocratie managériale est le parachèvement évident. L'individualisme issu des Lumières porte une foncière ambivalence : lointain héritier de l'atomisme épicurien, il

¹⁰³ Julien OFFRAY de la METTRIE, *ibid.*, p.156.

¹⁰⁴ On pourra se reporter à l'ouvrage de Xavier MARTIN, *Régénérer l'espèce humaine, Utopie médicale et Lumières (1750-1850)*, Dominique Martin Morin, Paris, 2008. L'auteur montre la manière dont la Révolution française s'est emparée de ce thème de la régénérescence de l'homme.

considère l'individu comme un atome insécable et, à ce titre, en fait l'unité irréductible de la société, la cellule de base pourrait-on dire, à la place de la famille. En tant que corps simple, l'individu est la pièce maîtresse dont l'agencement aux autres va constituer la société. Mais en tant que pièce, il demeure profondément attaché à la Machine sans lequel il est dépourvu de toute finalité, de tout sens. C'est cette métaphore de la Machine qui constitue le cœur de la société communiste décrite dans la *Machine et les rouages* par Michel Heller. L'auteur s'appuie sur le roman de l'écrivain Evgueni Zamiatine, *Nous autres* (мы) écrit en 1920 et qui décrit la société de l'avenir en comparant, dans une métaphore industrialiste et métallurgique typiquement soviétique, le gramme que pèse l'individu et la tonne que représente la société communiste. « De là, écrit Zamiatine, une distinction naturelle : à la tonne le droit, au gramme le devoir ; et la seule voie qui mène de la nullité à la grandeur est d'oublier qu'on est un gramme et de se sentir la millionième partie d'une tonne. »¹⁰⁵ Zamiatine va plus loin et considère que le communisme est préalablement un renoncement au « moi » et une « refonte » pour ne plus se distinguer de la masse. La société soviétique opère ainsi une sorte d'alchimie transformant le plomb de l'individu en or collectif et devient la patrie d'un type nouveau supérieur, d'homo sapiens : *l'homo sovieticus*. *L'homo sovieticus* est l'objet d'une refonte sans laquelle il demeure prisonnier de sentiments d'appartenance à la terre, à sa famille, à sa langue, de « vieux sentiments » qui retardent sa reprogrammation par les « sentiments socialistes ». Pour le communisme, les sensations – celles évoquées par La Mettrie – sont comme dérégées et connectées à la mauvaise machine. Comme le dit Michel Heller, « la société est systématiquement, méthodiquement atomisée, l'individu se voit privé des liens qui étaient choisis par lui, au profit d'autres, établis pour lui et approuvés par l'État. L'homme se retrouve absolument seul face au Léviathan de l'État. Il ne lui reste plus qu'à se « fondre dans le collectif, à devenir une « goutte dans la masse »¹⁰⁶.

Ainsi, l'État devient cette Machine des machines et les ressemblances entre la société soviétique et la société préparée par le Great Reset est plus que troublante. Tout ce que Michel Heller décrit dans l'ingénierie sociale communiste se retrouve avec une troublante similitude dans l'ingénierie sociale promue par le Forum Économique

¹⁰⁵ Michel HELLER, *op.cit.*

¹⁰⁶ Michel HELLER, *op.cit.*, p. 40.

Mondial : infantilisation des masses où « l'individu devient un enfant et l'État le substitut des parents et des proches » qui fait de la « pédagogie », « sensibilise », « accompagne » ; fractionnement du temps et rôle fondamental donné au chiffre qui permet de suivre le succès de la planification, répétition de slogans ou des formules venues d'en haut (le Parti pour l'URSS, les cabinets de conseil pour Davos) ; tentative de supprimer toute nostalgie du système disparu en rendant pour Davos la démocratie libérale ingouvernable ou haïssable ; stratégie de la peur, bien sûr, avec le mantra « Nous sommes en guerre », distillé pour le virus et pour l'Ukraine, qui fut en URSS le moteur de l'ingénierie sociale permettant d'identifier un ennemi jamais vaincu et de mobiliser les masses ; diminution de la mobilité par l'instauration de passeports intérieurs (la fixation sur les lieux de travail pour l'URSS, les *Pass* pour Davos).

Les points de rencontre, nombreux, entre le système soviétique et la société prônée par le Great Reset ont un point commun : créer une appétence de l'homme à se fondre dans une masse en adoptant une attitude de « servitude volontaire » au service d'un collectif sublimé par le désert mental, moral et intellectuel instillé au cœur de l'individu liquéfié. La société contemporaine s'ingénie à développer en l'homme un instinct de machine civilisée dans l'économie, le travail, ou dans la vie sociale qui relève d'un stakhanovisme de l'insignifiance. L'anthropologue américain, David Graeber, a évoqué les *bullshit jobs* (« les métiers à la con ») mettant à nu l'efficacité et l'efficience supposée de la Machine sociale qui s'ingénie à produire du néant et du vide. Entre le « faire-valoir » qui met en valeur le supérieur hiérarchique, le « sbire », le « rafistoleur », le « cocheur de cases » et le « petit chef », c'est toute une sociologie du néant qui se met en place dans le monde du travail, dans l'organigramme de l'entreprise et qui trahit le développement impérieux de la bureaucratie dans les moindres interstices de la vie économique. Si, comme le dit Charles Gave, « l'économie est de l'énergie transformée », l'économie semble ici devenir de l'énergie déviée où toutes les forces vitales d'une entreprise sont destinées à brasser de l'insignifiance par une sorte de perversion étrange du désir d'efficacité et de performance. David Graeber établit ainsi un parallélisme saisissant entre ce qu'il nomme « néolibéralisme » et le communisme qui maximise le nombre de personnes pour produire du néant. Plus gravement, ce phénomène dénote une perversion du modèle économique qui n'est plus tant un espace de production qu'un lieu où la Machine (entreprise,

administration publique) se regarde tourner et s'invite au spectacle de l'agitation inutile et frivole de ses rouages pris par les agendas, la fameuse « urgence », les *dead lines* impérieuses et les objectifs intenables. Il y a dans cette mystique de l'agitation permanente et improductive la manifestation d'une névrose de l'action, un théâtre du travail et, plus préoccupant, une mise en scène jubilatoire par la Caste mondialisée de la machinisation de *l'homo œconomicus* entraînant ce que les économistes appellent la « démission intérieure » ou « brown out » (chute de tension) et surtout de la souffrance au travail remarquablement étudiée par Laurent Izard dans *A la sueur de ton front*.¹⁰⁷

Dans *Bureaucratie*, David Graeber montre la violence structurelle qui naît de ce machinisme bureaucratique : « La violence structurelle peut créer des situations où les travailleurs sont relégués à des emplois mécaniques, fastidieux, assommants, et où une seule petite élite est autorisée à s'adonner au travail imaginatif ; les ouvriers se sentent dépossédés de leur propre travail ; leurs propres gestes semblent appartenir à quelqu'un d'autre. »¹⁰⁸ La machinisation de l'homme induite par le travail contemporain crée une organisation en caste : d'un côté, il y a ceux qui sont dépossédés non seulement du produit de leur travail comme le disait Marx mais surtout de leur facultés imaginatives, cognitives. La pensée devient une sorte d'intrus inopportun qui vient perturber l'« utopie des règles » qu'est la bureaucratie. De l'autre, on retrouve les concepteurs, les élites. La bureaucratisation est de fait une intégration de l'homme machine dans une Machination protéiforme dont l'architecture a pu changer mais dont les principes sont restés les mêmes et les conséquences anthropologiques demeurées identiques : que ce soit dans le communisme, le nazisme, la technocratie remplaciste contemporaine, les ressorts sont similaires : comme le note David Graeber dans *Bureaucratie*, la part héroïque, poétique, intellectuelle de l'homme est systématiquement brimée voire effacée pour le ramener à l'état de pièce interchangeable, « manageable », absorbable dans un système automatisé et rationalisé. L'objectif de la vieille cybernétique managériale était la disparition imposée de tout récit, de tout mythe, la rationalité rendant inutile toute narration collective. Celui de la technocratie postmoderne est de faire de la rationalisation le seul constituant du récit postmoderne : le

¹⁰⁷ Laurent IZARD, *A la sueur de ton front*, L'Artilleur / Toucan, Paris, 2021.

¹⁰⁸ David GRAEBER, *Bureaucratie*, Babel, Arles, 2017.

powerpoint, le tableur excel, les statistiques, les fameux « chiffres » en sont les syntagmes constitutifs et la Matrice essentielle. Dans cette Machine bureaucratique, les hommes sont toujours les rouages d'une procédure et l'homme est devenu, du reste, le principal demandeur de ces règlements ou normes multiples qui vont constituer le moteur de cette Machinerie. Mathieu Slama dans *Adieu la liberté – Essai sur la société disciplinaire* rappelle la soumission volontaire dont on fait preuve les Français dans la technocratie sanitaire imposée lors de l'épidémie de Covid 19. Dans cet épisode, nous observons une tendance malheureuse à une stricte séparation entre le raisonnable et la rationalité. Le raisonnable est l'appréciation d'une situation par le prisme du jugement. La rationalité postmoderne exclut le jugement car la procédure en tient lieu et être rationnel revient à s'y conformer sans justement faire intervenir le jugement ou la libre réflexion qui viendrait mettre du « chaos » dans l'ordonnement réglementaire. C'est malheureusement exactement ce qui s'est passé lors de l'épisode Covid. En dépit de toute raison, les Français ont dû se conformer à des réglementations absurdes – jusqu'à la consommation assis, debout, couché avec ou sans masque dans les trains ... - renonçant volontairement à leur liberté, pris dans ce réseau bureaucratique qui anesthésie le jugement. Cet épisode démontre une fatigue de la liberté, comme si l'exercice du libre arbitre contrevenait à l'essence machinique de notre humanité et venait perturber un ordre social, politique procédural et sacralisé. L'ère de la Loi, avec son universalité et son soubassement rationnel, est passé. Nous sommes dans l'ère du règlement, du règlement intérieur dont l'irrationalité potentielle est justifiée même par ce culte de l'Ordre, de la procédure qui renforce l'« être-machine » de l'homme.

Le Great Reset repose fondamentalement sur cette machinisation de l'homme et de tout le tissu social. L'épisode pandémique a cruellement rappelé qu'il s'est d'abord agi d'une vaste séquence d'ingénierie sociale où l'homme a été ramené à son état de rouage, où toute pensée est devenue « complotisme », « conspirationnisme », tout jugement « irresponsabilité », tout refus d'obtempérer « dissidence ».

Machinerie humaine, machinerie sociale. *Nihil novi sub sole*. Le mécanisme du XVIIème siècle, relayé, à bien des égards, par les Lumières et la Révolution française, a trouvé une expression aboutie dans les régimes tyranniques du XXème siècle. C'est dans cette tradition historique qu'il nous paraît falloir inscrire la fascination postmoderne pour le numérique, la continuité de la guerre contre l'homme par d'autres moyens. La redéfinition de l'homme imposée par le Great Reset repose bien sur une reconstruction de son essence à travers le numérique, le support d'un nouveau matérialisme.

Pour bien comprendre l'enjeu du numérique, il convient de revenir sur le lien historique entre cybernétique comme art de gouverner et informatique. Le livre de David Graeber, *Bureaucratie*, apporte sur ce point un éclairage précieux.

Réseaux de pouvoir, pouvoir du réseau

Le système postal du Royaume prussien, créé par le rachat, en 1867, du monopole des barons von Thurn und Taxis, naît de la transmission des courriers militaires (informations, ordres vers le front). Appliqué ensuite au domaine civil, il a permis la jonction des États ou des principautés et a contribué à leur intégration dans l'État-nation. Outre les prouesses technologiques, le service postal prussien a engendré une meilleure circulation d'informations de toute nature, un maillage rationnel de l'espace et une unification technique et politique du territoire. Il a su mêler l'exigence d'unification et de contrôle du territoire à l'idéal d'un nouveau service public, rationnellement et efficacement organisé. Cette « postalisation » née au XIXème siècle dans l'Empire prussien ainsi que, par ailleurs, l'État fédéral américain (*postalization*) va servir de modèle à l'Empire soviétique comme l'écrit Lénine dans *l'État et la Révolution* : « Toute l'économie nationale organisée comme la poste (...) : tel est notre but immédiat ». La Poste fut une véritable révolution car elle est l'organisation par l'État d'un réseau informationnel qui va participer au désenclavement de nombreuses parties du territoire et contribuer ainsi à une homogénéisation politique et culturelle. David Graeber voit dans l'Internet une réplique modernisée de la postalisation

du XIX^{ème} siècle : une nouvelle technologie de communication émerge de l'armée, se diffuse rapidement et remodèle radicalement la vie quotidienne, acquérant la réputation d'une efficacité redoutable. Elle est perçue comme instrument de liberté et de désenclavement mais devient très rapidement « l'instrument de la surveillance de l'État et de la dissémination d'une infinité de nouvelles formes de publicité et de paperasse indésirable »¹⁰⁹. Cet effet de miroir entre la Poste et l'Internet est essentiel et le FEM de Davos ne s'y est pas trompé. Le pouvoir postmoderne étant de plus en plus fondé sur la maîtrise des flux informationnels, l'Internet est devenu un enjeu politique et géopolitique fondamental. Plus que cela, il est au cœur d'une Quatrième révolution industrielle dont Klaus Schwab rappelle les impacts innombrables qu'elle va engendrer pour les entreprises, pour les gouvernements mais aussi et surtout pour les personnes : « La Quatrième révolution industrielle ne modifiera pas seulement ce que nous faisons, mais aussi ce que nous sommes. Elle affectera notre identité et toutes les questions qui y sont associées : notre sentiment d'intimité, notre notion de la propriété, nos modes de consommation, le temps consacré au travail et aux loisirs, la façon dont nous développons notre carrière et nos compétences, dont nous faisons des rencontres et nous entretenons des relations. Elle modifie déjà notre santé et entraîne une notion du soi « quantifiée » et elle pourrait nous mener plus vite que nous ne le croyons à un être humain augmenté. L'infinie liste des possibles n'est limitée que par notre imagination. »¹¹⁰ Klaus Schwab, dans cet article, trace le processus des révolutions industrielles : mécanisation de la production par la machine à vapeur, massification de la production par l'énergie électrique, automatisation de la production par l'électronique et les technologies de l'information. La révolution numérique est certes le fruit de cette automatisation de la production mais elle représente une disruption car si les trois premières révolutions industrielles ne concernaient que l'évolution des modes de production (« ce que nous faisons ») la révolution numérique concerne l'identité même de l'homme (« ce que nous sommes »). Klaus Schwab fait de sa Quatrième révolution industrielle la première révolution anthropologique où l'homme lui-même va être remodelé dans son identité, dans son rapport à la propriété. En définitive, ce sont tous les

¹⁰⁹ David GRAEBER, *op. cit.*, p.190.

¹¹⁰ Klaus SCHWAB, "La Quatrième révolution industrielle : ce qu'elle implique et comment y faire face", WEF : <https://fr.weforum.org/agenda/2017/10/la-quatrieme-revolution-industrielle-ce-qu-elle-implique-et-comment-y-faire-face/>

fondamentaux anthropologiques qui sont conduits à la réinitialisation. Le Reset est d'abord et avant tout un Reset de l'homme.

Le mythe de l'homme augmenté

Pour Klaus Schwab, le cœur de la Quatrième révolution industrielle est la « fusion des technologies qui gomme les frontières entre les sphères physique, numérique et biologique ¹¹¹ ». L'épisode pandémique fut une opportunité, un *kairos*, pour accélérer cette tendance déjà bien amorcée depuis les années 2010 : « L'IA est maintenant partout autour de nous, des drones et de la reconnaissance vocale aux assistants virtuels et aux logiciels de traduction. » ¹¹² Klaus Schwab note, à juste titre, que nos appareils mobiles sont « une partie intégrante et permanente de notre vie personnelle » et que l'intelligence artificielle remodèle l'environnement de l'homme pour le mettre à sa disposition et constitue une fonction support redoutablement efficace qui améliore le « bien-être » (le fameux *Welfare*, horizon indépassable de l'idéal postmoderne). Il n'y a pas à proprement parler de « fusion » mais l'intelligence artificielle prend la fonction qu'attribuait Bergson à la machine dans *Les Deux Sources de la morale et de la religion* : « Si nos organes sont des instruments naturels, nos instruments sont par là même des organes artificiels. L'outil de l'ouvrier continue son bras ; l'outillage de l'humanité est donc un prolongement de son corps. La nature, en nous dotant d'une intelligence essentiellement fabricatrice, avait ainsi préparé pour nous un certain agrandissement. »¹¹³ L'intelligence artificielle ainsi comprise pourrait s'inscrire dans ce projet d'agrandissement et prolonger l'homme comme le dit Bergson. Ainsi, l'environnement de l'homme tend à devenir un réseau numérique, un « e-monde » constitué d'« e-choses » à travers le *e-learning*, *l'e-commerce*, *l'e-gaming*, *l'e-book*. ¹¹⁴ Le président du FEM donne de la Quatrième révolution industrielle la vision utopique d'une « économie sans contact » fondée sur l'immédiateté et l'ubiquité.

¹¹¹ Klaus SCHWAB, art. cité. Voir aussi *La Quatrième révolution industrielle*, Dunod, Malakoff, 2016, p. 123.

¹¹² Klaus SCHWAB et Thierry MALLERET, *Covid-19, la Grande réinitialisation*, p. 171.

¹¹³ Henri BERGSON, *Les Deux Sources de la Morale et de la Religion*, PUF, Quadrige, Paris, 1984, p. 331.

¹¹⁴ Klaus SCHWAB et Thierry MALLERET, *op. cit.*, p. 174.

L'e-monde

Cet « e-monde » n'est pas sans analogie avec l'univers philosophique de Leibniz (1646-1716), philosophe du XVII^{ème} siècle. Les monades – les individus – entrent dans un réseau pour créer une harmonie universelle et préétablie. Rien n'étant sans raison, nous vivons, selon Leibniz, dans un monde dont l'harmonie est préétablie par Dieu, capable de tout calculer puisque omniscient. Ainsi, Dieu ne peut que créer le meilleur des mondes possibles et l'apport de Leibniz au calcul infinitésimal crée un saisissant effet de miroir entre l'harmonie préétablie par un calcul rationnel et les algorithmes qui en sont, d'une certaine manière, la traduction numérique dans le monde contemporain. Ce meilleur des mondes possibles relève d'une Théodicée sans Dieu, assurée par un *Deus absconditus* artificiel, le logiciel, nouveau Logos de la postmodernité. Ainsi, l'internet des objets (IoT, *Internet of Things*), auquel Klaus Schwab fait allusion, réalise-t-il cet idéal d'interconnexion de l'ensemble des parties composant le tout. Lorsque le Président du FEM évoque l'« interdépendance », le monde « hyperconnecté », le monde « concaténé », il donne à son Great Reset, à travers le mythe de la numérisation du monde, une fonction réparatrice : retrouver une harmonie universelle perdue, réparer les fractures d'un monde « égoïste », « nationaliste » en réalisant une unité universelle à travers une numérisation unificatrice. Une postalisation de l'homme en quelque sorte. L'algorithme n'est pas loin d'être la langue universelle évoquée par Leibniz. Le *calculus ratiocinator* évoqué dans *De arte combinatoria* en 1666 était une machine dite « Caractéristique universelle » destinée à démêler le vrai du faux dans toute discussion. Cette machine, dont on peut trouver des tentatives de réalisation au début du XVIII^{ème} siècle, préfigure la programmation avec intelligence artificielle et Leibniz estime possible, par le truchement de sa machine, de passer tout discours au crible de la *mathésis universelle* et de traquer l'erreur logique émise par une intelligence humaine, erratique par définition. Il est assez remarquable que Leibniz, en rationaliste conséquent, ait estimé possible la formalisation, par le *calculus ratiocinator*, d'une logique universelle. L'idéologie mondialiste du Great Reset n'est pas étrangère à cet idéal d'un langage universel qui transcenderait les langues vernaculaires, les particularismes civilisationnels et les spécificités des traditions nationales. L'arrière-plan du processus de numérisation pourrait bien relever, consciemment ou non du reste, de cet « optimisme » rationaliste de Leibniz qui cherchait à unifier les Nations dans une langue *mathésique*,

condition préalable d'un « nouvel ordre mondial ». C'est la recherche d'une langue universelle qui a poussé l'intérêt de Leibniz vers les langues idéogrammatiques d'où sa fascination, largement partagée à l'époque, pour la Chine, en particulier l'hexagramme du Yi Jing, le « Livre des mutations » ou « Livre des transformations »¹¹⁵.

Ainsi, la Quatrième révolution industrielle va plus loin, telle est sa marque de fabrique : elle ne se contente pas d'organiser une fonction support pour l'homme qui pourrait avoir à sa disposition un domestique numérique du *welfare*, un Siri¹¹⁶ permanent, un « e-monde » organisé autour de lui. La Quatrième révolution industrielle a pour objectif d'incorporer à l'homme le numérique, non pour l'agrandir, comme le disait Bergson, mais pour l'« augmenter ».

Pour comprendre cette incorporation du numérique, il s'agit que saisir la tendance postmoderne à une dévalorisation de l'humain.

La honte de n'être qu'un homme

Pierre-Yves Gomez dans *L'esprit malin du capitalisme*, évoque « la honte d'être un homme »¹¹⁷, son manque de performance « dans l'atmosphère hyper-compétitive du capitalisme spéculatif ». Si, comme le dit Larry Page, cofondateur de Google : « Le cerveau humain est un ordinateur obsolète qui a besoin d'un processeur plus rapide et d'une mémoire plus étendue », le biologique se caractérise par une obsolescence programmée et le numérique vient relever le défi de cette déficience inhérente à la nature. La réduction ontologique de l'homme à l'état de machine, même évoluée, au XVIIIème siècle, a rendu possible cette « honte prométhéenne » comme le dit Gunther Anders, la « honte de n'être qu'un homme ». L'homme est en état d'obsolescence et le destin de tout être naturel est d'être condamné à l'obsolescence. Dans un paradoxe saisissant, l'homme, « l'animal doué de raison » tend à perdre la course à l'intelligence dans la grande compétition de l'économie dite de la connaissance : « On lui montre combien les animaux de toutes espèces

¹¹⁵ Alain ARRAULT. « Mutations et calcul binaire, de la Chine à l'Europe. », *Recherches sociologiques et anthropologiques*. 2001, 32 (3), pp. 81-96. halshs- 02508831

¹¹⁶ Siri est l'application informatique de commande vocale, lancée par Apple en 2011. Puisque les domestiques et les secrétaires sont désormais numériques, nous sommes dans une société de liberté, naturellement...

¹¹⁷ Pierre-Yves GOMEZ, *L'esprit malin du capitalisme*, Desclée de Brouwer, Paris, 2019, p.243.

sont aussi intelligents que lui ; combien les objets le sont aussi : ville 'intelligentes', téléphone 'intelligents', jouet 'intelligent', tout ce qui est connecté et calcule devient désormais 'intelligent' sauf l'homme qui, au propre comme au figuré, devient bête »¹¹⁸. Pour préparer le terrain de la numérisation et du Great Reset, il convenait de provoquer le complexe de ne pas être un robot, de considérer la nature comme foncièrement défaillante et l'artifice comme réparateur.

L'intelligence est désormais du côté de l'artifice et la bêtise du côté de la nature. Yuval Noah Harari dans *21 leçons pour le XXIème siècle*¹¹⁹, reprend à son compte, à s'y méprendre, l'anthropologie de La Mettrie et de toute la tradition matérialiste du XVIIIème siècle : « Mais si ces émotions et désirs ne sont que des algorithmes biochimiques, rien de plus, il n'y a aucune raison pour que les ordinateurs ne puissent déchiffrer ces algorithmes – et le faire mieux que n'importe quel Homo sapiens. »¹²⁰ L'humanité de l'homme est placée sous le signe de la défaillance, non spirituelle comme l'humanité post-lapsaire dans le christianisme, mais une défaillance de nature technologique qui devient une béance à mesure que les prouesses numériques se développent et s'accroissent. Paradoxalement, le Progrès, ce mythe de la modernité, est un dévoilement continu de la déficience de l'homme et met en évidence la nécessité croissante de son remplacement. Le « remplacisme global », évoqué dans *la Dépossession* par Renaud Camus, ne se rapporte pas seulement aux peuples mais aussi et surtout à l'humanité de l'homme lui-même. Le génocide est doublé d'un ontocide. De ce point de vue, le transhumanisme, visé par le Great Reset, permet de réaliser cette salutaire transition hors de l'humanité. C'est avec une gourmandise mal dissimulée, que Yuval Noah Harari évoque les prouesses de Deep Blue, le programme d'échecs d'IBM qui a battu Garry Kasparov en 1997. Mais c'est 2017 qui est, de son point de vue, la date cruciale puisqu'elle voit la victoire du programme AlphaZero de Google sur le programme Stockfish 8 comme si l'homme finissait par être littéralement exclu de toute compétition dans le domaine des échecs, alors que, pour Stefan Zweig dans *le Joueur d'Échecs*¹²¹, le jeu d'échecs maintient justement le héros dans la pensée, la conceptualisation, l'humanité au cœur d'un milieu carcéral.

¹¹⁸ Pierre-Yves GOMEZ, *op. cit.*, p. 246.

¹¹⁹ Yuval Noah HARARI, *21 leçons pour le XXIème siècle*, Albin Michel, Paris, 2018.

¹²⁰ Yuval Noah HARARI, *ibid.*, p.54.

¹²¹ Stefan ZWEIG, *Le Joueur d'échecs*, Le livre de Poche, Paris, 2010.

Pour Harari, si « tous ces algorithmes biochimiques se sont affinés au fil des millions d'années de l'évolution »¹²² c'est parce que le cerveau est la manifestation imparfaite d'une Matrice numérique, d'une logique inhérente au monde que le numérique révèle comme une Gnose.¹²³ Pour Harari, la fusion de la révolution biotech et de la révolution infotech produira des algorithmes Big Data capables de « surveiller et de comprendre mes sentiments mieux que moi, et l'autorité glissera alors probablement des hommes aux ordinateurs ». Quand on connaît la proximité entre Yuval Harari et Klaus Schwab, on ne peut que s'inquiéter de cet idéal de transparence à soi pris en charge par le numérique. Le numérique remplace la conscience, crée une conscience de soi augmentée mais externalisée – c'est le *deal* - et cette tendance substitutive est une réelle dépossession de l'homme. Harari ne s'y trompe pas en évoquant le glissement de l'autorité des hommes aux ordinateurs.

Enfin libéré de la liberté !

La conséquence la plus marquante et – il faut le dire – effrayante de cette transition vers l'homme numérique est l'effacement progressif et salutaire, dans l'esprit de la Caste, de la liberté. La décision est un drame nous dit Harari. Elle est irrationnelle et marqué du sceau de l'erreur. L'internet des corps (*Internet of Body* - IoB) pourrait conduire à mettre au point un logiciel permettant de détecter les émotions humaines à partir du mouvement des yeux ou des muscles faciaux. Mieux. En rattachant l'algorithme aux capteurs biométriques, il lui sera loisible de déterminer ce qui occasionne la variation du rythme cardiaque, de la tension artérielle ou l'activité cérébrale, c'est-à-dire de mettre à nu les véritables processus à l'œuvre dans la machine humaine et qui nettoieront son processus décisionnel de la mauvaise foi, de la peur, de l'irrationalité. Cette utilisation des algorithmes est « *tremendum et fascinans* » car elle met en concurrence la parole et le corps, les mouvements du corps venant trahir une parole potentiellement fallacieuse. Tout ce qui fait l'humanité, la parole, est suspecté de tromperie. Le piratage de l'homme, son hacking par l'IoB serait une opportunité pour *fiabiliser* toute décision dont la liberté n'est qu'une errance. « Dès lors que l'IA prendra de meilleures décisions que nous sur nos carrières, voire nos relations, nous devons

¹²² Yuval Noah HARARI, *op. cit.*, p. 95

¹²³ Nous reviendrons dans le chapitre suivant sur ce point essentiel qui est au cœur du Great Reset.

revoir notre conception de l'humanité et de la vie (...) Du jour où nous commencerons à compter sur l'IA pour décider quelle discipline étudier, où travailler, qui épouser, la vie humaine cessera d'être un drame de la décision. Les élections démocratiques et le marché n'auront plus guère de sens. De même que la plupart des religions et des œuvres d'art. »¹²⁴ Le cœur du Great Reset est bien dans cette réinitialisation de l'homme libéré de la liberté. Yuval Harari n'y va pas par quatre chemins pour affirmer la nécessité vitale de se débarrasser de la liberté : sous l'Empire de Google et de Baidu, le « libre arbitre » apparaîtra probablement comme un « mythe »¹²⁵. L'épisode sanitaire doit être lu dans cette perspective-là qu'il s'agisse du confinement, du port du masque, des protocoles, des *pass*, de l'obligation vaccinale masquée. Il s'agit d'une expérimentation à grande échelle de l'accoutumance progressive à la servitude : une servitude rassurante, une servitude qui soit la face sombre, le prix à payer pour un *welfare* confortable. Le Great Reset agit sur deux instincts de l'homme et les met en contradiction : l'appétence naturelle à la liberté et le besoin de sécurité. La Caste, par l'immigration massive, le narratif pandémique, a tout fait pour créer une scène mondiale chaotique, un « Agenda du Chaos » comme le dit Éric Verhaeghe¹²⁶, où le seul instinct dominant est celui de la sécurité voire de la survie. L'acceptation de la surveillance, du *tracing*, du *tracking*, en un temps record (du 16 mars 2020 au 12 juillet 2021 en France), dans une société, qui, peu de temps auparavant, plaçait son idéal dans la démocratie et la mobilité universelle, fut une expérience inouïe de domestication de masse. Yuval Noah Harari en avait, dès 2018, anticipé les effets : « Nous créons aujourd'hui des êtres humains apprivoisés qui produisent d'énormes quantités de données et fonctionnent comme des puces très efficaces dans un immense mécanisme de traitement de données, mais ces vaches à data ne maximisent guère le potentiel humains ». C'est ainsi que le Forum Économique Mondial de Davos perçoit l'homme, toujours prêt à mépriser celui qu'il exploite précisément parce qu'il l'exploite et qu'il lui offre le pitoyable spectacle de sa soumission sans condition. De l'homme

¹²⁴ Yuval Noah HARARI, *op. cit.*, p. 109.

¹²⁵ Yuval Noah HARARI, *op. cit.*, p. 97

¹²⁶ Eric VERHAEGHE, haut-fonctionnaire, ancien élève de l'ENA, est le fondateur du remarquable site *Le Courrier des Stratèges* et l'auteur de l'ouvrage : *Le Great Reset, mythes et réalités*, Cultures & Racines, Paris, 2021.

« augmenté » à l'homme diminué, humilié, il n'y a qu'un pas, que l'idéal transhumaniste ne se gêne pas de franchir.

L'e-1917

L'imaginaire révolutionnaire est l'inspirateur de cet idéal de l'homme augmenté. Il s'agit de dépouiller l'homme de ses préjugés, de le débarrasser des oripeaux de son ancienne culture, de l'« Ancien régime » démocratique pourrait-on dire, car comme le dit Yuval Harari « (s)ous sa forme présente, la démocratie ne saurait survivre à la fusion de l'infotech et de la biotech ». Il s'agit de le libérer de ses résistances intérieures qui l'empêchent d'accélérer la recréation prométhéenne de l'homme par l'homme et d'accomplir ainsi la « régénération » d'un homme désormais obsolète. Si « nous devenons d'ores-et-déjà de minuscules puces dans un système géant de traitement de données que personne ne comprend vraiment »¹²⁷, c'est parce que la Révolution anthropologique a déjà commencé : l'homme n'est plus qu'un artefact constitué par ses données numériques. L'enjeu autour de l'identité numérique européenne est bien résumé par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, dans son discours sur l'état de l'Union, le 16 septembre 2020. L'identité numérique est présentée comme un support facilitateur permettant de nous connecter, de manière sécurisée, sur tout site proposant des services comme des achats, des locations, ou le paiement des impôts. Si la notion de sécurité, la stratégie marketing habituelle inspirée des cabinets de conseils, permet de préparer le consentement des populations, le terme qui vient très rapidement comme étant le cœur du projet est celui de « contrôle » : « contrôler quelles données nous partageons ». De la sécurité au contrôle des données, la frontière est pour le moins ténue. Et ce, d'autant plus que cette identité numérique concerne tant l'identité civile, l'identité fiscale, l'identité financière que l'identité sanitaire. Le site de la Commission européenne met en évidence un atout très significatif de l'identité numérique européenne : la possibilité offerte de contracter un prêt auprès d'une banque : il est évident que la centralisation de toutes les données personnelles – identité civile, lieu d'habitation, données sanitaires, données fiscales, données financières, données sur la consommation - va permettre d'effectuer une véritable enquête de moralité et de solvabilité sur le futur emprunteur. Mieux, elle

¹²⁷ Yuval Noah HARARI, *op. cit.*, p. 109.

va permettre de critériser sous la forme d'une note ou d'un score l'attribution aujourd'hui d'un crédit bancaire, peut-être demain l'accès à des transports, à des services de bases. Derrière le portefeuille européen d'identité numérique croisé avec le passeport sanitaire européen renouvelé jusqu'en juin 2023 avec leur QR code et leur technologie biométrique, devient possible la cybernétique mise en place par le Parti communiste chinois faite de confinement, de droit de sortie, de contrôle social et de dystopie délétère nous ramenant à l'imaginaire carcéral des camps de concentration ou des goulags.

La révolution anthropologique du Great Reset tient à la création d'un *homo sovieticus* d'un genre nouveau. L'homme du Great Reset tend à devenir un hub de données, il est l'homme plate-forme qui contient des *data* mises en commun avec le reste de l'humanité. Le monde du Great Reset est de ce point de vue un kolkhoze de données dont l'homme n'est que le vecteur tout comme *l'homo sovieticus* était le vecteur d'une force de travail mise au service de la collectivité. Toute l'architecture numérique est destinée à nous faire produire des données. L'usine 4.0, nom du projet allemand visant à moderniser les industries, est en dernière instance, l'homme lui-même. Par l'intermédiaire des supports numériques qui encadrent son quotidien, il est appelé à être, malgré lui, un Stakhanov de la production de données ; Netflix, Apple, Google, Facebook, Microsoft, et maintenant Pfizer et les industries biotech ainsi que les BATX en Chine, organisent la mise en commun des moyens de production de données qui sont à mon sens la marque de ce communisme postmoderne : « Nous ne sommes pas leurs clients : nous sommes leurs produits », marque suprême de l'aliénation et de la réification dont parlait Marx lui-même. « Au XXIème siècle, nous dit Harari, les data éclipsent à la fois la terre et les machines pour devenir l'actif le plus important : et la politique sera un combat pour contrôler le flux de data » et de reconnaître « comment réglementer la propriété des data. Ce pourrait bien être la question politique la plus importante de notre époque. »¹²⁸

L'homme-données

En effet, les données numériques sont un actif. D'elles procéderont la santé, la crédibilité sociale, la sociabilité, la culture, la pensée, la monnaie même puisque les blocs géopolitiques rivalisent pour créer leur

¹²⁸ Yuhal Noah HARARI, *op.cit.*, p. 148

monnaie numérique. Ainsi, se crée un monisme numérique, une sorte de code commun autour du nouveau Logos algorithmique. C'est sans doute la raison pour laquelle, Jacques Attali, dans une conférence TED (*Technology Entertainment and Design*), passée relativement inaperçue en mai 2021 et pourtant fondamentale, appelle à une révolution des codes, qu'il s'agisse des codes sociaux, des codes vestimentaires, alimentaires, numériques et enfin génétiques.¹²⁹ Jacques Attali emploie le terme de « révolution » qui consiste, dans une terminologie issue de l'informatique, en une réinitialisation des codes, des « logiciels » constitutifs de nos civilisations, des *habitus* qui sont au fondement de notre manière d'être dans le monde. Le mondialisme n'est pas simplement politique. Il est avant tout anthropologique et relève d'une refondation de l'homme par l'abstraction numérique destinée à araser tous les particularismes culturels, civilisationnels, coutumiers, spirituels forgés par des siècles d'histoire. La révolution des codes inscrite par Jacques Attali dans « une économie de la vie » a pour vocation d'effacer les empreintes différenciatrices de la culture, de la spiritualité – notamment celle de l'Incarnation chrétienne – pour précipiter l'humanité dans un syncrétisme indifférenciant et massifiant et réaliser ainsi non seulement une mondialisation politique mais une mondialisation de nature anthropologique.

¹²⁹ Voir notre analyse de cette vidéo sur le site Alliance pour la France : <https://alliancepourlafrance.com/2021/07/20/le-great-reset-ou-la-revolution-des-codes-reflexions-sur-une-video-de-jacques-attali/>

Le Great Reset est un projet politique, anthropologique et nous avons vu à quel point il s'agissait de refonder à la fois la cité et l'homme. Pourtant, ce projet est animé d'une démarche non seulement politique mais aussi est surtout spirituelle. C'est même cet aspect qui en est le principal moteur et l'élément le plus complexe à décrypter. Car si l'action politique est totalement transparente – tout le plan du Great Reset est public – la démarche spirituelle, elle, n'est pas clairement exposée ou en tout cas n'est pas explicitée. Mais on peut compter sur la Caste pour laisser suffisamment de signes éloquentes et livrer la funeste motivation de cette « Grande bascule »¹³⁰. Or, il apparaît que le projet du Great Reset entretient des similitudes frappantes avec la Gnose ou plus exactement la « fausse Gnose » qui s'est développée après les Pères de l'Église. Roland Hureaux, dans *Gnose et gnostiques, des origines à nos jours*¹³¹ tente de cerner une définition de la Gnose à partir de son étymologie. Le mot « gnose » signifie en grec « connaissance », « savoir ». Pour le *Nouveau Testament*, les Premiers Pères de l'Église, l'objet de la gnose est la révélation de Jésus-Christ. « La Gnose de Dieu, c'est Jésus-Christ » comme le dit Ignace d'Antioche. Mais saint Paul dénonce l'apparition d'une fausse gnose dans sa *Première Lettre à Timothée* (I, 6, 20-21) : « Timothée, garde le dépôt de la foi. Tourne le dos aux bavardages impies et aux objections de la pseudo-connaissance : en s'y engageant, certains se sont écartés de la foi. Que la grâce soit avec vous. ». Il s'agit donc d'une connaissance des mystères divins placée sous le signe de l'hérésie réservée à une élite.

Cette fausse connaissance qui se développe à partir du Ier siècle après J.-C. présente des invariants qui vont traverser les siècles et dont Roland Hureaux essaie de dresser une typologie.

¹³⁰ Dans la *Quatrième Révolution industrielle*, Klaus Schwab évoque déjà « les points de bascule » (p.55). Ses serviteurs, comme Emmanuel Macron, se chargeront de parler de « Grande bascule » comme le rapporte *Le Point* dans l'article « Macron, l'été de la Grande Bascule », le 1^{er} septembre 2022 ...

¹³¹ Roland HUREAUX, *Gnose et gnostiques, des origines à nos jours*, Desclée de Brouwer, Paris, 2015.

Cette fausse gnose affirme avant tout la coexistence d'un Dieu avec un D miurge créateur de la matière, entraînant la condamnation radicale de la chair et la négation du Mystère de l'Incarnation dans l' cole d'Antioche, notamment. On retrouve le dualisme (Dieu bon et Dieu malin) chez Marcion (85-165) ainsi que la négation de la chair humaine du Christ. Dès le Ier siècle, l'Incarnation n'est considérée par la fausse gnose que comme une apparence : le doc tisme (de *dokein* = apparence) considère que le Fils prit l'apparence de l'homme pour accomplir sa mission qui est d'initier, de professer une connaissance par une pédagogie discursive. Il est « pure parole ». Il enseigne mais ne fait fondamentalement rien d'autre.

Dans les manuscrits de Nag Hammadi datant du IIème siècle au Vème siècle, l'homme est présenté comme étant produit par des puissances démoniaques. Ainsi se réaffirme le mépris de la chair, la valorisation de l'esprit et de la connaissance qui est la seule source de salut d'où le mépris pour la sexualité et un attrait de la fausse gnose pour l'androgynie qui est la caractéristique fréquente des êtres supérieurs dans les différentes cosmogonies de la Gnose antique.

La gnose se caractérise de surcroît par l'importance des chiffres. Pour Pythagore, les nombres sont des entités réelles. Les lois de la nature elle-même ont un caractère mathématique. Ainsi, s'opère le glissement vers l'idée selon laquelle les « nombres régissent le monde ». Il est intéressant à cet égard de constater, à travers la philosophie grecque pythagoricienne et platonicienne et plus tard à travers la kabbale, le rationalisme et le culte des statistiques à quel point la postmodernité confère une réalité au chiffre. (« les chiffres ne mentent pas »)

C'est peut-être ce qui explique que les gnos s, comme le dit Roland Hureaux, « sont généralement anhistoriques » : les personnages cités dans les gnos s sont généralement des entités abstraites, désincarnées, qui animent une cosmogonie mais ne s'inscrivent nullement dans une trame historique, un récit et encore moins une «  conomie du salut ». Cette anhistoricit  des gnos s se retrouve dans la stratégie de l'oubli historique élaboré par le monde postmoderne. Il ne faudrait pas croire pour autant que la gnose est coupée des réalités humaines car il existe bien une sorte de sociologie gnostique. Les gnos s relèvent d'un univers hiérarchique, dans une division tripartite entre les pneumatiques (les hommes de l'esprit), les psychiques (de psyché :  me)

et les hyléiques (de hylé : la matière), une tripartition que nous retrouvons dans la sociologie postmoderne.

La gnose repose de manière radicale la question philosophique du rapport entre l'homme et la nature. La philosophie grecque classique est fondée sur une superposabilité entre le Cosmos et le Nomos, l'ordre du monde auquel il convient de se conformer pour être heureux. La gnose a provoqué un changement de paradigme philosophique et spirituel : le « moi gnostique » comme le dit Roland Hureaux est un être exilé, extérieur au monde présent et offre ainsi un avant-goût du « sujet moderne »¹³². La gnose récuse l'idée d'un Cosmos tenu pour bon et celle d'un Nomos qui est « tout à la fois l'ordre du monde, la loi de la Cité et la loi morale ». Ainsi sont posés les germes d'une différence ontologique radicale entre l'homme et la nature, un fossé, nous dit Roland Hureaux citant Hans Jonas qui « ne devait plus jamais se refermer ».

Mais, le plus important réside dans le fait que le Dieu de la fausse Gnose n'est pas révélé mais demeure caché, étranger, créant deux ordres distincts dans une métaphysique imprégnée de néo-platonisme : l'âme, aliénée dans le monde sensible, est plongée dans un sommeil profond – autre thème important de la gnose - et il convient de la réveiller par une initiation. Cette idée d'un Dieu caché, ayant déserté sa création, n'est pas sans rappeler le Dieu de la Kabbale juive en particulier chez Isaac Louria (1534-1572) pour lequel la création du monde est le résultat d'une rétraction (« *Tsimtsoum* ») du Dieu infini (*En-sof*) s'exilant ou se contractant en lui-même comme le rappelle Pierre Hillard dans *Des origines du mondialisme à la Grande réinitialisation*¹³³. C'est la rétraction de Dieu qui détermine la nature métaphysique du monde : pas de distinction entre un ordre de la nature et un ordre de la grâce comme dans le christianisme. Dans la gnose, et en particulier la gnose kabbalistique, « le monde issu de la Rédemption (rachat du genre humain par le Christ) doit être détruit de fond en comble au profit du modèle talmudo-kabbaliste couronné par l'arrivée du « Messie » d'Israël » et le monde, supposément souillé par l'héritage catholique, doit être nettoyé, désinfecté de ses souillures par la « réparation du monde » (« *Tikkoun olam* »). Cette logique

¹³² Roland HUREAUX, *ibid.*, p. 139

¹³³ Pierre HILLARD, *Des origines du mondialisme à la Grande réinitialisation*, Cultures & Racines, Paris, 2022, p.84.

de réparation des souillures issues du catholicisme est clairement à l'œuvre dans la Kabbale du XVI^{ème} siècle qui en est le creuset théorique mais aussi dans la Franc-maçonnerie et la Révolution française. Il est, même de loin, difficile de ne pas voir les effets de continuité entre la « grande réparation » gnostique, kabbalistique, et le Great Reset car tous deux ont un objectif commun : détruire le substrat catholique, l'Empire romain d'Occident et l'Orient, si l'on peut dire, au profit d'un autre Empire, fondé sur le judaïsme postmosaïque, la franc-maçonnerie dont le monde anglo-saxon paraît être un des vecteurs efficaces.¹³⁴ Il se joue aujourd'hui, historiquement, spirituellement, ce qui s'est joué dans la fausse gnose et le christianisme dès le I^{er} siècle. C'est ce point que nous nous proposons d'analyser dans ce qui suit en étudiant les facettes de cette gnose postmoderne : la fausse connaissance, l'émergence d'un nouveau Dieu malin, l'imaginaire apocalyptique du Great Reset, la mystique monétaire imposée par la Caste et les implications géopolitiques qui laissent apparaître une césure civilisationnelle inattendue.

¹³⁴ On pourra se reporter avec profit à l'ouvrage d'André PICHOT : *Aux origines des théories raciales, de la Bible à Darwin*, Flammarion, Paris, 2008. L'auteur y évoque le *British Israelism* (anglo-israélisme), un courant religieux qui considère que les Anglo-saxons vivant en Angleterre et aux Etats-Unis sont les descendants directs des dix tribus perdues d'Israël.

Le Great Reset n'aurait jamais été possible sans une conquête fondamentale qui ne relève pas du politique mais qui s'adresse au cœur même de l'expérience et de la vie humaine. La guerre véritable entre les élites et le peuple relève d'une conquête ayant pour objet le cerveau. C'est cela qu'ils convoitent car c'est l'instrument qui peut très efficacement se retourner contre son propriétaire. La « connaissance » a dès lors été envisagée par la Caste comme un enjeu stratégique permettant d'asseoir une domination, d'orchestrer une soumission cognitive mais aussi et surtout mentale et morale.

L'économie de la connaissance ou le « cerveau général »

C'est à la fin des années 1990 et au début des années 2000 qu'émerge le concept d'« économie de la connaissance » en particulier lors du Sommet européen de Lisbonne du 23 et 24 mars 2000 dont les conclusions font apparaître les piliers de l'économie de demain dans un optimisme saint-simonien qui déborde de chaque ligne. L'Union européenne se trouve dans un « formidable bouleversement induit par la mondialisation et par les défis inhérents à une nouvelle économie fondée sur la connaissance ». Le concept de « connaissance », accolé au substantif « économie », fait du « cerveau » un agent économique à part entière, ainsi qu'un bien économique dont la propriété intellectuelle est la manifestation. Dès 2000, le Sommet européen de Lisbonne évoque la nécessité heureuse d'une « transition » vers une économie fondée sur la connaissance. Le paragraphe 8 explicite cette position de principe en lui conférant un instrument : « Le passage à une économie numérique fondée sur la connaissance, favorisé par l'existence de biens et de services nouveaux, sera un puissant facteur de croissance, de compétitivité et de création d'emploi ». ¹³⁵ C'est le numérique qui offre cette opportunité de transformer l'économie matérielle et industrielle en économie servicielle et immatérielle, d'où l'importance de mettre l'« information » au centre

¹³⁵ Conseil européen de Lisbonne, « Conclusions de la Présidence », partie I, § 8, 23-24 mars 2000.

du dispositif économique des années à venir. L'économie, selon les conclusions du Sommet européen de Lisbonne est moins un flux d'échanges matériel qu'un flux informationnel qui engendre des plus-values et qui est lui-même « créateur de valeurs ». La matière première clé de ce modèle économique n'est plus tant l'énergie, les denrées, les biens que l'immatériel que sont l'information, la connaissance ou les « compétences ». A côté des facteurs traditionnels de production que sont le capital et le travail, vient s'imposer un troisième facteur de production, celui du « capital-savoir », du capital cognitif qui engendre un véritable capitalisme cognitif dont le modèle est définitivement post-industriel. Ce capitalisme cognitif a engendré un récit qui est encore prégnant aujourd'hui. Avec une rhétorique managériale, les dirigeants européens ont su rendre attractif un nouveau modèle fondé sur la mise en réseau par le numérique, sur fond de collaboration internationale dans le domaine de la Recherche et développement. Nul doute que la coopération en la matière ne constitue une stimulation technologique et économique profitable mais nous n'avons pas vu, à l'époque, tous les wagons que cachait la locomotive. L'idéal du réseau internet était présenté comme une accessibilité accrue dans les connaissances, la fluide circulation de l'information et du savoir, une sorte de révolution de l'imprimerie transposée dans le monde postmoderne, exprimée dans le sens d'une démocratisation. Le point de vigilance demeurait l'accessibilité du support technique et l'acquisition de compétences numériques (la « fracture numérique ») mais, une fois cette barrière surmontée, rien ne pouvait s'opposer à une transfiguration sociale globale et à une mondialisation démocratique des connaissances et des compétences. L'idéal demeurait la création d'un cerveau global et il y avait un effet d'entraînement vertueux, selon les thuriféraires de la mondialisation heureuse, entre la mondialisation économique et la mondialisation des flux informationnels qui devaient s'autoengendrer et s'autoentretenir l'une l'autre. L'économie de la connaissance n'était autre qu'une économie du *nous* global, avec une forte unité idéologique et une identité politique fortement marquée.¹³⁶ L'Internet ne devait qu'être le véhicule de cette idéologie mondialiste et une mise en commun des moyens de production de l'intelligence. Il s'agissait déjà d'un vaste système cognitif

¹³⁶ Cela n'est pas sans faire penser au monopsychisme, nom donné par Leibniz à la théorie selon laquelle l'intellect de tous les hommes serait unique et, de fait, séparé de l'individu qui n'en est que le support.

commun destiné à unifier les individus dans une Matrice noétique guidée par la cybernétique mondialiste et l'idéologie technicienne. On reconnaîtra aisément le principe gnostique du « salut par la connaissance ». Adapté au domaine strictement économique et à un matérialisme hédoniste, ce « salut » moderne, naturalisé reprenait en effet les mantras de la social-démocratie, du libéralisme et de la mondialisation heureuse pour annoncer la fin de l'histoire. A bien des égards, le début des années 2000 était encore sous l'emprise de la théorie de Francis Fukuyama dont l'Union européenne, les instances internationales relayaient complaisamment et aveuglément le contenu doctrinal.

Quelle est le sens véritable de cette « économie de la connaissance » ? La dématérialisation de l'économie s'est nourrie de son immatérialisation. Pierre Veltz, dans *La société hyperindustrielle*, prend à rebours la tendance supposée à une société postindustrielle. L'on assiste en effet à une forme de « dématérialisation » de l'économie en réduisant l'empreinte matérielle dans la mesure où il faut de moins en moins de matière pour assurer une fonction donnée. Veltz prend l'exemple des « canettes » en aluminium qui pesaient 85 grammes dans les années 60 pour ne plus peser que 9,5 grammes aujourd'hui. Mais l'« effet rebond » étudié par William Stanley Jevons montre que l'économie de matière réalisée sur une production est compensée par l'utilisation de matière énergétique ou la démultiplication des objets produits sous l'effet de la société de consommation. L'économie n'est pas devenue véritablement postindustrielle mais c'est l'industrie elle-même qui n'est plus simplement manufacturière et se trouve dans les pôles de recherche, les centres de développement, les centres logistiques, les unités commerciales, les *data centers*. Pierre Veltz résume cette mutation dans une formule : « La France industrielle est, très largement, une France de bureaux et de cols blancs ». ¹³⁷ Il n'y a pas à proprement parler de « désindustrialisation » mais plutôt une externalisation des fonctions support (restauration, comptabilité, paie) et recherche de productivité par une robotisation accrue qui se traduit par les politiques industrielles d'usine 4.0, notamment en Allemagne. L'effet de l'économie de la connaissance a été de réorganiser l'agencement du tissu industriel : l'usine n'est plus le cœur du tissu industriel mais devient un « nœud dans

¹³⁷ Pierre VELTZ, *La société hyper-industrielle : le nouveau capitalisme productif*, Seuil, Paris, 2017, p. 26.

un réseau plus vaste » à tel point que l'on est fondé à parler de « global factory » ou d'« Internet physique des flux logistiques ». L'industrie est organisée en effet comme un réseau, une plateforme reproduisant la structure de l'univers numérique avec des interconnexions multiples permettant une interaction producteur-client. L'industrie devient ainsi servicielle et, inversement, les services empruntent les méthodes, les codes à l'industrie. Le Great Reset est plus un point d'aboutissement qu'une amorce. Il est le point de bascule qui fait du maillage numérique (fibre optique, réseaux informatiques, fermes de serveurs, cloud, logiciels partagés) la boîte crânienne d'un « cerveau général ». Les données, les idées, les informations constituent le contenu de ce « cerveau général »¹³⁸. Le tissu industriel postmoderne en est une forme d'incarnation. C'est pour cette raison du reste que la propriété intellectuelle est aujourd'hui l'objet d'une conflictualité forte entre les personnes privées, les Géants ou Titans industriels, voire les États.

Le cerveau, nouvel objet de conquête

Le narratif créé autour de cette « économie de la connaissance » s'est très rapidement paré des atours d'une mystique progressiste à connotation religieuse dans les instances internationales comme le Programme des Nations Unies pour le Développement, la Banque Mondiale, l'ONU, l'Union européenne ou l'OCDE. L'« économie de la connaissance » permet, selon ses thuriféraires, l'émergence d'une classe créative animée d'une force d'invention à côté de la force de travail, majoritairement soumise à la robotisation. Les cabinets de conseils avec force brainstormings et powerpoints ont eu pour fonction d'animer et de coacher, moyennant finances, cette force créative permettant d'optimiser l'efficacité des structures productives ou d'améliorer en continu les services rendus au public. Le mythe de l'innovation permanente, de la créativité entrepreneuriale infinie a posé les bases d'une sociologie nouvelle assez similaire à celle de Saint-Simon.

Cette « économie de la connaissance » a même enfanté une langue qui a permis d'asseoir l'anglais, ou plus exactement le « globbish » comme nouvelle langue internationale. En réalité, il s'agit d'avantage d'une sorte d'esperanto qui s'est affirmée comme une langue véhiculant l'idéologie du pragmatisme, de l'efficacité, de l'immédiateté. Cette langue nouvelle,

¹³⁸ Pierre VELTZ, *ibid.*, p. 61.

baragouinée par une armée innombrable de consultants, banquiers ou financiers fut du reste un signe de reconnaissance, le signe de l'appartenance à une Caste de « pneumatiques » qui ont longtemps eu pour fonction d'initier les « psychiques » des TPE ou de la fonction publique à leur verbiage. Le secteur privé et le secteur public ont largement été entraînés dans cette rhétorique gnostique du salut par la « connaissance » au point de consentir à un système où la figure du « consultant » est devenu l'initié, le « pneumatique » qui offre la voie vers la réussite à toute entreprise humaine. C'est cette captation qui explique le « Système Mc Kinsey » dans lequel le gouvernement français s'est totalement laissé enfermer d'où une apparente défense de la Science, de la Raison alors que les décisions les plus rocambolesques ou les plus irrationnelles étaient prises au sujet des vaccins, des économies d'énergie sous l'influence de gourous n'ayant pour compétence que la capacité à modéliser une procédure décisionnelle sur n'importe quel sujet.

Le cerveau, les capacités cognitives ou plus globalement la raison sont devenus dans le monde du Great Reset des bastions à prendre par la Caste. Les procédés relatifs à la fabrique du consentement relèvent de cette conquête du cerveau. Si Herman et Chomsky avaient défini le modèle de propagande dès 1988, les techniques de maîtrise du cerveau n'ont fait que s'accroître notamment dans l'ingénierie de masse qui a été imposée par la politique sanitaire et la politique énergétique visant au zéro carbone. Dans les deux cas, la Science est totalement pervertie au service d'un narratif politique qui tient lieu de cadre exclusif de la rationalité. Le slogan de consultant devient dès lors axiome scientifique (comme le « Tous vaccinés, tous protégés »). Le Globbish devient Logos.

La prédation du cerveau par l'« éducation »

Cette captation du cerveau serait impossible sans un travail préparatoire qui prend en Occident plusieurs formes délétères. Il est à craindre que l'éducation ne joue un rôle néfaste de conditionnement du cerveau au consentement. Les programmes scolaires, influencés par l'idéologie progressiste, ne cessent de se détourner des savoirs fondamentaux pour alimenter un *habitus* moralisateur véhiculant soumission et conformisme. Poreuse au culte diversitaire, exposée à la force de pénétration d'associations droits-de-l'hommes ou d'inspiration cosmopolite, imprégnée par l'écologisme niais du sauvetage de la planète, l'éducation nationale tombe dans tous les pièges du Great Reset. Par son idéologie remplociste, béatement universaliste et écolo-

punitive, elle conditionne les esprits à la dénégation de tout ce que la culture européenne a apporté à l'humanité. Le cerveau est tiraillé, l'esprit est comme divisé. L'enfant est, dès sa prise en charge par l'État, managé dans une révolte permanente et moutonnaire au nom de l'Empire du Bien et du Mensonge, dans un conformisme de « mutin de Panurge » comme le disait Philippe Muray. Nous sommes toujours, plus que jamais, dans « Cordicopolis ». Il n'y a que « bienveillance », « accompagnement », « parcours personnalisé ». Mais prenons bien garde comme nous y invitait Philippe Muray : « Tous les cerveaux sont des kolkhozes. L'Empire du Bien reprend sans trop les changer pas mal de traits de l'ancienne utopie, la bureaucratie, la délation, l'adoration de la jeunesse à en avoir la chair de poule, l'immatérialisation de toute pensée, l'effacement de l'esprit critique, le dressage obscène des masses, l'anéantissement de l'Histoire sous ses réactualisations forcées, l'appel kitsch au sentiment contre la raison, la haine du passé, l'uniformisation des modes de vie. »¹³⁹ Ces lignes, écrites en 1991, n'ont pas pris une ride et ressemblent à la feuille de route des ministres de l'Éducation Nationale qui se sont succédés pendant plus de 20 ans et dont Pap N'Diaye est la figure emblématique. Le moralisme éducatif qui sévit depuis si longtemps pousse sur les décombres de la raison dont les performances en sciences des jeunes Occidentaux offre un cruel témoignage. Chaque jeune cerveau endoctriné par la « moulinette collectiviste » est une prise de guerre pour la Caste. Le comportement moutonnier des Français lors de l'aberrante politique sanitaire qui a bien failli enterrer la médecine en est la terrible manifestation. Le « cœur est collectiviste par essence » alors que « le cerveau malheureusement, le pauvre, est toujours plus ou moins fractionniste, dissident par vocation, vilainement sécessionniste, antipathique de toute façon »¹⁴⁰. La discrimination, la distinction, constitutives de la pensée, marques indélébiles de la civilisation européenne sont priées de plier bagage. Le cerveau est en effet le bastion à faire céder, à coloniser par les intermittences du cœur et les désordres de la passion.

La conspiration de la Caste médiatique contre la Raison

Le « narratif » médiatique, outre le travail de sape de l'Éducation Nationale, est bien là pour substituer le récit à l'analyse, l'image au

¹³⁹ Philippe MURAY, *L'Empire du Bien*, Perrin, col. Tempus, Paris, 2019, p. 86.

¹⁴⁰ Philippe MURAY, *op. cit.*, p. 116.

concept, les passés à l'actualité, l'émotionnel au rationnel. La recette a fonctionné pour le récit « Covid ». Elle est diablement efficace pour le récit « Ukraine ». Et à n'en pas douter fonctionnera pour le récit « Sauver la planète ». Toutes les étapes du Great Reset sont portées par cette colonisation des cerveaux par la passion primaire, notamment la peur, l'instinct grégaire et la moraline¹⁴¹.

La notion de « complotisme », de « conspirationnisme » s'inscrit parfaitement dans cette stratégie de pétrification des cerveaux. Avant d'informer, les médias adoptent la stratégie de Méduse, cette créature mythologique, petite fille de Gaïa et de Pontos, qui a le pouvoir de pétrifier celui qui croise son regard. Or, l'éducation postmoderne et la « grande Presse » (Renaud Camus) ont pour fonction de pétrifier le cerveau de celui qui adopte une attitude circonspecte à l'égard des narratifs qui lui sont offerts. Le « complotisme » est la disqualification majeure adoptée par ces instances. Disqualification du jugement avant tout, puis disqualification de l'exigence simple de rationalité puisque le concept a perdu son sens moderne de « conjuration » pour rejoindre son sens étymologique probable qui le rattache à la « pelote » selon Alain Rey. Le complotiste, en effet, n'est plus simplement celui qui voit une conjuration universelle cachée contre des peuples ou des particuliers mais celui qui souhaite défaire la pelote pour comprendre l'enchaînement de tels ou tels événements. L'accusation de complotisme est ainsi une injonction à l'anesthésie de la raison, une pétrification imposée du jugement et de la compréhension. Les *fact checkers*, les décodeurs de la grande Presse ont pour fonction essentielle d'arbitrer ce combat contemporain entre le récit, le fameux « narratif » et l'analyse rationnelle. Le « complotisme » est l'imposture créée par la Caste pour éviter que les phénomènes épars d'un monde complexe ne soient rassemblés, jugés et que l'on reconstruise la logique d'une action à grande échelle. La complexité du monde est en effet une barrière déjà forte pour une appréhension intellectuelle : cette barrière devient une forteresse lorsque l'interdit du « complotisme » est l'autre nom du renoncement à l'interrogation, à la compréhension rationnelle. Le « narratif » est ce qui est servi aux enfants et il n'est pas surprenant que la stratégie médiatique,

¹⁴¹ Le terme « moraline » est employé par Nietzsche pour désigner par dérision la morale chrétienne. Par extension, la moraline caractérise aujourd'hui la morale bien-pensante et le politiquement correct.

l'environnement sociétal maintiennent les adultes dans l'enfance ou l'adolescence pour qu'ils persistent dans l'appétence aux « histoires » simples. L'époque contemporaine se caractérise par un reflux tragique de la raison. Le « complotisme », la « diabolisation » sont les stratégies essentielles pour accentuer la pétrification non seulement de la raison mais aussi de nos sens. Nous sommes invités par la caste à ne plus voir ce que l'on voit, à réduire toujours davantage le périmètre du pensable et du questionnable. Le cerveau postmoderne est une peau de chagrin, comme si nous avions conclu avec la Caste mondialisée, un pacte diabolique, ainsi que le scelle le héros du roman de Balzac.

Le Great Reset le plus inquiétant est cette réinitialisation du cerveau entreprise depuis longtemps. L'éducation, les soviétiques l'avaient compris, est le maillon stratégique de reformatage cérébral. Mais l'ère contemporaine, à partir de la rupture 68 décrite par Patrick Buisson, est allée beaucoup plus loin. Elle a réussi à sevrer le cerveau du sens de la beauté : l'architecture, la multiplication des éoliennes, la saturation des espaces par les signalisations commerciales comme le dit Renaud Camus dans *La Dépossession* est un désapprentissage fondamental de la beauté dans notre propre environnement de vie. Vivre dans la laideur, dans les plots jaunes, les travaux perpétuels, la saleté presque inhérente aux métropoles mondialisées d'Occident est une éducation à la laideur, une tiers-mondisation du cerveau occidental. L'installation de la laideur dans le quotidien, dans la perception, dans la sensibilité est une arme absolue de la Caste pour dépoétiser l'âme, lui faire perdre le sens du sublime, de l'héroïsme, des attaches chevaleresques qui faisaient la saveur de l'âme occidentale. Les cerveaux postmodernes sont fragmentés par la diversité qui vient les coloniser chaque jour. Ce sont des kaléidoscopes qui sont saturés de bigarrure cosmopolites, d'idées vagues, imprécises et éthérées, qui ont renoncé à leur lien à la langue, à l'art et à la terre. Ainsi, autant qu'une dépossession, il s'agit d'une possession, d'un envoûtement dans l'enfer diversitaire et la soumission à un nouvel ordre mondial pour lequel il est de plus en plus modelé.

Cette conquête du cerveau trahit suffisamment les intentions malignes de la Caste qui prépare l'homme à sa propre destitution. Chercher à reprogrammer le cerveau a une finalité : donner à l'homme une autre place dans le monde, en faire, comme dans la gnose, le Dieu maudit qu'il convient de conjurer, ou comme dans toute tragédie, le *tragos* dont il convient de purifier le monde.

L'écologisme

L'écologisme, sous ses aspects politiquement mobilisateurs, est sans doute la forme la plus apparente de cette gnose postmoderne. Ce mouvement est le cœur politique du Great Reset, notamment depuis qu'il a pris une forme antihumaniste qui ne peut que satisfaire les tenants du transhumanisme. Pour vouloir aller au-delà de l'homme, il ne suffit pas d'en prouver son inutilité ou son obsolescence, il faut aussi et surtout en prouver la nocivité.

C'est exactement la tâche que s'est assignée le mouvement écologiste dès ses origines. En dépit de ses oripeaux contestataires comme on le voit dans l'écologie politique d'inspiration gauchiste aujourd'hui, ce mouvement a pourtant partie liée avec le grand capital. Dans *L'élimination des pauvres*¹⁴², Gabriel Tereso nous rappelle qu'en 1968, période de révolution sexuelle et de contestation de la société de consommation, s'est constitué le Club de Rome. Composé de scientifiques, d'économistes reconnus, de hauts-fonctionnaires nationaux et internationaux, de riches industriels, le groupe est informel mais, dirigé par les membres de grands groupes médiatiques ou des universités financées par Rockefeller (MIT ou Université John Hopkins), il rassemble près de 52 pays et exerce une influence considérable, notamment par la production de concepts appelés à un bel avenir : le « développement durable » et la notion d'« empreinte écologique ».

Le Club de Rome

C'est le Club de Rome qui commande au MIT, en 1970, un rapport sur les limites de la croissance rédigé alors par Donella et Dennis

¹⁴² Gabriel TERESO, *L'élimination des pauvres*, Les Éditions du Bien Commun, Alençon, 2021.

Meadows. Le rapport repose sur un constat : l'augmentation continue de la population (de 1,6 milliards d'habitants en 1900 à 3,6 milliards d'habitants au début des années 70) et une croissance de la production industrielle qui double tous les 10 ans. Reprenant la loi ricardienne des rendements décroissants, le rapport montre que, dans un monde fini, une croissance de la population et de la production condamne l'humanité à la pénurie, et devient de fait « insoutenable » pour reprendre la terminologie contemporaine. Épuisement des ressources, impossibilité pour la planète d'absorber la production de pollutions, effets ciseaux grandissants entre la demande, illimitée, et l'offre, limitée : la croissance, dans un monde fini, est destinée à s'autodétruire. Aussi convient-il de prendre rapidement des solutions qui permettront d'éviter l'effondrement (« collapse ») : utilisation des nouvelles technologies¹⁴³, contrôle des naissances¹⁴⁴, recyclage des déchets. Mais le rapport ne se fait guère d'illusion sur les nouvelles technologies et reprend sur ce point un principe du *Sierra club*, mouvement écologiste fondé aux Etats-Unis en 1892 par John Muir : « Not blind opposition to progress, but opposition to blind progress ». Autrement dit, le seul progrès technologique ne suffira pas à enrayer la tendance à l'effondrement. Tout au plus ne fera-t-il que la lisser ou la retarder. Les auteurs en arrivent dès lors à la question de la population : « There are only two ways to restore the resulting imbalance. Either the birth rate must be brought down to equal the new, lower death rate, or the death rate must rise again. »¹⁴⁵ Bien sûr, Meadows tente de « rassurer » en montrant que la deuxième voie est empruntée par la seule « nature » et que l'homme ne peut avoir d'effet actif que sur la première, à savoir le contrôle de la natalité. Il n'en reste pas moins que Meadows place l'homme dans une urgence à agir et que des « mesures délibérées »

¹⁴³ Dennis et Donella MEADOWS, *The Limits to Growth*, Résumé établi par Eduard PESTEL, 1972 : « Will new technologies alter the tendency of the worlds system to grow and collapse ? Let us assume, however, that the technological optimists are correct and that nuclear energy will solve the resource problems of the world ».

¹⁴⁴ Dennis et Donella MEADOWS, op. cit. : « Let us also assume that the normal yield per hectare of all the world's land can be further increased by a factor of two. Besides we assume perfect birth control, practiced voluntary, starting in 1975 » et plus loin « producing only children who are actively wanted by their parents ».

¹⁴⁵ « Il n'y a que deux façons de rétablir le déséquilibre qui en résulte. Soit le taux de natalité doit être ramené au niveau du nouveau taux de mortalité inférieur, soit le taux de mortalité doit augmenter à nouveau ».

semblent devoir être prises dans ce domaine et augmenter le taux de pénétration des politiques publiques dans le domaine de la vie.

La planification des naissances

Les Etats-Unis n'ont pas attendu la réception du rapport Meadows pour s'avérer extrêmement proactifs dans le domaine du contrôle des naissances. Si la Conférence de Dacca dès 1969 avait déjà posé le problème de l'augmentation démographique en Inde, au Pakistan et en Afrique subsaharienne, c'est le programme américain de planning familial, Title X, qui va s'orienter vers les populations à faible revenus avec l'objectif de promouvoir la régulation des naissances, dans la logique du rapport Meadows. Gabriel Tereso montre que ces centres de planning attiraient les personnes de faibles revenus en offrant parallèlement des services de santé primaire, généralement, payants aux Etats-Unis. Title X s'inscrit dans la continuité du programme *War on Poverty* du président Johnson, mêlant problématique politique, démographique et sanitaire, qui n'était – déjà – qu'un paravent. La question de la croissance de la population est au cœur des préoccupations américaines en ce début des années 70 : doute sur la soutenabilité de la croissance, crainte d'un remplacement par les populations noires et pauvres. Ainsi, Richard Nixon demande à Henry Kissinger, alors Secrétaire d'États et président du Conseil de sécurité nationale (NSC) de préparer en 1974 un rapport intitulé *National Security Study Memorandum 200 : implications of Worldwide Population Growth for US Security and Overseas Interests (NSSM 200)*. Gabriel Tereso rappelle que Kissinger est très proche de Rockefeller, membre du *Council on Foreign Relations* (CFR) et cocréateur de la Commission Trilatérale en 1973 avec David Rockefeller et Zbigniew Brzezinski. Le rapport déclassifié et rendu public en 1990 met en évidence le caractère néo-malthusien de la politique étrangère américaine comprenant en termes de contrôle des populations trois volets : contraception, avortement et stérilisation. Ce contrôle est essentiel car il favorise, selon Kissinger, la stabilité politique de pays fournissant des ressources en matières premières, notamment l'énergie et les minerais. Au-delà, le *NSSM 200* cite la participation de la Banque Mondiale, du Programme des Nations Unies pour la population, de l'OMS ou de l'UNICEF dans le financement de ces programmes, la

croissance de la population ne manquant pas d'affecter la « pérennité de l'économie mondiale et par là la perspective pour la paix et la sécurité »¹⁴⁶.

L'homme, le nouvel intrus

L'écologisme est le résultat de cette conception de l'homme qui s'affirme dans le prolongement du rapport Meadows et des travaux d'officines mondialistes comme la Trilatérale, Bilderberg et le FEM de Davos. L'homme - pauvre en l'occurrence - est une sorte de Dieu malin qu'il convient d'exclure de la planète pour la régénérer et faire disparaître un miasme, nocif et de surcroît « inutile ». Paul Ehrlich, dans *La Bombe P* publié en 1968¹⁴⁷, prend beaucoup moins de précautions oratoires que les rapports américains pour dénoncer l'action malfaisante de l'homme sur la soutenabilité écologique. Pour lui, une « réduction drastique » de la population serait une solution finale au problème écologique. En 1972, il propose même une mise en équation de cet impact néfaste de l'humanité sur l'écosystème : I (impact) = P (population) \times A (abondance) \times T (technologie). Il est assez saisissant de voir que Bill Gates, deuxième financeur de l'OMS depuis le retrait des Etats-Unis, reprend cette modélisation pour mesurer l'impact de l'« empreinte écologique » de l'homme à travers l'émission de CO₂ dans une TED de 2010¹⁴⁸. Le gourou de l'informatique et de la santé propose, dans une méthodologie et une pédagogie similaires à celles d'Ehrlich, l'équation suivante : $CO_2 = P$ (people) \times S (service per person) \times E (energy per service) \times C (CO₂ per unit energy) et de déclarer « et voyons comment on peut réduire le résultat à 0 » ...

L'idolâtrie de la Planète

L'écologisme larzacois, vaguement idéaliste et crasseux, a trop longtemps caché ce projet anthropologique au cœur de l'écologisme mondialiste, profondément anti-humaniste et d'essence totalitaire. Drieu Godefridi pose ouvertement la question : l'écologisme, nouveau

¹⁴⁶ Cité par Gabriel TERESO, op.cit., p 83 : *NSSM 200*, Part IIC, « Food for Peace Program and Population ».

¹⁴⁷ Ce thème a été abordé auparavant par l'économiste britannique Thomas Malthus (1766-1834) même Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865), bien avant Paul Ehrlich.

¹⁴⁸ https://www.ted.com/talks/bill_gates_innovating_to_zero?language=fr

totalitarisme ?¹⁴⁹ Godefridi montre que l'écologisme naît d'une rupture anthropologique qui remplace la hiérarchie des êtres et la primauté de l'homme dans la Création par un « physicisme » où la nature réunit, dans un ensemble ontologiquement unifié, des êtres indifférenciés, hommes, animaux, végétaux, minéraux. Ces êtres constituent ce que certains écologistes appellent la « planète » qu'ils personnifient, magnifient en divinité primordiale et dont ils font une idole dans une psychologie collective assez archaïque. La « planète » est un topos indifférencié qui regroupe le « vivant » où même l'organique et l'inorganique se confondent dans un même objet d'adoration. La « planète » n'est plus Créature au sein de la Création mais Gaïa, force elle-même créatrice, identifiée à la Déesse Mère. Lorsque se manifeste l'injonction de « sauver la planète », on sent poindre dans les discours d'inspiration écologique une logique sacrificielle. Il convient, comme dans les sociétés archaïques, de sacrifier quelque chose pour entretenir la bienveillance de cette Déesse : la population pour Ehrlich, le Progrès pour l'écologisme de gauche. C'est ainsi que l'écologisme est paradoxalement fondé sur l'oubli d'une nature naturée, créée, au profit d'une nature exclusivement naturante. Par conséquent, on comprend les points de rencontre possible entre cet écologisme et le mouvement *woke* qui nie l'existence de toute loi naturelle. Le paradoxe est ainsi que l'écologisme est profondément coupé des lois de la nature. Il s'agit d'une « nature » sans nature d'où le succès de cette idéologie dans les milieux urbains. Le boboïsme est la manifestation sociologique de cette conception artificialisante de la nature, une nature sans lois propres, guidée exclusivement par les lubies idéologiques d'une classe pilotée, sans le savoir vraiment, par la Caste mondialiste.

L'écologisme, un anthropocentrisme négatif

Par une inspiration tout à fait gnostique, le discours écologiste oppose une divinité bienfaitrice, Gaïa, la fameuse « planète » à un Dieu malin, l'homme qu'il faut expurger et dont il convient de se débarrasser. Toute activité scientifique, industrielle, toute production est suspectée dès lors d'engendrer le « collapse » Il est d'ailleurs paradoxal que ce discours d'inspiration anti-humaniste attribue à l'homme des pouvoirs presque mystiques, tels ceux d'un Dieu malin dans la gnose : celui de la

¹⁴⁹ Drieu GODEFRIDI, *L'écologisme, nouveau totalitarisme ?* Texquis, Paris, 2019.

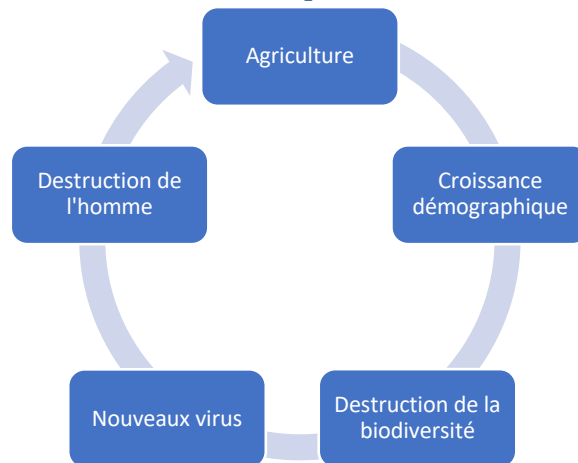
destruction apocalyptique du monde par sa seule activité industrielle. Le GIEC tente de donner une assise scientifique à ce pouvoir collapsologique de l'homme. La causalité exclusivement anthropique du réchauffement climatique montre que l'homme est bien cet intrus de la création, l'ange déchu détruisant sa Terre Mère. Cet anthropocentrisme négatif qui prête à l'homme tous les fléaux de la Terre oublie que la nature – qui existe ! – est animée de cycles mettant en évidence le lien entre l'évolution des températures et le cycle solaire : c'est vraisemblablement cette relation qui explique l'optimum climatique médiéval de 1000 à 1250 et le petit âge glaciaire de 1400 à 1850. L'approche écologique utilise idéologiquement la science – qui n'a plus de science que le nom – afin de créer un narratif de nature gnostique, avec ses scénarii, ses graphes, ses nouvelles tables de la loi, ses personnages. Un des personnages les plus emblématiques de cette gnose écologiste est Greta Thunberg, une militante suédoise née en 2003, qui a pu bénéficier d'audience auprès de parlements nationaux (Suède, Grande-Bretagne, France), auprès de l'ONU et même à Davos en janvier 2020 où elle a reproché à l'élite mondiale de n'avoir « rien fait » pour « éviter l'apocalypse climatique ». Cette figure virginale est censée, dans le casting de l'élite mondialiste, incarner la pureté, la parole spontanée et enfantine de celle qui n'ayant pas fait d'études est indemne de tout préjugé. Elle incarne une « saine ignorance » d'où sort la vérité, la jeunesse la mettant supposément à l'abri du mensonge, de la dissimulation. Greta Thunberg est utilisée, bien malgré elle, pour disqualifier la quête rationnelle et la vérité scientifique qui implique observation, hypothèses travaillées et vérifiées dans le temps, avec l'expérience. Ici, tout est passion, spontanéité, cri, loin de l'analyse corruptrice et de la raison qui égare. Greta Thunberg incarne l'irrationalisme postmoderne poussé à un point de non-retour, elle est l'icône de la « responsabilité », de la « prise de conscience », autant de termes forgés dans les officines du mondialisme pour duper les naïfs. Elle est à Gaïa ce que le Christ est à Dieu¹⁵⁰.

Le Great Reset ou l'homme devenu tragos

Klaus Schwab ne s'y est pas trompé. Lorsqu'il aborde la réinitialisation environnementale dans *Covid-19 : la Grande réinitialisation*,

¹⁵⁰ Ce gnosticisme écologique n'est pas sans similitudes avec l'hypothèse Gaïa développée notamment en 1979 par James Lovelock dans *La Terre est un être vivant, l'hypothèse Gaïa*.

il prend soin de bien articuler la pandémie et l'environnement qui passent « pour des cousins éloignés mais sont bien plus proches que nous ne le pensons ». Soucieux de l'équilibre dangereusement subtil et des interactions complexes entre l'humanité et la nature. Le temps de l'homme et le temps de la nature ne sont pas synchronisés. L'ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre, Mark Carney s'inquiète de cet asynchronisme temporel et déplore une possible tragédie de l'horizon, les questions climatiques du temps long ne mobilisant pas les hommes emprisonnés dans le temps immédiat et la courte vue. Ce principe d'aveuglement posé, il s'agit pour les mondialistes de créer un réseau de causalités inéluctables qui nous conduisent fatalement au « collapse » : « A ce jour un nombre croissant de scientifiques ont montré que c'est en fait la destruction de la biodiversité causée par l'homme qui est à l'origine de nouveaux virus comme celui qui est à l'origine de la COVID-19.»¹⁵¹ Ce raisonnement, si l'on en étudie les articulations, est animé par une logique proche de celle de la loi du Talion, un principe de justice reposant sur la stricte réciprocité entre le crime et la peine établi.



On constate par ce schéma simple que la dimension punitive est au cœur de la pensée dite « écologiste ». Le cycle de la nature (destruction de la biodiversité > Nouveaux virus > Destruction de l'homme) est fondé sur une culpabilité première de l'homme intrus qui trouve dans les virus une dimension réparatrice visant à exclure le fauteur de trouble. Outre que la mention de la naissance du virus dans un marché de Wuhan (p. 156) prend une tonalité désormais tragiquement comique, Klaus Schwab va plus loin. Il voit dans l'agriculture – il ne précise pas intensive mais

¹⁵¹ Klaus SCHWAB et Thierry MALLERET, *op. cit.*, p. 155.

évoque toute agriculture – le phénomène causal de cette « injustice » : « A elle seule, l’agriculture couvre plus du tiers de la surface terrestre et constitue l’activité économique qui perturbe le plus la nature ». Le Forum Économique Mondial s’intéresse depuis janvier 2017 aux dangers que représentent les engrais azotés. En juin 2022, la ministre de la Politique de la Nature et de l’azote (c’est bien la dénomination du portefeuille !...), Christianne van der Val a présenté un « plan azote » pour les Pays-Bas : il s’agit de réduire l’azote selon les provinces de 12 à 95%, ce qui implique une réduction du cheptel de 30% pour chaque agriculteur afin de limiter la pollution par l’ammoniac venant des déjections des animaux et provoquant une acidification et un appauvrissement des sols des zones labellisées Natura 2000. L’origine de cette politique se trouve dans les recommandations émises par le Forum de Davos en 2017 et surtout dans des directives européennes, la courroie de transmission du FEM, qui imposent une réduction conséquente des émissions de gaz. Ces décisions ont provoqué des contestations d’ampleur aux Pays-Bas devant le darwinisme économique qu’entraînerait un tel plan puisque les montants de la filière viande et de la filière lait de 17,8 milliards d’euros en 2021 seraient réduits d’un tiers. Les exploitations moyennes seraient les premières à en souffrir. Contrairement à ce que pense Klaus Schwab dans un économisme assez déconcertant, l’agriculture n’est pas simplement un secteur économique mais est aussi un réseau de solidarités spécifiques, la courroie de transmission de traditions même pour une agriculture aussi modernisée et intensive que celle des Pays-Bas. L’enjeu est en effet non seulement une transition écologique mais une transition civilisationnelle ruinant les bases structurantes d’une société agricole au profit d’une société désancrée de la nature (la nature n’est qu’un musée que l’on peut visiter – écomusées, parcs Natura 2000), coupant les cycles qui en fondent la vitalité. Mais le plus significatif de cet état d’esprit est le lien de causalité que Klaus Schwab établit entre la croissance démographique et la perturbation de l’environnement : « Aujourd’hui la plupart des scientifiques s’accordent à dire que plus la croissance démographique est importante, plus nous perturbons l’environnement, plus l’agriculture intensive se développe sans biosécurité adéquate, plus le risque de nouvelles épidémies est élevé. » ¹⁵² Considérer la « croissance démographique » comme causalité première montre clairement que l’homme est le Dieu malin à déchoir et que les « pandémies » sont

¹⁵² Klaus SCHWAB et Thierry MALLERET, *ibid.*, p. 156

réversiblement le mal et la solution, la fameuse « fenêtre d'opportunité » qui a plus à voir avec la fenêtre d'Overton destinée à augmenter l'acceptabilité sociale d'une décroissance démographique. Pour cela, il s'agit de trouver, nous dit Schwab, un « leadership éclairé ». Tout naturellement, son regard se tourne vers « SAR le Prince de Galles » l'actuel Charles III, qui non content d'avoir ouvert l'ère de la Grande réinitialisation le 3 juin 2020, a prononcé un discours remarqué en ouverture de la COP 26 à Glasgow le 1^{er} novembre 2021. Charles III a réaffirmé l'impératif d'une décarbonation rapide des énergies en disant que nous devons nous mettre rapidement « sur ce que l'on pourrait appeler un pied de guerre ». Ce ton, inhabituellement martial pour Charles III se double d'un appel urgent au changement d'échelle politique, celle d'« une solution globale » qui demandera « des milliards et des milliards de dollars et non des milliards », un appel à la lutte contre une pollution insoutenable par une création délirante de monnaie non moins insoutenable. En termes de leadership éclairé, nous aurions plutôt affaire à un chef de secte et Klaus Schwab compte d'ailleurs sur des changements de comportement du plus social au plus intime, un « mode de vie plus vert » et sur, nous dit-il une « contagion comportementale » qui « pourrait alors faire opérer sa magie ». L'expression presque mystique de cet écologisme ne laisse de surprendre et d'inquiéter.

Vers un contrôle drastique de la population

Il s'agit là d'un sujet complexe que l'on ne peut approcher sans précaution. On sent dans les politiques actuelles coordonnées au niveau mondial une problématique autour de cette question de la population. Bills Gates, Yuval Harari, Klaus Schwab tournent autour de cette question à leur manière sans bien sûr l'affronter de manière directe et expresse. Mais il plane quelque chose de mortifère, comme les pièces d'un puzzle non encore assemblées. Nous nous contenterons de décrire les pièces et de laisser au lecteur le loisir de les assembler si par malheur elles devaient s'emboîter...

Dans *l'Elimination des pauvres*, Gabriel Tereso rassemble certaines pièces de ce puzzle idéologique. Il évoque tout d'abord un néo-malthusianisme corrélé à la fin du modèle familial. Dès le XIXème siècle en effet, Francis Galton (1822-1911), cousin de Charles Darwin, propose une sélection artificielle des êtres humains afin d'encourager la transmission de la vie entre les individus les plus doués ou les plus performants et de la limiter entre les individus les moins utiles ou les moins performants. Ainsi, le droit d'exercer sa maîtrise sur la transmission de la vie devient un des piliers de la société libérale qui va se manifester à travers la morale hédoniste de la libération sexuelle dans les années 60. Et cette nouvelle morale sera véhiculée par le découplage, féministe et machiste à la fois, entre la sexualité et la procréation. Le développement de l'amour libre va de pair avec une chute de la nuptialité et la destruction du modèle familial. Toute une propagande portée par le cinéma, la publicité, la littérature va promouvoir cette association funeste entre liberté et destruction de la stabilité familiale. L'idéologie du mouvement perpétuel naissante trouve en la figure de Don Juan le parangon d'une infidélité qui, péché hier, devient la manifestation sociale de la liberté, de l'affranchissement de conventions sociales désormais étouffantes. Cette évolution sociétale est accompagnée du sceau de la science. En effet, dès 1952, John D. Rockefeller réunit un groupe de scientifiques sous l'égide de l'Académie des sciences pour réfléchir aux conséquences de la croissance démographique mondiale. Ces chercheurs

mettront au point des méthodes contraceptives nouvelles inscrites bientôt dans les programmes publics de planification familiale. L'ouvrage de Paul Ehrlich, la *Bombe P*, s'inscrit dans ce contexte néo-malthusien et cette attente sociétale. Ehrlich ne déplore pas seulement la « surpopulation » mais estime que cette problématique doit faire l'objet d'une politique volontariste dont les Etats-Unis devraient prendre le leadership.¹⁵³ Or, que ce soit pour les questions de contraception ou pour les questions d'euthanasie, « les techniques de Bernays ont été largement utilisées par la fondation Rockefeller, la fondation Ford, les Carnegie et autres grandes familles américaines multimilliardaires porteuses d'une idéologie mortifère habilement déguisée par des arguments humanistes.»¹⁵⁴ Edward Bernays (1891-1995), double neveu de Freud, a développé des techniques de propagande pour orienter la conscience collective et façonner la psychologie de l'individu-consommateur. Ces techniques sont fondamentalement simples. A une action criminelle correspond l'octroi d'un droit nouveau : pour la contraception, le droit de disposer de son propre corps, pour l'euthanasie, le « droit à mourir dans la dignité ». La loi et la jurisprudence contemporaine étant une chaîne de production de droits fondamentaux sans cesse nouveaux et sophistiqués, les masses se laissent bernier par cette rhétorique de la conquête des droits alors que ces droits sont toujours plus marginaux et concernent de plus en plus des minorités ou des communautés (LGBTQI, personnes en fin de vie). De plus, ces droits nouveaux sont un accès facilité à la « culture de mort » dénoncée en 1995 par Jean-Paul II dans l'encyclique *Evangelium Vitae* notamment concernant les pratiques attentatoires à la sacralité de la vie comme l'avortement, le suicide assisté ou l'euthanasie. Même les technologies médicales sont mises au service d'une régulation de la population humaine procédant de cette « culture de mort ». En 1974, l'OMS met en place une équipe de chercheurs pour mettre au point un vaccin anti-fertilité, une méthode abortive au premier stade de la vie de l'embryon, conformément à cet objectif de contrôle de la démographie. L'OMS a envisagé les essais cliniques, dès 1986, de vaccins utilisant l'inhibition de l'hCG, hormone indispensable à la croissance et au développement de l'ovule fécondé, rendant la nidation impossible. Or, en 1994, des scientifiques, pourtant favorables au contrôle de la population reconnaissent la potentielle inefficacité du vaccin pour des raisons

¹⁵³ Gabriel TERESO, *op.cit.*, p. 49.

¹⁵⁴ Gabriel TERESO, *op.cit.*, p. 60.

immunologiques et surtout ne peuvent garantir la reprise de la fécondité après le vaccin ; autrement dit, il ne s'agirait plus de pré-avortement mais de stérilisation définitive. Pire, l'OMS a pratiqué un essai vaccinal à grande échelle au Mexique sans l'accord des autorités ni du peuple. Les substances des vaccins, non indiquées ni autorisées, ont été injectés à l'insu des populations cibles. Le motif invoqué pour le vaccin a été caché à la population sous couvert d'un vaccin antitétanique¹⁵⁵. Nous n'aurons pas la cruauté de faire un parallélisme avec la campagne de vaccination covid à partir de 2021 mais ces pratiques de l'OMS sont déjà anciennes et les polémiques, souvent tues du reste, relatives aux effets du vaccin covid sur la fécondité et sur le système cardio-vasculaires font apparaître de nombreuses ressemblances méthodologiques. Il est à craindre que des travaux scientifiques sérieux sur le contenu des vaccins covid ne fassent apparaître cette stratégie de contrôle de la population, voire de dépopulation. L'empressement hystérique à la vaccination de masse, les arguments déployés dignes d'une campagne marketing plutôt que d'une pédagogie scientifique, les pressions diverses exercées sur les personnes réfractaires montrent que l'enjeu dépassait largement la stricte question sanitaire et qu'il était question d'une stratégie biopolitique collective dont l'enjeu se dérobe encore à nos yeux. Les cas de myocardites et les suspicions d'affaiblissement du système immunitaires offrent les signes inquiétants, au mieux, d'une confection incompétente des vaccins, au pire, d'une intention maligne qui ne surprendrait aucunement de la part de la Caste. Les collusions indiscutables entre Albert Bourla et Ursula von der Leyen, entre Bills Gates et cette dernière qui a été remerciée très officiellement en septembre 2022 pour son soutien financier à la GAVI, l'alliance du vaccin, tout tend à confirmer à la fois un abus de position dominante, des conflits d'intérêts et un mépris des critères contenus dans le *Code de Nuremberg* de 1947 dont le « consentement volontaire du sujet humain ». La Caste mondialiste est paradoxalement animée d'une rationalité cybernétique ordonnée aux procédures, aux protocoles mais en même temps elle relève d'une mystique du sacrifice de masse dont les camps (camps de migrants, camps d'isolement covid en Chine ou en Australie), le traitement de masse sont les manifestations les plus inquiétantes.

¹⁵⁵ Gabriel TERESO, *op. cit.*, p. 152.

La mystique vaccinale

La proximité méthodologique entre la politique vaccinale en France et la Terreur ou le nazisme ne sont plus des élucubrations dites « complotistes » mais relèvent de la simple observation et du bon sens. La fabrique du consentement de la masse à la vaccination s'est faite en quelques étapes clefs qui ont permis d'installer les bases d'une porosité sociétale au Great Reset. La peur, du virus d'abord, des mesures coercitives ensuite prises par le gouvernement a représenté la porte d'entrée. Le virus est le miasme, la souillure inhérente à toute tragédie. L'adhésion mimétique, l'effet « mouton de Panurge » a ensuite assuré une forme d'illusion démocratique, de consensus faisant primer la volonté collective, le phénomène majoritaire sur la rationalité scientifique. « Nous sommes en guerre » prononcé par Macron le 16 mars 2020 a eu cet effet de cristallisation, d'Union sacrée. Un point important s'est joué ce jour-là. Macron a fait entrer l'approche de la maladie dans le domaine non plus de la science mais du sacré. A partir de là, il n'est plus question de traitement mais de magie, il n'est plus question de guérison mais de salut.

C'est ainsi que s'est créée une fétichisation du « Vaccin », sacralisé, objet d'une forme d'idolâtrie pour les uns, et d'un rejet tout aussi radical pour les autres. La Caste mondialisée a réussi à créer deux types humains dans cette sombre période : les sacrés et les profanes, ceux qui peuvent entrer dans le Temple de la consommation (bars, restaurant, théâtres, cinémas) et les profanes qui doivent rester au seuil. Pour cela, il faut un signe distinctif, le « Pass », le terme évoquant d'ailleurs cette capacité de passer le seuil muni d'un signe mystique postmoderne, le « QR Code », cette intercession avec la *Mathesis* universelle dont l'ordinateur, le numérique est un viatique. Mais la Caste ne s'est pas contentée de diviser les citoyens. Elle a aussi divisé les espaces et a sanctuarisé non seulement des lieux de consommation – là, peu importe a-t-on envie de dire – mais aussi et surtout des lieux qui permettent la conservation de la vie (les hôpitaux) ou le maintien du lien avec les Anciens (les Ehpad). Ici, le *Pass* sanitaire ou vaccinal ensuite est devenu un *Ausweis* comme sous le nazisme ou un permis de citoyenneté comme sous la Terreur. La fabrique du consentement fut efficace car le non-vacciné, comme dans tout schéma tragique, est devenu le *Tragos* à sacrifier pour retrouver l'unité de la Cité. Le débat sur le caractère itératif du vaccin (le « rappel » ou « booster ») – certains ont fini par évoquer, à l'acmé de cette période délirante, des récurrences de rappels tous les 3 mois – a bien montré la ritualisation

nécessaire de la pratique vaccinale pour faire vivre le Culte ou la mystique sectaire. La Chine, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Autriche dans une courte période et leur politique de « zéro covid », ont emprunté clairement les voies d'une mystique nazie en recherchant une pureté de comportement, de citoyenneté, voire de « race », le vacciné étant l'homme nettoyé de l'impureté virale. Cette politique ignoble a littéralement ébranlé les fondements de la rationalité occidentale. Elle a replongé la Chine dans un communisme dont elle n'avait jamais vraiment abandonné les principes.

La « Bête de l'événement »

Emmanuel Macron a déclaré, le 14 avril 2020, dans une interview au *Financial Times* suite à une question sur ce que l'exercice du pouvoir avait changé en lui : « Je crois que notre génération doit savoir que la Bête de l'événement est là. Et elle arrive. ». Cette déclaration, assez atypique dans la bouche d'un président en exercice, est marquée par les réminiscences évidentes du *Livre de l'Apocalypse* : « Mais, quand ils auront achevé leur témoignage, la Bête qui monte de l'abîme leur fera la guerre, les vaincra et les fera mourir. » (*Apocalypse*, 11, 7). Il est clair que cette référence s'inscrit dans une rhétorique de la peur, la première phase, bien utile comme nous l'avons vu plus haut, à peine un mois après le déclenchement de la politique Covid. C'est sans doute ce qui explique le léger sourire jubilatoire qui se dessine sur le visage de l'intéressé lorsqu'il prononce ces mots. Mais le Président va au-delà et donne lui-même le contenu pratique et politique de cette formule : il évoque le « terrorisme », « cette grande pandémie » ou « d'autres chocs », qui fait un écho la prière médiévale « A bello, peste et fame, libera nos domine ». Or, le Président ne propose pas de nous libérer de ces fléaux mais d'« être disponible » à l'événement qui nous permet d'« inventer quelque chose de nouveau pour notre humanité ». Avec une certaine complexité dans la formulation, il évoque un équilibre nouveau fondé sur une « interdépendance entre les femmes et les hommes pour penser ce qu'est l'être-au-monde » autour de l'éducation, de la santé et de l'environnement. Dans cet entretien, assez hallucinant il faut le reconnaître, Macron pose les termes du Great Reset et de son instrument politique, le Nouvel Ordre Mondial. Il en donne une signification spirituelle en qualifiant cette Bête de l'événement de « quelque chose de profondément inattendu et implacable ». Macron devient une sorte de Tirésias qui donne une voix au destin et dont il se fait l'interprète : il donne le nœud (Fames, Pestis, Bellum) et en suggère le

dénouement : la constitution d'un nouvel ordre politique, fondée sur une coopération mondiale et des actions ciblées sur l'éducation, la santé et l'écologie qui sont des pôles essentiels pour la réinitialisation civilisationnelle, anthropologique et écologique. L'ONU, l'Union européenne sont les institutions probablement visées par Macron et qui sont les organisations d'avenir pour l'orchestration de ce nouvel ordre. En écho, on ne manquera pas ainsi de s'étonner de la statue qui a été érigée sur la place des visiteurs à l'extérieur du siège de l'ONU. Cette statue, « Le Gardien de la paix et de la sécurité internationale », offerte par le gouvernement d'Oaxaca, au Mexique, est l'œuvre de deux artistes Jacobo et Maria Angeles. Elle représente une créature imaginaire, un félin ailé, multicolore, qui n'est pas sans faire penser aux bestiaires des civilisations mésoaméricaines ou mêmes aux représentations des gardiens dans les temples bouddhistes. Mais la proximité avec la Bête décrite dans *l'Apocalypse*, 13, 2 est plus que saisissante :

« Alors, j'ai vu monter de la mer une Bête ayant dix cornes et sept têtes, avec un diadème sur chacune des dix cornes et, sur les têtes, des noms blasphématoires. 02 Et la Bête que j'ai vue ressemblait à une panthère ; ses pattes étaient comme celles d'un ours, et sa gueule, comme celle d'un lion. Le Dragon lui donna sa puissance et son trône, et un grand pouvoir. »

La Bête en question, qui fait un écho indéfectible à la « Bête de l'événement » évoquée par Macron, est caractérisée par des noms « blasphématoires ». Dans *Apocalypse*, 13, 4, il est fait mention de la guerre : « Et devant elle, on se prosterna aussi en disant : Qui est comparable à la Bête et qui peut lui faire la guerre ? » Si la Bête est Gardien de la paix et de la sécurité internationales » c'est parce que personne n'ose lui faire la guerre et la paix évoquée est le fruit d'une attitude de prosternation et de soumission. « 07 Il lui fut donné de faire la guerre aux saints et de les vaincre, il lui fut donné pouvoir sur toute tribu, peuple, langue et nation. » (*Apocalypse*, 13, 7). En plaçant cette statue sur la place des Visiteurs, l'ONU envoie un message explicite aux Nations, un message politique et mystique de soumission à la puissance, les « saints » étant déclarés ennemis de ce système.

Un mondialisme luciférien ?

Gabriel Tereso, dans *l'Élimination des pauvres*, consacre un chapitre passionnant sur le rôle des institutions internationales et des philanthropes et en particulier sur celui de l'ONU. Après avoir évoqué les membres influents ou bailleurs de fonds traditionnels et bien connus

comme John D. Rockefeller, Georges Soros, Andrew Carnegie, la fondation Ford, Robert McNamara, Thomas Watson Jr d'IBM, Henry Kissinger, la fondation Bill et Melinda Gates, il mentionne un groupe important et influent dans l'enceinte de l'ONU, la *Lucis Trust*. Aux origines lointaines de cette organisation, Moses Harman, franc-maçon, anticlérical et anarchiste, publiait au XIX^{ème} siècle un hebdomadaire *Lucifer, porteur de Lumière*, reflétant l'état d'esprit de son siècle, féru à la fois de positivisme rationaliste et d'un ésotérisme protéiforme et parfois iconoclaste. Dans le prolongement de ces théories, Alice Bailey (1880-1949), considérée comme la fondatrice du mouvement *New Age*, membre de la Société Théosophique, a créé avec son époux, 33^{ème} degré, la Lucifer Publishing Company. Tereso précise qu'il ne s'agit pas de satanisme à proprement parler mais d'un culte au « porteur de lumière » qui n'est pas sans similitudes avec le Grand Architecte de la Franc-Maçonnerie. L'association d'Alice Bailey devient le *Lucis Trust* qui est un point de rencontre entre spiritualité *New Age*, féminisme, et religion universelle. Cette collusion entre le *New Age* et le féminisme s'appuie sur un rejet du principe masculin comme étant promoteur de violence et de division. La suppression de la différence entre les sexes, la promotion de l'avortement, le rejet du mariage, de la famille, des rapports traditionnels entre l'homme et la femme, sont au cœur du projet *woke* qui paraît être la traduction sociétale et politique de cette vision du monde. De même, la *Cancel Culture* vise l'abolition du substrat culturel et spirituel hérité des Saintes Écritures pour y substituer une religion universelle, un syncrétisme très en vogue dans la période *New Age* et qui transparait dans le relativisme militant imposé aujourd'hui aux consciences. Basilea Schlink, que cite Tereso dans son ouvrage, étudie le symbole, originellement ésotérique, de l'arc-en-ciel, utilisé par les mouvements LGBTQI+. Il symbolise, dit-elle, « le pont entre l'âme humaine individuelle et l'âme suprême, le grand esprit universel, qui n'est autre que Lucifer », le porteur de lumière évoqué un siècle plus tôt par Moses Harman. L'arc-en-ciel devient le drapeau de cette réinitialisation sociétale et spirituelle qui trouve des racines mystiques dans la spiritualité *New Age*, remise au goût du jour. Le site de *Lucis Trust* place au cœur de sa spiritualité la « Grande Invocation » qui aurait été émise en avril 1945 par la « Hiérarchie spirituelle, composée des membres de l'humanité qui ont triomphé de la matière, ayant réalisé le but de la maîtrise de soi ». Cette allusion aux « membres de l'humanité qui ont triomphé de la matière » est une référence transparente aux gnosés qui divisent l'humanité en trois castes ou types : les hyliques (hommes de la matière), les psychiques (de psyché : âme) et les

pneumatiques (qui ont triomphé de la matière par la force de l'esprit, le *pneuma* en grec)¹⁵⁶. L'initiation s'adresse aux pneumatiques et à une partie des psychiques, laissant les hyliques dans un statut d'irrécupérable, qui rappelle étrangement les « déplorables » d'Hillary Clinton en 2016. Cette division tripartite de la société est un miroir parfait de la sociologie du Great Reset, avec les élites de la Caste mondialisée, la classe moyenne qui souhaitant rejoindre la Caste est prête à n'importe quel sacrifice moral, social, personnel, financier pour « en être », et les « inutiles » qui sont hermétiques à l'initiation et qui ne peuvent coopérer à la construction d'une harmonie universelle.

Nouvel ordre mondial, nouvelle religion universelle ?

Cette harmonie universelle commence par l'adoption d'une religion universelle. C'est la raison pour laquelle *Lucis Trust* milite pour l'« Initiative des Religions Unies » via le système des Nations Unies, nous rapporte Gabriel Tereso.¹⁵⁷ Quand on sait que la famille Rockefeller figure parmi les administrateurs de la *Lucis Trust*, il y a fort à parier que cette initiative trouve des financements pléthoriques. Au-delà, c'est le rôle non seulement politique mais aussi spirituel de l'ONU qui est mis en évidence par les discours souvent lénifiant de la *Lucis Trust* à travers des associations affiliées comme *World Goodwill* (la Bonne Volonté mondiale) : « Parce qu'il est consacré à l'humanité Une, et parce que sa note clef est le service, l'ONU est naturellement magnétique à l'égard de toutes les personnes de bonne volonté ». L'ONU devient une « étoile directrice de l'action humaine collective » et se préoccupe de « réaffirmer la foi que nous devons avoir dans les droits de l'homme ». La Charte est « un texte profondément spirituel, car il épouse une vision de la fraternité universelle qui transcende toutes les différences induites par les conditionnements culturels, religieux ou sociaux »¹⁵⁸. On aurait grand tort de prendre ces textes avec ironie car on retrouve dans le Great Reset une grande partie de ces visions d'inspiration maçonnique louant une fraternité universelle, et appelant, dans un laïcisme militant, à se défaire des religions, en particulier de la religion incarnée, pour rejoindre un panthéisme ou même un paganisme ésotérique et gnostique dont le Pape François est, volontairement ou non, un des meilleurs viatiques. Gabriel

¹⁵⁶ Voir dans le présent ouvrage, l'introduction à la partie III, pp.83-84.

¹⁵⁷ Gabriel TERESO, *op. cit.*, p. 173.

¹⁵⁸ Gabriel TERESO, *ibid.*, p. 175.

Tereso ne rapporte-t-il pas qu'en 2014, Shimon Peres avait précisé « qu'il verrait bien le pape François à la tête de cette ONU des religions » ?... Si la *Lucis Trust* est sponsorisé par des organismes tels le CFR, la Trilatérale ou Bilderberg, c'est parce que le lien entre Religions Unies, Nouvel Ordre Mondial, Humanité unifiée vont de concert. L'apocalypse du monde dont nous avons hérité, celui de la diversité, de l'incarnation, de la beauté est nécessaire pour enfanter le monde de demain et l'ONU, loin de n'être qu'un « machin », est sans doute l'instrument de coordination politique et spirituelle pour opérer la « Grande bascule ». Gabriel Tereso rappelle l'existence d'une salle de Méditation au cœur même de l'ONU dont les symboles maçonniques et ésotériques font de cette organisation le début de « l'ère de la lumière ». L'autel en magnétite explique sans doute le « magnétisme » qu'exerce l'ONU selon *Lucis Trust*. Il est pour Tereso, l'instrument d'« une consécration des nations du monde à Lucifer » par « l'utilisation du magico-religieux à travers les énergies cosmiques ou telluriques que l'on retrouve dans les pratiques ésotériques de la Franc-maçonnerie ».¹⁵⁹

La réinvention de Babylone

Ce lien entre l'imaginaire apocalyptique distillé par la Caste et le Great Reset apparaît à travers toute le projet politique contemporain dont l'ONU ou l'Union européenne sont les porte-étendards et dont les gouvernements nationaux sont les serviles exécutants :

« Il lui a été donné d'animer l'image de la Bête, au point que cette image se mette à parler, et fasse tuer tous ceux qui ne se prosternent pas devant elle.
16 À tous, petits et grands, riches et pauvres, hommes libres et esclaves, elle fait mettre une marque sur la main droite ou sur le front,
17 afin que personne ne puisse acheter ou vendre, s'il ne porte cette marque-là : le nom de la Bête ou le chiffre de son nom.
18 C'est ici qu'on reconnaît la sagesse. Celui qui a l'intelligence, qu'il se mette à calculer le chiffre de la Bête, car c'est un chiffre d'homme, et ce chiffre est six cent soixante-six. »¹⁶⁰

La « marque » mentionnée paraît trouver une manifestation saisissante dans le projet d'« identité numérique » qui, plus qu'un simple portefeuille est la mise en codage, en algorithme de toutes les caractéristiques relatives à l'identité dans le monde postmoderne :

¹⁵⁹ Gabriel TERESO, *op. cit.*, p. 181.

¹⁶⁰ *Livre de l'Apocalypse*, 13, 15-18

identité personnelle, identité fiscale, identité sanitaire, moyen de paiement. La proposition « afin que personne ne puisse acheter ou vendre, s'il ne porte cette marque-là » établit une connexion entre la capacité financière et la possession de ce support d'identité qui implique une traçabilité parfaite de la personne dans le temps et dans l'espace, c'est-à-dire une soumission intégrale à celui qui possède ces données. Si l'identité numérique était jusqu'à présent envisagée sur des supports externes (téléphones portables, puces RFID), elle est dans les projets transhumanistes considérée comme incorporable et l'on retrouve ainsi la « marque » dont le QR Code des *Pass* sanitaires ont été une sorte de préfiguration. Hasard, ironie ou cynisme, le logo du FEM fait apparaître dans sa stylisation le chiffre évoqué dans le texte de l'Apocalypse et établit graphiquement le lien entre le chaos nécessaire, miroir de Babylone, et l'attente d'une Jérusalem non céleste mais terrestre dont le projet NEOM en Arabie Saoudite paraît être une préfiguration. Il ne s'agit pas pour la Caste, les transhumanistes, d'accéder à une Jérusalem céleste, bien au contraire. Il s'agit de reconstruire Babylone, sur terre, d'en faire un modèle de ville intelligente, inclusive, sécurisée sur le modèle du Panopticon. Le projet NEOM, initié par le Prince saoudien Mohamed Ben Salmane, est une ville futuriste dont le projet de conception et de construction a été confié en 2017 à Klaus Kleinfeld, ex-CEO de Siemens et membre du groupe Bilderberg. Les caractéristiques de cette ville du futur (NEO : « nouveau en grec » et Mustaqbal, le futur en arabe) est d'un gigantisme inédit avec 26 000 km² et 9 millions de personnes. Le projet, The Line, est placé sous le signe de la géométrie et de la modélisation. Mais le site de présentation met en exergue le terme de « miracle », « un nouveau miracle pour le monde » et tente de démontrer qu'il ne s'agit de rien moins qu'une « révolution de notre civilisation ». Avec seulement 200 mètres de large, 170 km de long et à 500 mètres au-dessus du niveau de la mer, NEOM reprend le gigantisme et la suspension propre à la ville de Babylone. L'accès immédiat à la nature « grâce à sa grande diversité d'espaces ouverts suspendus sur plusieurs niveaux » joue incontestablement sur le référent babylonien, The Line offrant comme Babylone un « accès universel à des vues imprenables ». Le principe de l'accessibilité de « tout en cinq minutes à pied » paraît abolir les contraintes de l'espace et de temps et l'automatisation de la plupart des services donne à l'intelligence artificielle une place centrale. Un système d'e-gouvernement gèrera la vie administrative et sociale de la ville à l'aide notamment d'un système de reconnaissance faciale sur tout le territoire assurant traçabilité intégrale et sécurité. La ville est une utopie du Great

Reset. The Line tente de fabriquer l'adhésion à ce projet babylonien sous les atours séduisants de la ville écologique, intelligente, inclusive. Dans un retournement symbolique savoureux, The Line est la ville de l'« intelligence » et de l' « air pur » contrairement à Babylone qui était marquée par la profusion, l'inintelligibilité et l'air vicié. Dans l'esprit de la Caste, il s'agit d'une Babylone régénérée par le Great Reset. Mais derrière ce projet prométhéen, il n'y a que folie, démesure et néant : « Babylone était une coupe d'or dans la main du Seigneur, elle énivrait toute la terre ; les nations ont bu de son vin, c'est pourquoi elles sont devenues folles. » (*Jérémie*, 51, 7). Plus loin : « Les remparts de Babylone ; la spacieuse, seront complètement rasés, et ses portes monumentales, consumées par le feu. C'est ainsi que les peuples peinent pour le néant, et les nations, pour le feu : ils s'épuisent. » (*Jérémie*, 51, 58). Le projet NEOM, The Line, est emblématique de l'imaginaire babylonien¹⁶¹ qui habite les membres de la Caste et démontre l'empreinte architecturale, politique, anthropologique même qu'ils veulent laisser sur la terre.

Cette prégnance de l'imaginaire babylonien dans la Matrice intellectuelle de la Caste ramène au rôle essentiel qu'a joué la monnaie dans la civilisation babylonienne et dans l'Apocalypse, notamment. A l'image de Babylone, la Caste, à travers le Great Reset, donne à la monnaie des attributs mystiques qui servent l'esclavage postmoderne et le culte de la dette.

¹⁶¹ Voir, à ce sujet le lien que le philosophe Guilhem GOLFIN établit entre mondialisation et Babylone, la ville à la fois du commerce et de l'idolâtrie [in] Guilhem GOLFIN, *Babylone et l'effacement de César : la Mondialisation et l'idéologie post-politique*, Éditions de l'Homme Nouveau, Paris, 2019, p.35.

Dans *Après nous le déluge*, Peter Sloterdijk évoque la crise de la société occidentale à travers le choix de faits historiques parfois oubliés mais ayant marqué des étapes cruciales dans la culture, typiquement occidentale, de la *tabula rasa*. Parmi les événements étudiés, Sloterdijk s'arrête sur les accords de Bretton Woods du 22 juillet 1944 et sur la décision de non-convertibilité du dollar en or par Nixon, le 15 août 1971. Ces deux événements apparaissent dans un contexte brillamment décrit par Sloterdijk : « Ce qu'on appelle la modernité est, du point de vue technique, cognitif, économique, juridique, médiologique et artistique, l'ère des processus autoamplificateurs. » Cette ère des processus autoamplificateurs conduit à des « crises » notamment lorsque les expansionnismes entrent en collision ou lorsque l'expansion a atteint un optimum. C'est alors l'« effondrement », vécu avec enthousiasme par les idéologies révolutionnaires comme le socialisme chez Lénine ou Boukharine, des « euphoriques de l'effondrement »¹⁶² comme les nomme plaisamment Sloterdijk. La deuxième guerre mondiale a été, de ce point de vue, une percussion des expansionnismes anglais et saxons et l'effondrement qui s'en est suivi a été l'occasion d'opérer une « *translatio imperii* » du Royaume-Uni vers les Etats-Unis. C'est le sens que Sloterdijk donne à Bretton Woods qui se dote d'instrument d'avenir, le Fonds Monétaire International, la BIRD puis la Banque Mondiale pour éviter les pénuries de liquidités qui avaient entraîné l'effondrement du système lors de la Grande Dépression. La Grande Dépression avait d'abord été une crise abyssale de confiance alimentée par un jeu subtil entre la « cupidité (panique imitative de l'appétit) et la peur (panique imitative de l'évitement de la perte). »¹⁶³

¹⁶² Peter SLOTERDIJK, *Après nous le déluge*, Payot, Paris, 2018.

¹⁶³ Peter SLOTERDIJK, *op. cit.* p. 198.

Naissance du « créditisme », système de la monnaie-crédit

A Bretton Woods, ont été posés les deux piliers de ce que Pierre-Yves Gomez nomme le « capitalisme spéculatif »¹⁶⁴ qui allait prospérer dans les décennies à venir : la transformation du capitalisme industriel en « techno-créditisme » et un système de croyance instauré par l'investiture du dollar comme monnaie de référence, en la liant à la réserve d'or des Etats-Unis. Sloterdijk voit dans l'investiture de Bretton Woods un équivalent séculier au concept religieux d'inafaillibilité : *In gold we trust*. Fétichisme de l'or, foi consécutive à la valeur de l'argent qui y est adossée, foi dans la solidité des institutions financières qui tiennent le système. Tout est réuni pour donner de la « valeur » et de la stabilité à un système rationalisé, fixe. Pour gagner la « confiance des marchés », il convient de doter l'économie de régulateurs et de stabilisateurs : la création d'argent *ex nihilo* va jouer ce rôle et faire naître un système, le créditisme, qui n'est plus tant le capitalisme que l'augmentation assurantielle puis, très vite, spéculative de la masse monétaire jusqu'à des proportions aujourd'hui proprement irrationnelles. Par le biais d'un keynésianisme dominant dans la doctrine économique postérieure à 1945, « la pratique de la politique économique a fait du surendettement public des États une nouvelle normalité, sans même approcher le but central des recettes keynésiennes, le plein-emploi ». Lorsque Richard Nixon annonce le 15 août 1971 que les États-Unis renoncent au principe de la couverture-or du dollar, commence la « descente aux enfers de l'argent postmodernisé »¹⁶⁵ qui abandonne non seulement son lien aux métaux précieux mais devient une « valeur » désancrée, flottante par nature, n'étant plus que la projection « d'attentes et de pronostics sur le produit intérieur brut ». L'argent n'est plus argent mais devient une écriture avec toute la dimension désincarnée que cela suppose. Ainsi, il suit le mouvement de virtualisation qui emporte l'économie contemporaine et qui s'explique par le passage d'une économie capitaliste à une économie spéculative¹⁶⁶. L'économie capitaliste est fondée sur le passé, elle est le résultat d'une accumulation des fruits du passé. L'économie spéculative est au contraire fondée sur l'accumulation des fruits du futur, ce qui laisse

¹⁶⁴ Pierre-Yves GOMEZ, *L'esprit malin du capitalisme*, Desclée de Brouwer, Paris, 2019, pp.67-84.

¹⁶⁵ Peter SLOTERDIJK, *op. cit.*, p . 202.

place à l'indétermination de la prospective, à des anticipations possiblement irrationnelles, à la logique du principe de plaisir primant sur le principe de réalité. Le « techno-créditisme » est le système qui naît de cette bascule. Le verdict du risque pris dans un investissement ne dépend plus du réel mais de la confiance que l'on parvient à créer autour de l'investissement. En effet, la complexité des produits financiers retarde la levée de la vérité sur l'inanité ou la toxicité du produit. L'effet d'imitation des comportements irrationnels maintient dans le temps l'illusion de richesse escompté et retarde la lucidité qui ferait la lumière sur la réalité du produit. Ainsi, le système financier est fondé sur la construction de deux univers parallèles : un univers du risque supporté par les petits et moyens investisseurs qui n'ont pas les moyens de diversifier et les investisseurs titans qui peuvent diversifier au maximum leurs portefeuilles et minorer leurs risques comme le montre l'omniprésence de Vanguard, BlackRock ou State Street dans le capital des entreprises de taille mondiale. Ainsi construire des instabilités toujours plus risquées, élaborer un enchevêtrement mondial des architectures de crédit a permis de créer une résistance au risque à deux vitesses. Ce qui nourrit ce système insensé mais extrêmement lucratif pour la Caste mondialisée est la création monétaire. Il s'agit même de déréaliser le concept de dette pour faire de la monnaie une « monnaie-dette ». La dette devient elle-même monnaie ou valeur d'échange : elle est vendue, achetée, rachetée. Le système financier s'est désancré dans cet univers virtuel de la dette et tout atterrissage par le remboursement est désormais impossible. Les États accompagnent par facilité ce mouvement et ce que l'on appelle « politique budgétaire » n'est autre qu'un « centre de recyclage de la dette » qui, ainsi, se perpétue, s'autoalimente jusqu'à devenir son propre référent. Peter Sloterdijk imagine ce que serait une économie ancrée : « un sol réel, ce ne serait rien d'autre que le retour à la symétrie entre les dettes et le remboursement ». Tout comme avant le 15 août 1971, le sol réel était fondé sur la symétrie entre la quantité de dollars émise et le stock d'or disponible, un système – même « créditiste » - serait viable si une symétrie était maintenue entre la dette émise et les possibilités de remboursement. Qui parle raisonnablement de rembourser de la dette aujourd'hui ?

L'ère de la monnaie magique

Le « créditisme » est, tout d'abord, porté par l'architecture du système financier et en particulier de l'effet d'opportunité qu'a constitué

le système de réserves fractionnaires dit de « couverture partielle ». Dans un système symétrique, c'est-à-dire un système de réserves à 100%, la banque ne prête aux particuliers qu'en fonction des réserves dont elle dispose. Dans un système de réserves fractionnaires, la banque peut prêter sans être limitée par ses réserves de monnaie physique. Tout au plus, la Banque centrale peut-elle exiger un certain taux de réserves obligatoires, réserves généralement faibles. Ce système a ouvert la boîte de Pandore. Incitatif à la consommation ou à l'investissement, donc vertueux puisqu'il permet d'injecter des liquidités dans les circuits économiques, il expose à un fort risque inflationniste et peut devenir un cercle vicieux. Plus gravement, il s'agit d'une opération de prestidigitation monétaire. L'argent créé est scripturaire et ne parvient à l'existence que lors du remboursement des intérêts et du principal. La multiplication exponentielle des crédits dans le cadre de ce système de réserve fractionnaires crée une masse monétaire en grande partie virtuelle que le temps ne pourra amener à l'existence physique, d'où une virtualisation progressive de la monnaie.

La loi de Gresham, la mauvaise monnaie chasse la bonne, est renforcée par le remplacement de la monnaie réelle par la monnaie virtuelle à telle enseigne que, comme l'affirme Simone Wapler dans *Monnaie Monnaie Money, l'épargne*, le vrai « argent » est devenu inutile.¹⁶⁷ En effet, la politique des taux bas qui a été celle des Banques centrales engendre une raréfaction des espèces dans la masse monétaire, 10% selon la Banque Centrale Européenne, ce qui a pour conséquence de multiplier la monnaie en multipliant la quantité de crédit accordée. Cette création monétaire est « magique » car les taux d'intérêts très bas font que cette création monétaire ne coûte quasiment rien.

La fatalité de l'inflation

Or, cet argent magique est un creuset inflationniste notamment pour certains secteurs comme les actions, les obligations et même l'immobilier qui touche directement l'économie dite « réelle ». Ainsi, du fait de l'effet Cantillon¹⁶⁸, l'inflation se transmet comme un virus, en

¹⁶⁷ Simone WAPLER, *Monnaies, Monnaie, Money*, JDH éditions, Paris, 2021.

¹⁶⁸ Du nom de Richard Cantillon (1660-1734) qui a fait fortune en profitant du système de Law. En étudiant l'inflation qui au XVIème siècle a suivi l'introduction de l'or en Europe issu des conquêtes espagnoles d'Amérique du Sud, il décrit un effet de transmission de

cercles concentriques touchant des domaines de plus en plus éloignés du secteur originellement touché. La source de l'inflation étudiée par Cantillon au XVI^{ème} siècle était l'or et les fournisseurs du Roi. Aujourd'hui, l'inflation initialement immobilière va très rapidement se transmettre à l'énergie, à l'alimentaire et de là toucher tous les secteurs. Ainsi la pression inflationniste devient un droit d'entrée dans la consommation de biens : immobilier, énergie, alimentaire. L'inflation constitue un Pass monétaire immatériel qui ne dit pas son nom. Simone Wapler étudie bien ce phénomène dès le premier cercle : « Le monde de la finance – dont le métier est de négocier les crédits – s'enrichit (...). Ceux qui veulent accéder à l'immobilier paient ce privilège de plus en plus cher. Plus on est éloigné du cercle des privilégiés et de la source de création monétaire, plus on subit la hausse des prix des actifs financiers et de l'immobilier, plus l'épargne est punie ». La théorie du ruissellement, on le voit, s'applique magnifiquement à l'inflation qui, n'étant pas un phénomène économique mais monétaire, ruisselle, à l'aveugle, sur tous les acteurs économiques sans distinction. Comme le dit Simone Wapler, « c'est une marée qui soulève tous les bateaux en même temps »¹⁶⁹, les bateaux de croisières comme les barques.

C'est ainsi que le « créditisme » est un système à part entière qui n'a rien à voir, ou peu, avec le capitalisme ou le libéralisme. Le capitalisme est naturellement déflationniste, son trait caractéristique étant l'augmentation tendancielle de la productivité. La déflation est le signe des gains de productivité, puisque le gain de productivité finit par se répercuter sur une baisse des prix. Ce qui est acceptable voire souhaitable pour le consommateur ne l'est pas pour les États dont la fiscalité se nourrit de la pression inflationniste. Ce système est au contraire celui d'une économie administrée ou plus exactement d'une monnaie administrée, encore que les deux finissent par aller de pair. Nous voyons que les Objectifs de Développement Durable se traduisent par une planification économique qui est avant tout le résultat d'une planification monétaire, ce que n'était pas à proprement parler le régime communiste soviétique. Autrement dit, le Great Reset relève non seulement d'une politique

l'inflation en cercles concentriques partant d'un petit noyau de personnes, les puissants proches des sources d'émission monétaire, vers des groupes de plus en plus nombreux mais aussi de plus en plus éloignés de cette source d'émission.

¹⁶⁹ Simone WAPLER, *op. cit.*, p. 193.

économique administrée mais aussi d'une politique monétaire administrée. C'est, d'une certaine manière, un communisme intégral !

Le créditisme est un communisme

Klaus Schwab ne s'y trompe pas lorsqu'il utilise dans *Covid 19 : la Grande réinitialisation* la théorie monétaire moderne dans le cadre de sa réinitialisation économique. Le Président du FEM reconnaît que « cette coopération implicite entre les politiques fiscales et monétaires mène à une inflation incontrôlable » et que la politique des taux qui tournent autour de zéro ne peut par définition actionner le levier de la baisse des taux, bien pratique lorsqu'elle est utilisée avec parcimonie et prudence pour relancer l'activité. Klaus Schwab trouve dans l'« helicopter money » une solution qui reste paradoxalement prisonnière des principes du créditisme ayant précisément créé la situation inflationniste que l'on connaît en 2022. La Théorie Monétaire Moderne repose sur un principe : la devise pas n'est une « créature du marché » mais est une « créature de l'État » c'est-à-dire que sa vocation est d'être un mécanisme d'approvisionnement de l'autorité politique à travers la fiscalité dont la devise est le véhicule. Le raisonnement est simple : la fiscalité est le moteur de l'économie. Elle ne vient pas taxer un bien créé qui lui préexiste mais le bien est créé en échange des devises qui serviront à payer l'impôt. Ainsi, l'État devient la finalité du circuit économique puisqu'il en assure la survie et les flux. Malicieusement, Klaus Schwab, sentant qu'il ne peut tout sauver, défend la politique de taux d'intérêt très bas à travers l'exemple du Japon qui « fait mieux que la plupart des autres pays » - en glissant subrepticement qu'« une diminution de la population ne conduit pas nécessairement à l'oubli économique ».¹⁷⁰ Le Président du FEM oublie d'évoquer le risque consécutif à cette politique de taux très faibles ou nuls : la zombification. En 2018, la Banque des Règlements Internationaux a attiré l'attention sur la prolifération des « zombies » dont le terme est apparu au Japon lors de la fameuse « décennie perdue » 1990-2000. Il s'agit d'entreprises, économiquement non viables, mais maintenues grâce à la perfusion de taux d'intérêt très bas. Cette politique conduit collectivement à une allocation sous-optimale des ressources de qualité (humaines, matérielles) affectées à des projets entrepreneuriaux néfastes qui pèsent sur la prospérité économique. Simone Wapler a la lucide

¹⁷⁰ Klaus SCHWAB, *op. cit.*, p. 79.

cruauté d'illustrer les zombies par les entreprises américaines du gaz et du pétrole de schiste qui pourraient bien devenir une de nos sources uniques d'énergie après la destruction de Nordstream 1 et 2 : Chesapeake Energy fut alimentée entre 2001 et 2017 par l'industrie financière en dépit de manque de trésorerie chronique. Ainsi le créditisme, contrairement au capitalisme, ne fait pas le ménage par la faillite, ne sanctionne pas l'investissement improductif. Il est un outil de sélection, en dehors de tout critère économique, pour promouvoir un système : celui de la numérisation intégrale, de l'uberisation et de l'économie distancielle pour le Great Reset.

Le « créditisme » est porté aussi par une dimension politique. La dette est ce qui permet un début *ex nihilo*, sans la nécessité d'un héritage. Il y a derrière l'endettement une illusion démocratique au sens où tout personne s'endettant peut faire fructifier le produit de sa dette, dans la perspective d'une « égalité des chances ». Le mythe américain du *self made man* a contribué à fabriquer le consentement autour des vertus de la dette. Sans dette, pas d'entrepreneur, le cœur du système économique. C'est en partie exact. Mais lorsque la dette devient le *modus vivendi* non seulement des ménages, des États et des banques, c'est tout le système qui devient un producteur de dettes sans contreparties, sans symétrie dans le réel. C'est cette asymétrie fondamentale que nous vivons aujourd'hui et dont la Caste mondialisée constate qu'elle est à la fois séduisante politiquement pour les masses, profondément rémunératrice pour elle-même mais aussi foncièrement « intenable » ou « insoutenable ».

Le Great Reset, un jubilé monétaire ?

Le Great Reset porte en lui cette double approche : la tentation de perpétuer ce système et la conscience qu'une sortie de cette impasse est nécessaire. Les États, les hommes ne sont pas éternels. Ainsi, le narratif de l'argent magique commence à être décodé, remis en question même par l'émergence de crypto-monnaies potentiellement concurrentes. Le créditisme commence à faire émerger une génération de crédules qui sont esclaves de leur statut de débiteur. La monnaie finit par apparaître pour ce qu'elle est : une mauvaise monnaie, pléthorique, une monnaie-crédit qui va finir par ne plus rien valoir. Les ordres de grandeur sont implacables. Avec 277 000 milliards de dollars de dettes publiques et privées cumulées, le stock est supérieur à trois fois la taille de l'économie mondiale. Simone Wapler soumet un calcul simple : en France, pour

rembourser la dette, il faudrait consacrer 2,5 années de travail à temps plein, soit 5 ans si l'on considère le taux de prélèvement obligatoire qui fait du 19 juillet la date de libération fiscale, celle à partir de laquelle nous bénéficions des fruits de notre travail. La durée d'esclavage serait donc portée à 5 ans si, comme dans les sociétés traditionnelles, nous remboursons notre dette par du travail manuel exercé pour le compte du créateur !

Si le Code d'Hammurabi prévoyait une durée d'esclavage limitée pour les mauvais payeurs, les Hébreux ont institutionnalisé la rémission des dettes dans le *Lévitique*, 25, 8-13 :

« 08 Vous compterez sept semaines d'années, c'est-à-dire sept fois sept ans, soit quarante-neuf ans. 09 Le septième mois, le dix du mois, en la fête du Grand Pardon, vous sonnerez du cor pour l'ovation ; ce jour-là, dans tout votre pays, vous sonnerez du cor. 10 Vous ferez de la cinquantième année une année sainte, et vous proclamerez la libération pour tous les habitants du pays. Ce sera pour vous le jubilé : chacun de vous réintègrera sa propriété, chacun de vous retournera dans son clan. »

Ce jubilé, intervenant tous les 50 ans, jouait le rôle de régulateur de crédit : peu de temps avant le jubilé, les prêteurs contractaient leurs offres de prêts. Les emprunteurs diminuaient leur demande après le Jubilé puisqu'ils étaient redevables pour encore 50 ans soit pratiquement le reste de leur vie. Comme le dit Simone Wapler, le jubilé est un régulateur simple, immuable, prévisible, du cycle de crédit. Ainsi, plus d'aléatoire, plus de réglage fin, d'insécurité juridique ou financière.

Le Great Reset ne serait-il pas ainsi une transposition du Jubilé antique dans la postmodernité ? La question de l'annulation de la dette est même un thème de réflexion prégnant pour les économistes contemporains. Suivant les travaux de l'économiste Carmen Reinhart qu'il cite dans son ouvrage, Klaus Schwab mentionne qu'une « aide sous forme de don ou d'allègement de la dette et éventuellement un moratoire pur et simple sera non seulement nécessaire mais essentiel »¹⁷¹. Cette analyse s'inscrit dans le sillage d'une idée récurrente depuis 2009 selon laquelle la dette prolifique et insoutenable entraîne tout le système

¹⁷¹ Klaus Schwab se réfère ici à l'article de Carmen REINHART et Kenneth ROGOFF, « The Coronavirus Debt Threat », *The Wall Street Journal*, 26 mars 2020.

financier vers une démonétisation généralisée, d'où la nécessité d'une remise à plat du système et la suppression de ce qui l'a longtemps nourri mais nuit aujourd'hui à sa crédibilité. C'est en 2014 que Christine Lagarde, alors Directrice générale du FMI évoque à Davos la nécessité d'un « reset monétaire » et c'est William White, président du Comité économique de l'OCDE, qui, en 2018, qui a exhorté les responsables politiques et économiques à organiser un jubilé. C'est au tour de Kristalina Georgieva, directrice générale du FMI, d'appeler en 2020 à un nouveau Bretton Woods. Les trois demandes sont complémentaires : le « reset » n'est possible qu'avec un jubilé qui efface la dette afin de créer un nouveau système monétaire international. L'idée du jubilé a longtemps concerné les pays pauvres ou insolubles mais l'augmentation artificiellement entretenue des prix de l'énergie et l'effet inflationniste qui va s'en suivre et affecter l'ensemble des citoyens pourrait poser la question de la rémission jubilaire de la dette pour tous les pays. L'exposition particulière de l'Europe dans la crise énergétique contribue à paupériser les populations européennes qui vont se rapprocher dangereusement des conditions du Tiers-monde, en en prenant du reste de nombreux attributs.

La monnaie numérique ne serait-elle pas un moyen de réaliser à la fois ce jubilé et la création d'un nouveau système monétaire ? La monnaie numérique de banque centrale (MNBC) est une monnaie émise par la banque centrale, en l'occurrence pour la France, la Banque Centrale Européenne, totalement dématérialisée. Or la monnaie centrale, créée par les banques centrales, se divise aujourd'hui en monnaie fiduciaire (le « cash ») et les sommes placées par les banques commerciales sur les comptes qu'elles détiennent auprès des banques centrales (à minima la réserve obligatoire). C'est cette monnaie centrale qui deviendrait monnaie numérique. La monnaie commerciale - prêts aux particuliers, monnaie sur les comptes des clients utilisable par carte, chèque, virements - est créée, elle, par les banques commerciales et resterait une monnaie électronique, ce qui n'est pas la même chose.

Ceci est la théorie. Dans la pratique, cette distinction entre monnaie centrale « interbancaire » et monnaie électronique utilisable par les particuliers est beaucoup moins nette qu'il n'y paraît. Au Forum financier international du 12 juillet 2022, François Villeroy de Galhau, Gouverneur de la Banque de France, donne un éclaircissement sur les contours de la future monnaie numérique. Le Gouverneur de la Banque

de France évoque l'euro numérique comme monnaie centrale mais aussi comme « moyen de paiement, adapté à la demande des utilisateurs à l'ère numérique ». Il effectue un saut quantitatif et qualitatif en donnant à une monnaie, théoriquement centrale, des attributs de la monnaie commerciale. Pour lui, il convient de favoriser l'accessibilité et la facilité d'utilisation de la monnaie de banque centrale. Il efface donc même la frontière entre monnaie centrale et monnaie commerciale pour faire de l'euro numérique une fusion de ces deux types de monnaies. Villeroy de Galhau relaie dans son discours les inquiétudes des banquiers commerciaux qui craignent pour l'existence de l'intermédiation bancaire et la disparition de la relation client. Au-delà d'une inquiétude statutaire ou professionnelle, il s'agit bien d'une autre conception de la monnaie qui se fait jour.

La monnaie numérique constitue au départ une opportunité pour accélérer la vitesse de circulation de la monnaie, condition nécessaire au capitalisme spéculatif protégé par la Caste. La monnaie numérique se rapproche d'une conception platonicienne de la monnaie, dépourvue de valeur intrinsèque, simple convention sociale ou norme imposée par la Cité qui lui donne sa « valeur » et scelle la confiance. De ce point de vue, la monnaie est un « objet imaginaire » et dans tout acte d'acquisition, seront échangés un objet réel contre un « objet imaginaire » ou un « mythe » comme le dit Simone Wapler. Cette monnaie platonicienne qu'est la MNBC n'a pas les caractéristiques réalistes qu'Aristote attribue à toute monnaie : instrument d'échange, de mesure et de stockage de la valeur dans le temps, la monnaie n'est qu'une médiation, un outil doté d'une valeur intrinsèque. Bretton Woods et le nouveau Bretton Woods que constituerait l'instauration de monnaies numériques signent l'affirmation de cette conception platonicienne de la monnaie. Dématérialisée, numérisée, une monnaie est nécessairement plus manipulable, son caractère « mythique » est de fait accentué. La fabrication exponentielle de la monnaie-dette ne serait-elle pas la précipitation volontaire de ce système vers une chute ou une grande bascule dont la monnaie numérique serait le point d'aboutissement ?

En même temps que se réaliserait un grand « jubilé » d'annulation de la dette, s'opérerait le passage à un nouveau système monétaire plus intégré doté de règles précises de création monétaire, de consommation. L'idée d'une péremption de la monnaie numérique - notamment l'e-yuan - permettrait précisément de renouer avec cette tradition du « jubilé »,

régulier, prévisible, non seulement pour réguler le cycle de l'endettement, mais pour introduire un cycle de la consommation plus étroitement contrôlé. La cible visée par ce système est l'épargne, c'est-à-dire la capacité d'un agent ou d'un particulier à reporter la consommation et à disposer librement de « valeurs » utilisables où, comme et quand il le veut, à disposer d'un capital disponible. La consommation est la concrétisation matérielle d'une liberté assurée fondamentalement par la capacité d'épargne. C'est cette liberté que vise le Great Reset. La Caste mondialisée a, dans le système post Bretton Woods, tenu la société dans la dépendance « heureuse » de la consommation matérialiste et dans un endettement, qui, s'accroissant par un coaching agressif des établissements financiers, est devenu privatif de liberté. La propension à épargne est devenue nulle voire négative. Cette dépossession financière a été la première étape. La monnaie numérique pourrait bien en être la continuation, l'occasion d'opérer une réorganisation sociale et politique radicale, assumée par les pouvoirs publics. Ce serait non seulement un changement de régime largement effectué d'ores-et-déjà mais la bascule complète de la conception politique autour depuis 1945 des valeurs de démocratie libérale : traçabilité des actes, des déplacements, transparence de la consommation, impossibilité de l'épargne si la péremption de la monnaie était retenue dans le projet de MNBC. Ce serait le temps dystopique d'un collectivisme comportemental qui signerait à bien des égards la fin de l'ère du monde libre. Avec une monnaie numérique, l'homme, comme le dit Liliane Held-Khawam¹⁷², est un « centre de coûts et de profits » dont la performance serait mesurable en continu avec une sorte de comptabilité individuelle qui rendrait un compte transparent sur les charges et les produits. On peut très bien imaginer en conséquence le management collectif qui peut être induit par cet instrument monétaire : le crédit social pourrait très bien être une manière d'orienter les charges vers tel ou tel secteur : un téléguidage, par exemple, sur des dépenses de consommation de certains produits, les produits dits « verts », qui donnerait lieu à un bonus et les produits carbonés qui donnerait lieu à un

¹⁷² Liliane HELD-KHAWAM, de double nationalité suisse et libanaise, est diplômée en économie d'entreprise. Active dans le conseil en stratégie d'entreprise et en management, elle a mis au point le Management par le coaching (MPC), une méthodologie destinée à fonder la gestion de l'entreprise sur l'humain. Elle est, en outre, l'auteur du site de réinformation (<https://lilianeheldkhawam.com>) ainsi que d'ouvrages sur le mondialisme comme *Dépossession* (2018) ou *Le Coup d'État planétaire* (2019) aux éditions Réorganisation du Monde.

malus. On pourrait très bien imaginer un seuil d'acceptabilité des charges induites par les individus et nul, une fois entrés dans ce système, ne peut prédire ce qu'il adviendrait de ceux qui dépasseraient ces charges. On assisterait dès lors à une financiarisation intégrale de l'individu qui serait, du berceau au cercueil, un document comptable transparent, consultable, ajustable, corrigible à distance.

Le Great Reset sonne-t-il la fin du monde libre ? Mais, y a-t-il véritablement unité dans la stratégie du Great Reset ? Si l'objectif est bien d'ériger un monde unifié, un monde globalisé et uniformisé, la géopolitique contemporaine offre des signaux de tensions qui viennent contrarier cette ambition.

La Grande réinitialisation est avant tout une réorganisation du monde et des instances internationales au service d'une gouvernance mondiale à même selon la Caste de répondre aux défis écologiques, géostratégiques, démographiques qui nous attendent. A défi mondial, réponse mondiale. Cette formulation serait simple si elle ne cachait les mouvements tectoniques qui se réveillent en ce début du XXIème siècle, dans le sillage de ce nouvel ordre du monde et qui viennent en contrarier singulièrement l'unification.

Hyperpuissance américaine ?

Les termes sont ambigus dès l'origine et les illusions d'optique ne manquent pas lorsqu'on essaie de comprendre de manière systémique ce qui se cache derrière ce Nouvel Ordre Mondial. Si l'on se place dans une logique westphalienne, il s'agit de la perte de souveraineté progressive de plusieurs États, auparavant influents voire historiquement hyperpuissants, au profit d'un autre qui paraît avoir toutes les cartes en main pour mener une domination géopolitique sur les autres. Les Etats-Unis avec la maîtrise du dollar depuis Bretton Woods et la non-convertibilité du 15 août 1971 semblent tout à fait disposés à jouer ce rôle. Si l'histoire a un sens, elle semble en effet conduire à une hyperpuissance américaine : dollarisation du monde, chute de l'Empire soviétique et affaiblissement de la Russie dans les années 90, savante combinaison entre *soft power* par la culture hollywoodienne, les universités, les capacités technologiques et le *hard power*, l'utilisation des forces militaires sous l'égide de l'OTAN en 2003, en 2011.

Chine et Etats-Unis, le « pugilat géant »

Mais ce narratif, pourtant bien conçu, ne suffit pas à rendre compte de tous les points de tensions qui ont débordé ce projet. L'émergence de la puissance économique chinoise tendrait à remettre en selle une bipolarisation du monde dont les autres événements géopolitiques ne seraient que des manifestations périphériques. Derrière ce partage, se

jouerait le véritable « pugilat géant » (Caroline Galactéros¹⁷³) entre les Etats-Unis et la Chine. Dans *Les nouvelles routes de la soie*, Peter Frankopan donne une traduction chiffrée saisissante de l'évolution de ce pugilat entre 2001 et 2016 : si le PIB de la Chine ne représentait en 2001 que 39% du PIB américain, il en représentait 114%, en 2016. La Chine est ainsi le creuset de cet « essor de l'Orient » qu'étudie Frankopan en mentionnant notamment la maîtrise des matériaux rares, la domination du commerce maritime, le boom technologique dans l'intelligence artificielle, un réseau d'alliances économiques et politiques de pays orientaux recréant les anciennes routes de la Soie par une stratégie d'influence en « colliers de perles » qui mène la Chine bien au-delà de sa zone historique d'influence.

La politique « Une ceinture, une Route » (One Belt, One Road - OBOR) dite des Nouvelles routes de la soie, est en effet une stratégie d'influence sur les voisins de l'Empire du Milieu, la ceinture terrestre, et sur les pays lointains situés sur une route maritime allant de l'Océan indien au Golfe Persique et à la Mer Rouge¹⁷⁴. Initiée en 2013, la Route compte désormais plus de 80 pays allant de l'Asie aux Caraïbes en passant par l'Afrique dans laquelle la Chine investit dès le début des années 2000. Ce projet OBOR n'est pas, contrairement à la tradition chinoise, un projet au service du seul Empire. Il est un projet « mondialiste » comme l'a affirmé le Président Xi Jinping en mai 2017 à Beijing puisque le projet OBOR peut changer le monde, amènerait la paix, « la compréhension mutuelle, le respect et la confiance entre les différents pays », « ajoutera de la splendeur à la civilisation humaine » dans une « nouvelle ère d'harmonie et d'échanges ». Xi concluait en affirmant qu'il s'agissait « du projet du siècle ». La Chine a, elle aussi, son « agenda 2030 » et le projet OBOR répond à un des impératifs cruciaux qui attend l'économie chinoise, l'augmentation exponentielle des besoins intérieurs du pays. C'est la raison pour laquelle le projet OBOR est avant tout la planification pour satisfaire à long terme les besoins, ce qui se traduit par une géopolitique énergétique, fondamentale pour l'approvisionnement en pétrole et en gaz. C'est aussi un programme de transition économique de l'industrie aux services, d'une croissance accélérée à une croissance de

¹⁷³ Docteur en sciences politiques, Caroline Galactéros a beaucoup travaillé dans l'évaluation et la prospective stratégique dans les services de l'État. Colonel dans la réserve opérationnelle des armées, elle a créé le *think tank* Géopragma.

¹⁷⁴ Peter FRANKOPAN, *Les nouvelles routes de la soie, l'émergence d'un nouveau monde*, Flammarion, Champs histoire, Paris, 2020.

haute qualité. Le deuxième aspect du projet OBOR est un aménagement du territoire par un rééquilibrage vers l'ouest du pays pour faire face à un littoral oriental saturé. L'efflorescence de nouvelles entreprises dans l'Ouest de la Chine a contribué à résoudre le mal chinois multi-décennal du déséquilibre démographique et économique du territoire. Le projet OBOR est peut-être avant tout un projet de sécurisation à la fois intérieur et extérieur : pour la sécurité intérieure, on retrouve l'utilisation de nouvelles technologies aussi bien pour la répression des Ouïghours ou autre minorité autre que les Hans, ce que les autorités chinoises appellent la « grande muraille de fer », ainsi que pour les malades du Covid qui contreviennent à la délirante politique du « zéro covid » promulguée par les autorités chinoises en 2020. Mais cette politique de sécurité s'exerce surtout à travers la militarisation des îles dans l'Océan Pacifique qui constituent pour la Chine « le carrefour de l'économie mondiale », d'où les tensions avec Taïwan ¹⁷⁵ et dans les îles Spratleys, les îles Paracels. Pour cette sécurité, le projet OBOR adopte un très important volet scientifique. Les travaux sur l'intelligence artificielle, les nanotechnologies, l'informatique quantique conduit la Chine à être en pointe sur le secteur des « villes intelligentes » ainsi que sur la surveillance militaire et écologique par l'utilisation de métadonnées et de l'imagerie satellite. La Chine se dote est désormais dotée d'une infrastructure industrielle et numérique qui la rend opérationnelle dans l'orchestration du Great Reset, ce qu'elle n'a pas manqué d'amorcer dans sa politique « zéro covid » de manière extraordinairement autoritaire et inhumaine. Le parti communiste chinois investit dans l'intelligence artificielle, construit de nouveaux centres de recherches comme dans le quartier de Mengoutou pour 2,1 milliards de dollars ou à Xi'an. Frankopan cite le rapport de CB insights, *Top AI Trends to Watch in 2018* montrant que si, en 2016, la Chine ne finançait que 11,3% des startups d'intelligence artificielle, ce chiffre est passé à 50% en 2017. L'utilisation militaire de ces technologies IA ou des biotechnologies ne fait aucun doute pour la Chine qui est en train, par ses recherches, d'amorcer une évolution décisive dans l'art de la guerre.

¹⁷⁵ Les tensions entre la Chine et Taïwan ne sont pas réductibles à cette causalité économique. Des éléments historiques, politiques et géopolitiques sont aussi déterminants.

Le « pugilat » sino-américain évoqué par Caroline Galactéros repose ainsi sur une rivalité multisectorielle entre Chine et Etats-Unis : haute technologie, *smart cities*, contrôle de la population, conquête territoriale par l'endettement imposé aux pays soutenus, positionnement dans le Pacifique. Cette synthèse entre la modernisation par l'IA, le contrôle classique de l'opinion et la fabrique du consentement collectif, est la marque de fabrique du modèle chinois qui entre dans les plates-bandes des Etats-Unis pour l'hégémonie mondiale. Klaus Schwab, dans *Covid-19, la Grande réinitialisation* a enfilé son costume d'arbitre pour réfléchir sur l'avantage comparatif qui a été pris par l'un ou l'autre des prétendants à l'hégémonie. Pour le président du FEM, il demeure impossible de départager les deux géants : côté américain, insignifiance de la force militaire face au Covid, limites du « soft power » et absence de réponse unitaire et forte à l'agression du virus, création d'inégalités sociales face à la maladie. Côté chinois, attrait des universités américaines, forte attractivité du dollar par rapport au yuan, vieillissement de la population, positionnement parfois instable en Asie, dépendance énergétique encore forte. Pour Klaus Schwab, même si le modèle chinois a exercé une force d'attraction inimaginable en 2021 dans les pays occidentaux comme l'Autriche, l'Australie, l'Italie, la France, la Nouvelle-Zélande, on ne peut affirmer qu'un gagnant soit sorti de cette épisode pandémique.

Davos bifrons

Cette division sino-américaine ne serait-elle pas le signe d'une division de Davos elle-même, la Caste mondialisée hésitant entre l'hégémonie monétaire du dollar à travers les Etats-Unis permettant de perpétuer un « créditisme » irrationnel, et l'hégémonie politique d'un modèle permettant de maximiser le contrôle des populations ? Si les moyens diffèrent, les fins sont similaires : au bout de l'endettement généralisé ou du contrôle des populations, l'esclavage. Le secrétaire d'État à la Défense, James Mattis, en 2018, dénonçait clairement « les desseins à long terme de la Chine de récrire l'ordre mondial existant »¹⁷⁶. Il n'est pas à exclure que Davos soit tirailé entre deux modèles de mondialisation possible dont l'affrontement Chine-Etats-Unis serait le

¹⁷⁶ Peter FRANKOPAN, *op.cit.*, p.150.

témoignage : un modèle Soros, cosmopolite, proaméricain et un modèle Schwab, « régionaliste », autoritaire, plutôt prochinois.

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine qui s'est ouvert en 2014 et accéléré en 2022 vient à la fois confirmer et infirmer cette tendance à la bipolarisation. Les opérations spéciales de la Russie en Ukraine, les sanctions qui s'en sont suivies, notamment la suspension du système SWIFT pour la Russie contribuent à créer un nouveau monde bipolaire entre les Etats-Unis, l'Europe occidentale, centrale et orientale, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Russie, la Chine ainsi que de nombreuses nations africaines et asiatiques qui ont manifesté leur soutien lors de l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2022. Alexandre del Valle écrivait, dès 2021, dans *La mondialisation dangereuse* : « Vladimir Poutine n'a jamais accepté le projet américain de déployer en Europe centrale et orientale un système de défense antimissile, au même titre que l'ingérence occidentale en Ukraine. »¹⁷⁷ En effet, pendant trois décennies maintenant, la géopolitique occidentale semble s'être orientée vers une guerre froide par d'autres moyens. Revenons à l'histoire récente pour mieux comprendre les enjeux de ce conflit.

Dès 1985, et son arrivée à la tête de l'Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev incite les pays du Pacte de Varsovie à entreprendre des réformes économiques et politiques, une déclaration commune entre Gorbatchev et Kohl affirmant le droit des peuples et des États à l'autodétermination. Ces débats, d'une abstraction toute diplomatique, ont du mal à cacher l'enjeu monétaire et militaire : celui de l'union monétaire des deux Allemagne et celui de l'adhésion de l'ensemble à l'OTAN. Le sujet est sensible et c'est à Moscou, le 9 février 1990, que le secrétaire d'État américain, James Baker, affirme devant Edouard Chevardnadze, ministre des Affaires étrangères, et Mikhaïl Gorbatchev que, si l'ensemble allemand devait intégrer l'OTAN, ce qui lui paraissait souhaitable, « la juridiction actuelle de l'OTAN ne s'étendra[it] pas d'un pouce vers l'est », et ce à trois reprises. Dans une interview en 2015, Vladimir Poutine, en réponse à une question sur ces promesses n'ayant pas de valeur contractuelles ou conventionnelles, affirme : « Rien n'avait été couché sur le papier. Ce fut une erreur de Gorbatchev. En politique,

¹⁷⁷ Alexandre DEL VALLE, *La Mondialisation dangereuse*, Éditions de l'Artilleur, Paris, 2021, p. 107.

tout doit être écrit, même si une garantie sur papier est aussi souvent violée. Gorbatchev a seulement discuté avec eux et a considéré que cette parole était suffisante. »¹⁷⁸ Entre 1990 et 2015, de l'eau avait coulé sous les ponts. La Russie, sous l'égide de Vladimir Poutine, du moins à ses débuts, n'a pas désavoué le rapprochement stratégique vers l'Europe effectué par le Président Eltsine. Appartenant au clan des « libéraux » du maire de Saint-Petersbourg -, Anatoli Sobtchak, Vladimir Poutine considèrait que la débureaucratiation et une libéralisation de l'économie étaient les préalables à une renaissance et à une entrée définitive dans l'ère post-soviétique qu'il souhaitait ardemment. Le virage est venu des Etats-Unis, sous Georges Bush Jr, qui a décidé de faire plier les tyrannies et les *Rogue States* (« États voyous ») dans une logique néoconservatrice qui ne voyait pas d'un mauvais œil un changement de régime à Moscou. Dès lors, Vladimir Poutine, notamment par la création d'*Iedinaïa Rossia* en 2001 et lors des élections de 2004, a réorienté sa politique vers un patriotisme moins européiste et les Etats-Unis se sont attachés à faire progresser le territoire otanien comme en témoigne le soutien des Etats-Unis à l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN et, pire, le soutien des américains à la « révolution orange » en Ukraine en 2004, et à l'indépendance du Kosovo en 2008 qui réactivait les plaies de la guerre en ex-Yougoslavie très mal refermées pour les Russes. Comme le dit Alexandre del Valle, « de facto, l'UE devint une entité atlantiste sous la domination des intérêts américains » et, à partir de cette période, le fossé n'a cessé de se creuser entre l'Occident et le Heartland Russo-Chinois dont le Rimland (Pays d'Europe Centrale et Occidentale et ex-pays de l'Union soviétique) devenait un enjeu d'influence géopolitique fondamental. L'annexion de la Crimée en 2014 et les opérations spéciales qui ont débuté le 24 février 2022 montrent que l'Ukraine, comme cela a souvent été le cas dans l'histoire depuis le XVIème siècle, est la ligne de partage géopolitique entre l'Occident et l'Orient et qu'un nouveau rideau de fer paraît se poser et partager l'Ukraine en deux parties comme en témoignent les référendums d'autodétermination de septembre 2022 pour les régions de Kherson, Zaporojié, Lugansk et Donetsk.

¹⁷⁸ Oliver STONE, *Conversations avec Poutine*, Albin Michel, Paris, 2017.

Derrière l'affrontement géopolitique, un affrontement de civilisation ?

En termes géopolitiques, l'Organisation de Coopération de Shanghai créée le 15 juin 2001, originellement destinée à réguler les tensions géopolitiques qui sévissaient du fait de l'effondrement du Bloc soviétique, est progressivement devenue un bloc destiné à contrebalancer l'hégémonie américaine et à constituer une véritable « alliance anti hégémonique » (Zbigniew Brzezinski) avec la Chine, la Russie, l'Inde, l'Iran et les ex-Républiques soviétiques. Cette remise de l'unipolarisme américano-atlantiste serait une transition historique vers la multipolarité. Aussi a-t-on pu lire l'affrontement entre la Russie et l'Ukraine, derrière laquelle, l'OTAN, l'Union européenne et les Etats-Unis ont fait un bloc homogène dans leur soutien financier, logistique, militaire et même stratégique aux troupes de Volodymyr Zelensky. En face, la Russie et la Chine sont unis désormais par le système bancaire CIPS (China International Payment System), une alternative créée en 2015 au réseau interbancaire de transferts financiers SWIFT dont la Russie a été exclue en 2022. Certaines banques russes sont déjà intégrées au système CIPS depuis 2019 tandis que la direction de SWIFT, sous la pression des Etats-Unis avait décidé de déconnecter la Banque centrale d'Iran. La politique de sanction et l'hostilité évidente de l'UE sous l'égide d'Ursula von der Leyen et le sabotage de Nordstream I et Nordstream II va accentuer cette fracture entre l'Ouest et l'Est, ou plutôt un bloc Anglo-saxon, assez superposable au Commonwealth et un bloc asiatique constitué globalement des BRICS et des anciens non-alignés de la Conférence de Bandung. L'affrontement de la Russie et de l'Ukraine n'est-il qu'un épiphénomène de l'affrontement entre les Etats-Unis et la Chine ? Le vrai affrontement ne réside-t-il pas entre ceux qui refusent l'absorption dans la civilisation de l'oubli, du Reset et ceux qui défendent la continuité historique de leurs peuples ? En tout état de cause, nous sommes entrés en effet dans une phase de désoccidentalisation du monde où le marché de l'hégémonie est devenu contestable pour reprendre une terminologie économique. Le monde n'est plus organisé de manière pyramidale mais en rhizomes avec des outsiders, des émergents, comme les E7 (Chine, Inde, Brésil, Mexique, Indonésie et Turquie) alternative crédible au G7 selon les prospectivistes de Goldman Sachs. Yves-Marie Adeline dans

un article du *Courrier des Stratèges*¹⁷⁹ va jusqu'à poser la question : L'ONU existera-t-elle encore en 2024 ? Aussi inefficace que la SDN, l'ONU s'est avérée incapable de contrôler les initiatives de l'OTAN en Serbie, en Irak alors qu'aucun mandat n'avait été accordé à l'alliance d'où une autorité largement contestée que le Secrétaire général Guterres est loin de parvenir à rétablir. Adeline évoque le contraste entre le succès des rencontres de l'OCS à Samarcande et le camouflet du président Macron s'adressant, dans le cadre de l'Assemblée générale de l'ONU, à une salle presque vide, ce qui démontre cruellement la dépréciation de la France, considérée comme inféodée à la politique étrangère américano-otanienne. Le lapsus de Biden en septembre 2022 évoquant le « territoire » de l'OTAN montre suffisamment que l'alliance militaire prend les attributs d'un Empire politique, d'un Empire gnostique territorialisé. Yves-Marie Adeline constate que les États non -occidentaux refusent, expressément désormais, cet état de fait. Les conceptions qui faisaient consensus il y a peu, sont désormais réexaminées sous le prisme des identités civilisationnelles. Le président de L'Union africaine, Macky Sall, a protesté le 21 septembre contre une ONU qui « fonctionne au nom de valeurs locales érigées en valeurs universelles » : les principes de la révolution française, la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'arithmétique démocratique du « one man, one vote », les excès de la liberté individuelle sur certains sujets sociétaux ne correspondent plus aux aspirations des sociétés qui souhaitent rester ancrées dans leurs matrices civilisationnelles.

Lors de la cérémonie d'annexion des quatre régions à la Russie, le 30 septembre, Vladimir Poutine a prononcé un discours qui vient superposer au pugilat sino-américain, un autre affrontement de nature civilisationnelle : Poutine réaffirme le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, principe du droit international qu'il retourne ironiquement contre l'OTAN. Il définit la russité par rapport à la langue et la croyance. Il condamne le néocolonialisme américain par la « dictature du dollar et de la technologie ». Les pays, selon lui, cèdent leur souveraineté et deviennent vassaux : en désindustrialisant, en abandonnant leur souveraineté, ils deviennent les « traîtres de leurs peuples ». Vladimir Poutine insiste sur la corruption morale de l'Occident

¹⁷⁹ Yves-Marie ADELIN, « L'ONU existera-t-elle encore en 2024 ? », *lecourrierdesstrategies.fr*, 30 septembre 2022.

qui refuse les normes morales de la famille. En prenant l'exemple des « parent 1 et 2 », des transitions de genre insufflées dans l'esprit des enfants dès leur plus jeune âge, il évoque une négation de l'être humain, un rejet de la liberté qui « prend les traits du satanisme ». En citant brièvement *Mathieu, 7, 16*, le Président de la Fédération de Russie place la lutte militaire et géopolitique dans le cadre plus large d'une lutte spirituelle : « Gardez-vous des faux prophètes. Ils viennent à vous en vêtements de brebis, mais au-dedans ce sont des loups ravisseurs. Vous les reconnaîtrez à leurs fruits. Cueille-t-on des raisins sur des épines ou des figues sur des chardons ? Tout bon arbre porte de bons fruits mais le mauvais arbre porte de mauvais fruits ». Pour Poutine, l'Occident est l'« Empire du mensonge », l'empire de la fausse gnose, utilise la rhétoriques des droits de l'homme et de la liberté pour mieux préparer l'asservissement des peuples dans une logique unilatérale. La Russie joue de rôle de révélateur de ce mythe, souhaite faire tomber l'Empire du mensonge, aider les peuples à séparer le « bon grain de l'ivraie ». Poutine, en rappelant l'impérieuse nécessité d'une « multipolarité », du « droit des nations à leur « propre développement historique » fait de l'opposition entre la Russie et les Etats-Unis un enjeu civilisationnel et spirituel : le « nouvel homme » de l'Occident, dégenré, déshistoricisé, amnésique contre l'homme ancré inscrit dans la continuité historique et la fidélité que la Russie se donne pour mission de défendre. Ce discours est d'une importance historique encore insoupçonnée car Poutine efface, paradoxalement, le rôle structurant de la Chine dans les affrontements géopolitiques. En mentionnant les dangers du « collapse » voulu par les Occidentaux, Poutine se pose en résistant à l'ordre unilatéral imposé par les Américains, et surtout à la « régénération » de l'homme imposée par le Great Reset. Le schéma est incontestablement habile et ne peut que trouver une approbation fervente au sein mêmes des sociétés occidentales dont de nombreux membres déplorent l'évidente décadence anthropologique et politique.

Derrière une structure géopolitique apparente, Etats-Unis-Chine, qui, malgré la bipolarité militaire et économique, demeure un bloc unitaire favorable au Great Reset et à la soumission de l'homme à un communisme postmoderne, n'y aurait-il pas une structuration géopolitique plus sourde : une opposition essentielle entre les nations « babéliennes » qui sous l'égide de Davos souhaitent une refondation commune de leur structure anthropologique, mentale, culturelle et civilisationnelle et des nations considérant la continuité historique comme

un patrimoine inaliénable ? Si Vladimir Poutine est tout à fait capable d'utiliser cette rhétorique de « Moscou Troisième Rome » à des fins exclusivement politiques, il n'en reste pas moins vrai que s'esquisse un mur géopolitique de nature cognitive entre deux visions du monde. La première est une visée révolutionnaire et mondialiste ayant intériorisé la nécessité du Great Reset sous l'égide d'une « politique quantique » (Klaus Schwab) favorisant la convergence politique et monétaire. L'attachement patriotique, la continuité historique représentent des freins empêchant la réponse volontariste aux défis mondiaux. Il convient dès lors de changer d'échelle, de modifier le rapport des peuples à la propriété, à la consommation, à la parentalité, au vivant de manière à désacraliser les piliers qui constituaient l'architecture des sociétés occidentales. De ce point de vue, plutôt qu'une opposition, on pourrait voir une alliance objective entre la Chine et les Etats-Unis comme l'ont révélé les accointances évidentes entre ces pays ainsi que la France autour du laboratoire de Wuhan, théâtre d'une coopération scientifique établie entre l'Institut Mérieux et des organismes de recherche américains financés par le *National Health Institute*. La numéro 2 du laboratoire de Wuhan, Shi Zhengli avait, avec un chercheur de Caroline du Nord, Ralph Baric, réussi à créer en 2015 une chimère d'un coronavirus de chauve-souris en le dotant d'un élément spécial dit *spike S*. Peter Daszak, spécialiste de zoonoses et président de l'ONG américain, *Alliance EcoHealth*, a manifestement encouragé le financement de recherches sur les « gains de fonction » en collaboration avec le laboratoire de Wuhan. Cet imbroglio sino-américain donne du sens à l'emballlement de la Fondation Bill et Melinda Gates lorsqu'il s'est agi de mettre en place une campagne massive de vaccination, de l'entrée en scène de Pfizer et d'Albert Bourla ainsi que du soutien continu de l'Union européenne et notamment de la Présidente de la Commission, Ursula von der Leyen. Le FEM et ses antennes nationales dirigées par des produits directs des *Young global leaders* ont relayé, avec plus ou moins de zèle et de succès, cette méthode « zéro covid » que la Chine mène toujours en 2022. La fascination exercée par les méthodes chinoises (*testing, tracing, contrôle social*) dont le rapport du Sénat en juin 2021¹⁸⁰ fut un terrible témoignage montre au mieux une simple alliance objective Occident-Chine dans l'ingénierie sociale du

¹⁸⁰ *Crises sanitaires et outils numériques : répondre avec efficacité pour retrouver nos libertés*, Rapport d'information n°673 (2020-2021) de Mmes Véronique GUILLOTIN, Christine LAVARDE et M. René-Paul SAVARY, 3 juin 2021.

Great Reset, au pire une stratégie commune déclinée dans un partage territorial savamment entretenu et adapté aux cultures et aux opinions de chaque pays.

CONCLUSION SORTIR DU DAVOSCENE !

Le terme de « mondialisation » par lequel nous caractérisons la période que nous traversons ne dit qu'improprement le processus à l'œuvre. Tout ce qui précède semble pouvoir être signifié par un chrononyme qui désigne à la fois le processus de mondialisation mais aussi l'idéologie révolutionnaire qui le sous-tend et dans le même temps le monisme politique, la tendance à une unification par l'impolitique. La mondialisation est en soi un terme descriptif, axiologiquement neutre, qui exprime moins une idéologie qu'une constante dans l'histoire caractérisée par les évolutions technologiques, l'augmentation des échanges. Le davoscène¹⁸¹ est l'ère qui désigne un processus révolutionnaire tendant à dissoudre les États-nations, à refonder jusqu'à l'homme lui-même au service d'une Caste, dans un ordre nouveau, celui d'un nouvel ordre mondial, protéiforme, caractérisé par une tendance à l'uniformisation. Il s'agit, nous l'avons vu, d'une révolution qui emprunte ses caractéristiques à la fausse gnose, une gnose postmoderne qui précipite d'ordre ancien dans le néant pour maintenir la Caste dans ses privilèges. En effet, si la Caste est révolutionnaire pour les peuples qui sont à sa merci, elle demeure conservatrice pour elle-même. « Si nous voulons que tout demeure en l'état, il faut que tout change » comme le disait Guiseppe Tomasi, prince de Lampedusa. A bien des égards, paradoxalement, cette révolution de Davos n'est qu'une stratégie pour maintenir le système à l'heure où il semble être un colosse aux pieds d'argile.

Le davoscène est d'abord l'ère de la scène, du théâtre démocratique, de l'ersatz républicain, du simili-forum qui entretient le « narratif », le « récit » d'une liberté des peuples, en dépit de toute évidence. Davos, le sait très bien : l'énergie démocratique s'est épuisée, son illusion aussi et le seul moyen pour elle de se maintenir est de bâtir les instruments de la cybernétique et d'assurer la construction d'un homme-machine 4.0. Il ne s'agit plus de délibérer - les instruments politiques de délibération s'amenuisent comme une peau de chagrin - ni même de commander mais de télécommander. L'éducation, les médias, les juges, les politiques marchent de concert pour maintenir cette illusion démocratique. Les réseaux sociaux fonctionnent comme une plainte

¹⁸¹ <https://alliancepourlafrance.com/2020/11/18/sortir-du-davoscene/>

cathartique, lorsque la vérité menace d'apparaître. Le Système peut ainsi persévérer dans son être et les peuples mourir dans le silence, en conséquence.

Le premier travail est sans doute de défaire ce « récit », cette illusion et de reposer les principes du politique qui sortent de cette fiction impolitique dénoncée en première partie : qu'est-ce qu'un peuple ? Comment se construit une entité politique ? Qu'est-ce qu'un destin collectif ? Qu'est-ce qu'une cité ? Ce n'est qu'au prix de cette réflexion, intellectuelle et politique, que parviendrons à nous défaire des faux-semblants du cosmopolitisme qui a totalement perverti notre définition du politique. De ce point de vue, une véritable réflexion doit être amorcée à l'échelle de chaque peuple sur l'éducation, sur son histoire, sur le rapport qu'il doit entretenir avec ses ancêtres et ses descendants ? Doit-il les oublier, les maudire, les déboulonner pour laisser la place à un homme vide, liquide, sans qualités, malléable au gré des caprices de la Caste ? Doit-il au contraire veiller à sa continuité historique, c'est-à-dire résister à la tentation du néant que constitue la Grande réinitialisation ?

Pour cela, sans doute faut-il se débarrasser des boulets politiques que nous avons, pas-à-pas, construits pour mieux assurer la domination de la Caste. Les instances internationales sont désormais, c'est une évidence, au service de cette idéologie du néant et de cet « Empire du mensonge ». Il convient donc politiquement de songer à une sortie de piste. L'instance internationale la plus contraire à ces valeurs de continuité historique et de fidélité, de loyauté à notre propre civilisation est incontestablement l'Union européenne. Cette entité, néfaste, est le contraire de l'Europe. En tout domaine, elle nous a bercés d'illusion. Elle se dit fondée sur la paix – au prix d'une distorsion historique du reste – elle est aujourd'hui pourvoyeuse de guerre. Elle devait défendre le « mode de vie européen », elle s'ingénie à favoriser le remplacement de ses peuples, par l'intermédiaire notamment de ses instances juridictionnelles. Elle devait apporter une monnaie stable, la prospérité, la croissance, nos économies dégringolent l'une après l'autre. Elle est la courroie de transmission de tous les clubs ou réseaux d'influence internationaux comme le FEM. L'Union européenne est en définitive la destruction du principe d'identité lui-même : à Bruxelles, comme partout ailleurs maintenant en Occident du reste, A = non-A. La dénonciation négociée du *Traité de Lisbonne* (TFUE) est un préalable et apportera un regain politique à chacune des nations qui composent ce Léviathan

européen. Le Nouvel Ordre Mondial trouve dans les instances internationales les instruments privilégiés de sa constitution. La France doit avoir le courage, si possible en menant une diplomatie concertée, de sortir de ces schémas politiques mondialistes (ONU, OTAN) qui contreviennent, précisément, à la liberté des peuples de disposer d'eux-mêmes. Nous restons persuadés que la première nation qui prendra l'initiative de ce coup de pied dans la fourmilière institutionnelle mondialiste bénéficiera de l'admiration de nombreux peuples et prendra un leadership évident en Europe.

Dans le sillage de ces renoncements, il s'agit de rebâtir des alliances nouvelles qui remettent en question la géopolitique au service du mondialisme. La période de forte conflictualité que nous connaissons entre la Russie et l'Ukraine ne doit pas faire oublier l'opposition structurante entre les États-Unis et la Chine. Mais nous avons vu dans ce qui précède que cette opposition s'inscrivait dans le cadre d'une opposition au cœur même du mondialisme. Cinquante nuances de Great Reset ne font pas une opposition politique profonde et véritablement structurante. Les États profonds sont, eux, en réseau et l'opposition n'est qu'apparente ou, du moins, de circonstance. L'hostilité entre la Russie et l'Occident, artificiellement alimentée par l'État profond américain qui souhaite poursuivre la défense d'un Occident décadent, ne reste pas moins profondément représentative d'une opposition non seulement géopolitique mais aussi civilisationnelle voire spirituelle. On a l'impression d'une opposition entre un Occident qui a définitivement renoncé au caractère structurant du christianisme comme colonne vertébrale de sa civilisation et la Russie qui paraît revenir à ses codes sociaux et culturels. Sans doute faut-il casser cette bipartition qui nous délaisse dans le camp de la décadence. Acceptera-t-on le dilemme suivant : être poussé dans la civilisation du Léthé, l'univers du *woke*, de la *Cancel culture*, de la laïcité, du relativisme, de la domination américaine ou la déloyauté à l'égard de la France ? La France peut porter l'initiative d'un lien avec Berlin et Moscou qui ramènerait la Russie dans la continuité géographique et culturelle avec l'Europe et la mettrait à distance de la Chine avec laquelle elle n'a aucune affinité civilisationnelle. Est-ce encore possible ? De moins en moins assurément mais le temps d'initiatives diplomatiques inattendues semble venu car il convient se sortir de cette route dangereuse entre Charybde et Scylla.

Ne nous y trompons pas néanmoins. La nocivité des institutions internationales et des grands ensembles n'explique pas tout. Elle n'est que l'instrument, à vrai dire, de cette autodestruction des États par eux-mêmes. Le régime politique que connaissent chacune des démocraties occidentales est loin de garantir cette liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes. Se déprendre de l'idéologie mondialiste implique une force d'incarnation que les États occidentaux n'ont plus. Qu'il s'agisse des monarchies parlementaires ou des républiques, un point commun semble devoir précipiter les peuples occidentaux à une disparition certaine : le renoncement à défendre l'homogénéité de leur civilisation et de leur peuple. L'idéologie du mouvement perpétuel, de la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux, a entraîné un chaos indicible dans les peuples dont la tiers-mondisation des sociétés occidentales est une cruelle et tragique manifestation. L'immigrationnisme, le sans-frontiérisme des années 70 s'est traduit par des politiques permissives qui ont conduit au remplacement des populations dans des pans entiers de nos territoires. Le Grand remplacement est aujourd'hui largement à l'œuvre et conduit à une sécession économique, politique et spirituelle de trop nombreux territoires qui ne concerne plus seulement aujourd'hui les « quartiers ». Le silence politique sur ce phénomène désormais incontestable devient criminel, « francocide » comme le dit Éric Zemmour. Le mythe médiatique et politique des « migrants », pire des « migrants mineurs isolés » contribue à une bulle cognitive qui maintient une majorité de Français dans le conte de fées pour certains, dans la peur de dire pour d'autres, dans le déni pour tous.

Si l'on continue à définir la citoyenneté française comme un contrat, on s'expose à demeurer aveugle sur ce qui fait l'unité d'un peuple, son bien commun, les principes d'unité qui ont présidé à sa fondation et qui le maintiennent dans l'être. La continuité historique fait passer la contingence fondamentale de la constitution des peuples en « complexion » presque naturelle. Un peuple ne se situe ni totalement dans la nature ni dans la construction artificielle intégrale. Un peuple, son unité, son « vivre ensemble » est entre deux.

Et manifestement, la Caste fait tout pour artificialiser la construction des sociétés afin de pouvoir la remodeler à sa guise. Ce règne de l'artifice, du « Faussel », comme le dit Renaud Camus, relève d'un oubli délibéré de la nature. C'est bien ce lien avec la nature qu'il convient de reconstruire, un lien que l'écologisme et toutes les industries du faux

s'attachent à dénouer : *Cancel culture*, mouvement *woke*, écologisme, artificialisation, tout relève d'une conspiration contre la nature qu'il convient de combattre. Pour cela, le politique doit s'ancrer dans la nature et trouver les instruments institutionnels, législatifs, réglementaires, pour assurer cet ancrage : une politique d'aménagement du territoire en faveur des zones rurales, la fin de la préférence étrangère, une éducation loyale à l'égard de ses traditions et de son peuple. Il ne s'agit pas ici de développer des mesures de politiques publiques mais nous sommes convaincus qu'il reste possible de formuler des propositions concrètes et solides permettant cette loyauté essentielle à l'égard de la nature, si fréquemment blessée par des politiques mortifères et d'inspiration sacrificielles.

Mais sortir de cette impasse politique, il faut réconcilier la France avec ce qui fait sa vérité. Il ne s'agit pas seulement d'une fidélité aux traditions, qui relèverait au mieux d'un conservatisme d'inspiration souverainiste, au pire d'une vision muséale de la France. Le conservatisme souverainiste rate généralement son objet. Il sent bien que la modernité présente des apories, mais ses solutions sont fondées sur les pièges qu'il prétend pourtant dénoncer. Il reprend, parfois inconsciemment, par habitude intellectuelle ou atavisme politique, les principes de la Révolution qui a fondé la Nation sur la base d'un contrat et dont il souhaite conserver un mythique pureté. Il souhaite éventuellement retrouver les contractants d'origine mais reste prisonnier du schéma révolutionnaire de la régénération de l'homme par les « Lumières de la Raison » et il est parfois moins éloigné qu'il ne le croit du culte de l'Être suprême. La voie conservatrice n'est certainement pas celle qui permettra de sortir de l'impasse politique car elle propose de revenir sur les délires cosmopolites de manière négative pour ainsi dire sans proposer pour autant une voie institutionnelle qui offrirait une véritable unité au peuple français. A la société de l'oubli, de la désincarnation, de l'atonie morale, du vide spirituel, il faut sans doute trouver une figure qui répare, conjure cette négation de la France et surtout du peuple français. Il faut sortir de la schizophrénie installée au cœur de la psychologie collective française. Chaque Français, plus ou moins consciemment, est habité par deux France : la France chrétienne, celle des rois, la France révolutionnaire et son rejeton tardif, *Davosfrance*, qui en est le point d'aboutissement parce qu'il porte en lui l'atavisme de 1789.

Cette schizophrénie, cette division intérieure, la Caste a tout intérêt à la nourrir, à l'entretenir, à l'accompagner. C'est même le propre de la cybernétique davocratique : la division, qu'elle soit politique dans la plus pure tradition machiavélienne, qu'elle soit sociale à travers « le sociétal » ou morale à travers la promotion d'un individualisme fondamentalement moutonnier. La société idéale pour la Caste est un agrégat d'individus qui, par leur comportement, leur façon de penser, constitue une masse informe facile à manipuler et à conduire.

On serait tenté de penser que le temps joue pour la Caste. Néanmoins, l'accélération de l'agenda 2030, l'enchaînement d'événements qui nous entraînent vers l'organisation d'un ordre politique mondial intégré, le contrôle social, la monnaie numérique au mépris des droits fondamentaux les plus élémentaires et des constitutions politiques montrent assez l'état d'urgence qui habite la Caste. Cette précipitation traduit-elle une confiance irréfragable en sa force ou, au contraire, l'aveu d'une fragilité et la nécessité d'employer des moyens coercitifs quitte à se passer du consentement des peuples ? Les solidités de la Caste mondialisée ne sont peut-être qu'apparentes. Celle-ci pourrait s'effondrer par ce même qui l'a rendue puissante car comme dans tout théâtre, les personnages sont des masques et les décors sont fondamentalement en carton. Le faux sur lequel repose le davoscène peut-il résister à l'émergence de la vérité des peuples, de la vérité de l'homme, aux principes les plus fondamentaux des lois de la nature dont Davos souhaite plus que jamais s'affranchir ? L'artifice, l'avatar, *l'ersatz*, le « narratif », le masque, les emblèmes du davoscène, apparaissent chaque jour davantage pour ce qu'ils sont. Du creux, du vide, un néant qui souhaite occulter puis remplacer ce qui fait le cœur de nos vies. La tâche qui attend notre génération est immense : se délester de cet Empire du Faux, sortir du davoscène et aborder une autre ère, forts de principes ancrés dans la Raison et la Foi, les deux grandes victimes, pour l'instant, de cette sombre période.

ANNEXE 1

Part et rang de Vanguard Group, BlackRock, State Street global Advisors (SSgA) et Capital Research & Management dans l'actionnariat des grandes entreprises

TECHNOLOGIE, INFORMATIQUE	
Société	Actionnaire
Alphabet (E.U) Google	Vanguard 13,75% (rang 1) BlackRock 4,05% (rang 5) SSgA Funds Management 3,69% (rang 3) CR&M 6,21% (rang 2)
Apple (E.U.)	Vanguard 7,5% (rang 1) BlackRock 2,06% (rang 5) SSgA Funds Management CR&M 2,35% (rang 4)
Meta platforms (E.U.) Facebook	Vanguard 7,46% (rang 1) BlackRock 2,15% (rang 5) SSgA Funds Management 4,04% (rang 4) CR&M 5,46% (rang 2)
Amazon (E.U.)	Vanguard 6,33% (rang 2) BlackRock 1,84% (rang 7) SSgA Funds Management 3,26% (rang 3) CR&M 1,02% (rang 9)
Microsoft (E.U.)	Vanguard 7,91% (rang 1) BlackRock 2,15% (rang 6) SSgA Funds Management 4,01% (rang 3) CR&M 7,44% (rang 2)
Baidu (Chine)	Vanguard 2,93% (rang 1) BlackRock 1,48% (rang 2)
Alibaba (Chine)	Vanguard 2,20% (rang 4) BlackRock 2,31% (rang 2)
Xiaomi (Chine)	Vanguard 2,23% (rang 3) BlackRock 2,03% (rang 4) SSgA Funds Management 0,81% (rang 8)
Tencent (Chine)	Vanguard 1,98% (rang 3) BlackRock 1,88% (rang 4)

MEDIA, EDITION, DIFFUSION	
Société	Actionnaire
Netflix	Vanguard 7,55% (rang 2) BlackRock 2,11% (rang 8) SSgA Funds Management 3,80% (rang 3) CR&M 10% (rang 1)
Viacom CBS	Vanguard 10,6% (rang 2) BlackRock 2,12% (rang 8) SSgA Funds Management 5,52% (rang 3) CR&M 2,55% (rang 6)
Disney	Vanguard 7,32% (rang 1) BlackRock 2,12% (rang 8) SSgA Funds Management 2,09% (rang 3)

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE	
Société	Actionnaires
Johnson & Johnson (E.U)	Vanguard 8,66% (rang 1) BlackRock 2,20% (rang 3) SSgA Funds Management 5,41 (rang 2) CR&M 1,24% (rang 7)
Pfizer (E.U.)	Vanguard 8,13% (rang 1) BlackRock 2,1' % (rang 6) SSgA Funds Management 5,11% (rang 3) CR&M 6,46% (rang 2)
Astrazeneca (R.U.)	Vanguard 3,14% (rang 4) BlackRock 5,67% (rang 1) SSgA Funds Management 0,88% (rang 10) CR&M 2,98% (rang 5)
Moderna (E.U)	Vanguard 6,44% (rang 1) BlackRock 1,88% (rang 7) SSgA Funds Management 3,73% (rang 5)
Merck (E.U.)	Vanguard 8,14% (rang 1) BlackRock 2,25% (rang 4) SSgA Funds Management 4,68% (rang 3)

	CR&M 5,48% (rang 2)
Sanofi (France)	Vanguard 2,37% (rang 3) BlackRock 1,75% (rang 5)
Roche (Suisse)	Vanguard 2,77% (rang 2) BlackRock 2,59% (rang 3)
Bayer (Allemagne)	Vanguard 2,64% (rang 3) BlackRock 1,05% (rang 9) CR&M 1,16% (rang 7)

INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE	
Société	Actionnaires
Nestlé (Suisse)	Vanguard 2,69% (rang 2) BlackRock 0,64% (rang 10) CR&M 1,77% (rang 4)
Mondelez (E.U.)	Vanguard 7,96% (rang 1) BlackRock 2,14% (rang 6) SSgA Funds Management 4,44% (rang 3) CR&M 5,77% (rang 2)
The Kraft Heinz Comp (E;U.)	Vanguard 4,46% (rang 3) BlackRock 1,21% (rang 6) SSgA Funds Management 2,72% (rang 4) CR&M 1,48% (rang 5)
Danone (France)	Vanguard 2,26% (rang 6) CR&M 3,40% (rang 4)

ANNEXE 2

Logos de Vanguard et de State Street



Vanguard®

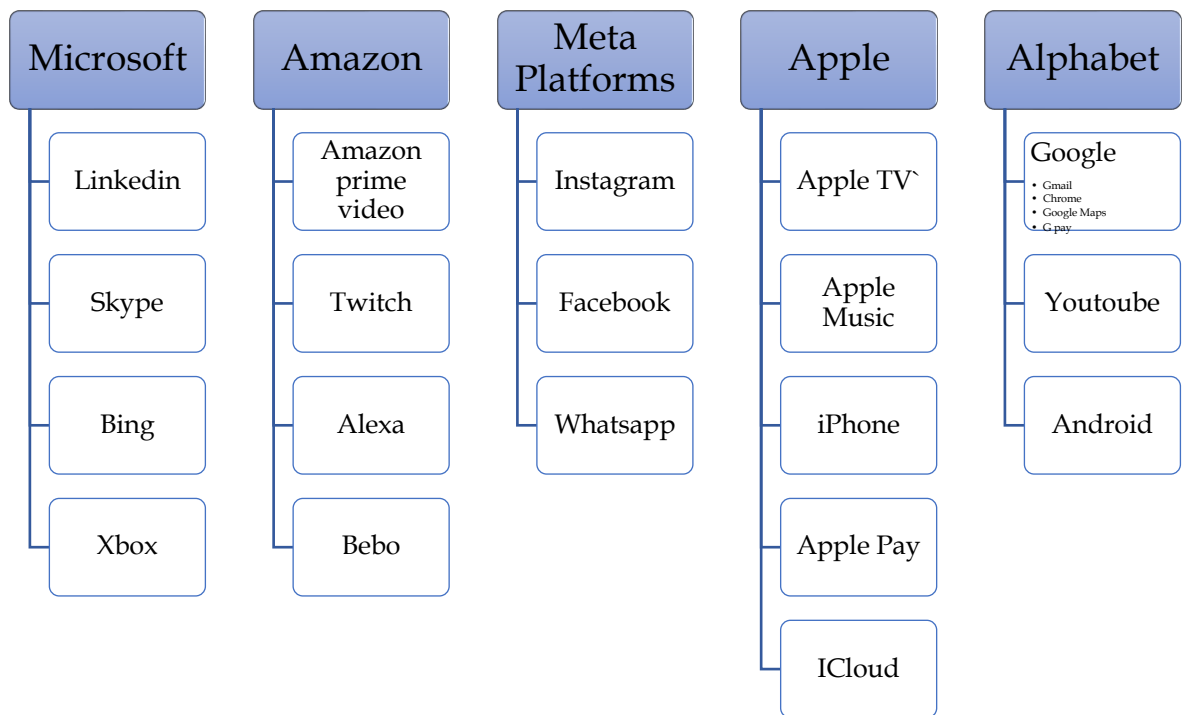


STATE STREET.

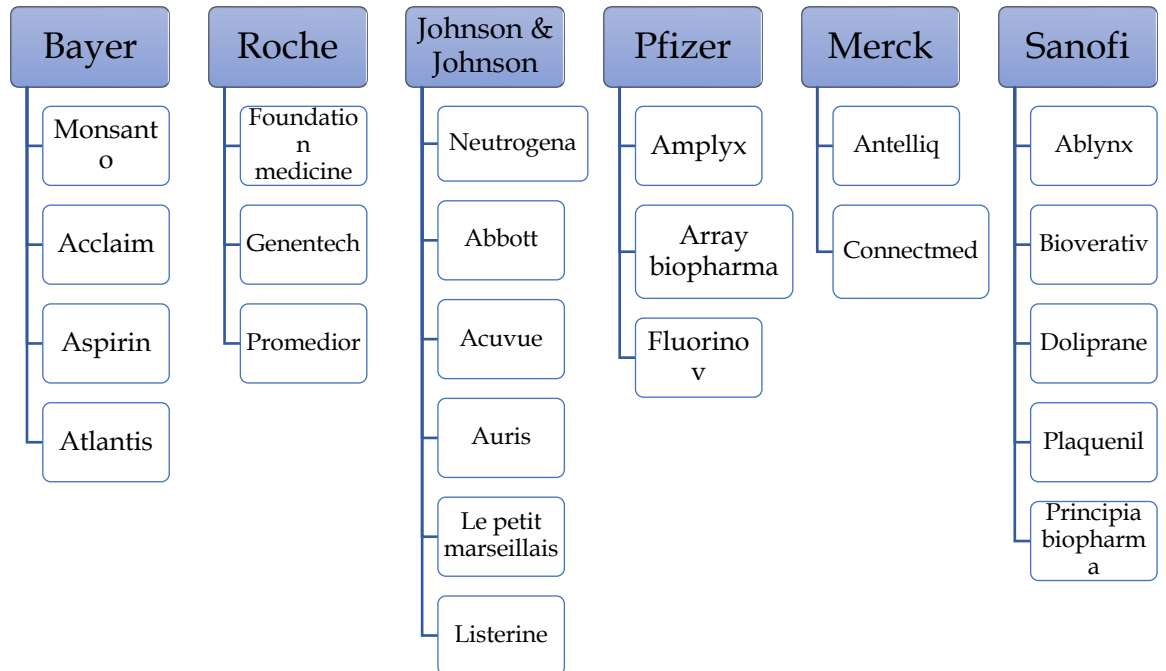
ANNEXE 3

Grands groupes industriels et filiales

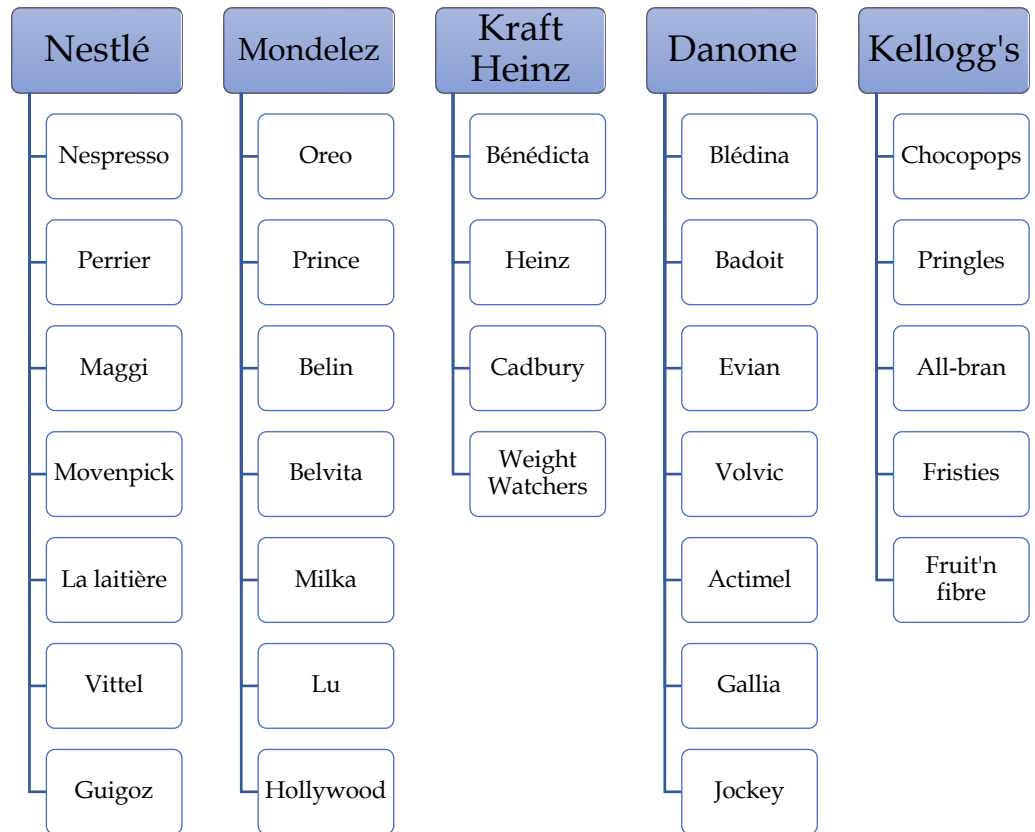
1 - Technologie, informatique



2 -Industrie pharmaceutique



3 - Industrie agroalimentaire



BIBLIOGRAPHIE

Les ouvrages mentionnés ci-dessus sont généralement ceux cités dans l'ouvrage et sont classés par ordre alphabétique d'auteur ou à défaut de titre.

Yves-Marie ADELIN, « L'ONU existera-t-elle encore en 2024 ? », *lecourrierdesstrategies.fr*, 30 septembre 2022.

Eugénie BASTIE, *La Guerre des idées, Enquête au cœur de l'intelligentsia française*, Robert Laffont, Paris, 2021.

Patrick BUISSON, *La Fin d'un monde*, Albin Michel, Paris, 2021.

Renaud CAMUS, *La Dépossession*, La Nouvelle Librairie, Paris, 2022.

Monique CASTILLO, « Signification du cosmopolitisme kantien » in *Raison présente* n°201, 2017/1.

Jacques CHEVALLIER, *L'État postmoderne*, LGDJ, 2017, Paris.

Elsa CONESA, « Les trois fonds qui contrôlent 'corporate America' », *Les Échos*, 20, nov. 2017.

Alexandre DEL VALLE, *La Mondialisation dangereuse*, Éditions de l'Artilleur, Paris, 2021.

Jan FICHTNER, Eelke HEEMSKERK, Javier GARCIA_BERNARDO, « Hidden power of the Big Three ? Passive index funds, reconcentration of corporate ownership, and new financial risk », Cambridge University Press, 2017.

Peter FRANKOPAN, *Les Routes de la Soie*, Flammarion, Champs histoire, Paris, 2019.

Peter FRANKOPAN, *Les nouvelles Routes de la Soie, l'émergence d'un nouveau monde*, Flammarion, Champs histoire, Paris, 2020.

Michel GEOFFROY, *La super-classe mondiale contre les peuples*, Via Romana, Paris.

Guilhem GOLFIN, *Souveraineté et désordre politique*, Les Éditions du Cerf, Paris, 2017.

Guilhem GOLFIN, *Babylone et l'effacement de César : la Mondialisation et l'idéologie post-politique*, Éditions de l'Homme Nouveau, Paris, 2019.

David GRAEBER, *Bureaucratie, Babel*, Arles, 2017.

Pierre-Yves GOMEZ, *L'esprit malin du capitalisme*, Desclée de Brouwer, Paris, 2019.

Christophe GUILLUY, *No society*, Flammarion, Paris, 2018.

Yuval Noah HARARI, *21 leçons pour le XXIème siècle*, Albin Michel, Paris, 2018.

Michel HELLER, *La Machine et les rouages, La formation de l'homme soviétique*, Gallimard, Tel, Paris, 1994.

Pierre HILLARD, *Des origines du mondialisme à la Grande réinitialisation*, Cultures & Racines, Paris, 2022.

Roland HUREAUX, *Gnose et gnostiques, des origines à nos jours*, Desclée de Brouwer, Paris, 2015.

Laurent IZARD, *A la sueur de ton front, L'Artilleur / Toucan*, Paris, 2021.

Laurent IZARD, *La France vendue à la découpe, L'Artilleur / Toucan*, Paris, 2021.

François LEVÊQUE, *Les entreprises hyperpuissantes : Géants et Titans, la fin du modèle global ?* Odile Jacob, Paris, 2021.

Donella et Denis MEADOWS, *Les limites à la croissance (dans un monde fini)*, rapport commandé par le Club de Rome, 1972.

Philippe MURAY, *L'Empire du Bien*, Perrin, col. Tempus, Paris, 2019.

Pierre MUSSO, *Le temps de l'État-entreprise*, Fayard, Paris, 2019.

Julien OFFRAY de la METTRIE, *L'Homme Machine*, Frédéric Henry, Paris, 1865.

Philippe PICHOT-BRAVARD, *La Révolution française*, Via Romana, Versailles, 2015.

Gregor PUPPINCK, « La CEDH verse dans le militantisme idéologique », *L'Incorrect*, 3 novembre 2021.

Klaus SCHWAB, *Covid-19 : la Grande réinitialisation*, Forum Publishing, Genève, 2020.

Klaus SCHWAB, "La Quatrième révolution industrielle : ce qu'elle implique et comment y faire face », WEF : <https://fr.weforum.org/agenda/2017/10/la-quatrieme-revolution-industrielle-ce-qu-elle-implique-et-comment-y-faire-face/>

Rapport d'information n°673 (2020-2021): *Crises sanitaires et outils numériques : répondre avec efficacité pour retrouver nos libertés*, de Mmes Véronique GUILLOTIN, Christine LAVARDE et M. René-Paul SAVARY, 3 juin 2021.

Peter SLOTERDIJK, *Après nous le déluge*, Payot, Paris, 2018.

Oliver STONE, *Conversations avec Poutine*, Albin Michel, Paris, 2017.

Dominique TASSOT, *L'évolution en 100 questions-réponses*, Via Romana, Le Chesnay, 2021.

Gabriel TERESO, *L'élimination des pauvres*, Les Éditions du Bien Commun, Alençon, 2021.

Pierre VELTZ, *La société hyper-industrielle : le nouveau capitalisme productif*, Seuil, Paris, 2017.

Philippe de VILLIERS, *J'ai tiré sur le fil du mensonge et tout est venu*, Fayard, Paris, 2019.

Simone WAPLER, *Monnaies, Monnaie, Money*, JDH éditions, Paris, 2021.

<https://alliancepourlafrance.com/category/chroniques/>

<https://www.agenda-2030.fr/agenda-2030/presentation/article/presentation-origines-et-principes>

<https://www.younggloballeaders.org>

https://www.ted.com/talks/bill_gates_innovating_to_zero?language=fr